



Évaluation des risques et des vulnérabilités pays

NIGER

FEVRIER 2018

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE





AVERTISSEMENT :

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Agence des États-Unis pour le développement international ou du Gouvernement des États-Unis.

Photo de couverture : « Bébé chameau et garçon touareg au Niger » réalisée par l'Institut international de recherche sur l'élevage, accessible via Flickr (<https://www.flickr.com/photos/ilri/5245969037/in/album-72157622319661321/>). Reproduit sous Creative Commons CC BY-SA 2.0.

Table des matières

Sigles et abréviations.....	4
Message du Président de la Commission de la CEDEAO.....	6
Déclaration du Vice-Président de la Commission de la CEDEAO	7
Préface	8
Résumé analytique.....	9
Processus de recherche.....	11
Revue de la littérature.....	14
Questions de recherche	16
Description de l'échantillon	17
Analyse des données	18
Portée et limites de l'échantillon.....	19
Contexte du pays	21
Vulnérabilités, risques et facteurs de résilience au niveau national	23
Économie et ressources (pilier le plus vulnérable)	27
Population et démographie (deuxième pilier le plus vulnérable).....	33
Sécurité (troisième pilier le plus vulnérable)	38
Politique et gouvernance (quatrième pilier le plus vulnérable).....	42
État de droit (pilier le moins vulnérable).....	46
Facteurs externes.....	48
Vulnérabilités, risques et facteurs de résilience au niveau infranational : observations par région	53
Région d'Agadez	53
Région de Diffa	60
Région de Niamey.....	67
Région de Tahoua.....	72
Région de Tillabéri.....	79
Région de Zinder	85
Conclusion et recommandations.....	90
Annexe A : Échantillon de données	93
Annexe B : Indice de vulnérabilité	99
Annexe C : Références additionnelles.....	101

Sigles et abréviations

ACLED	Projet de localisation des événements des conflits armés
ALPC	Armes légères et de petit calibre
ANDDH	Clinique juridique de l'Association nationale de défense des droits humains
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
AREN	Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger
BAD	Banque africaine de développement
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CENI	Commission électorale nationale indépendante
CNCCAI	Commission nationale pour la collecte et le contrôle des armes illicites
CNDH	Commission nationale des droits de l'homme
CNDP	Conseil national du dialogue politique
CPCC	Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO
CPIA	Évaluation des politiques et des institutions nationales
CRGDS	Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social
CSI	Centre de santé intégré
DFID	Département du développement international du Royaume-Uni
DPA	Direction chargée des affaires politiques de la CEDEAO
ECOMOG	Brigade de surveillance de cessez-le-feu de la CEDEAO
ECOWARN	Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO
EIC	Entretien avec les informateurs clés
EIGS	État islamique dans le Grand Sahara
ERC	Évaluation des risques de conflit
ERVVP	Évaluation des risques et des vulnérabilités pays
ET	Écart type
EWD	Direction de l'Alerte précoce de la CEDEAO
FDS	Forces de défense et de sécurité
FMI	Fonds monétaire international
FMM	Force multinationale mixte
GD	Groupe de discussion
GSIM	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
HACIA	Haute autorité de lutte contre la corruption
ICAF	Cadre inter-agences d'analyse des conflits
IDE	Investissement direct étranger
IFI	Institutions financières internationales
IncReps	Rapports d'incidents d'ECOWARN'
ISWAP	Province ouest-africaine de l'Organisation de l'État islamique
MGF/E	Mutilation génitale féminine/excision
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MJRN	Mouvement pour la justice et la réhabilitation du Niger
MNJ	Mouvement des Nigériens pour la justice

MNSD	Mouvement national pour la société de développement
MODEN/FA	Mouvement démocratique nigérien pour une fédération africaine
MUJAO	Mouvement de l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PDIP	Personnes déplacées internes
PIB	Produit intérieur brut
PNDS	Parti national pour la démocratie et le socialisme
RED	Règlement extrajudiciaire des différends
REWARD	Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa
RSS	Réforme du secteur de la sécurité
SFI	Société financière internationale
SIG	Système d'information géographique
SitReps	Rapports de situation d'ECOWARN
SNA	Analyse des réseaux des parties prenantes
UA	Union africaine
USAID	Agence américaine pour le développement international
VBG	Violence basée sur le genre

Message du Président de la Commission de la CEDEAO

Les 15 États membres de la Communauté de la CEDEAO représentent une région prospère dans le monde, avec une population d'environ 366 millions d'habitants et une riche diversité humaine et topographique. De la côte aux sommets du Fouta Djallon, en passant par le Sahara et les mangroves du delta du Niger, la CEDEAO abrite diverses familles, communautés et nations.

Au cours de la dernière décennie, la région a considérablement amélioré le niveau de vie de millions de personnes. Cependant, outre la richesse des ressources naturelles, le capital humain et les grandes opportunités, il faut également faire face à des défis tels que les catastrophes naturelles, les pandémies, les tensions ethno-sectaires et les menaces sécuritaires causées par l'extrémisme et le terrorisme.

Les évolutions et les changements mondiaux tels que les avancées technologiques, la migration humaine et le changement climatique ont ajouté de nouveaux niveaux de complexité, posant de nouveaux défis pour la planification stratégique et la préparation à l'avenir.

C'est en cela que l'alerte précoce joue un rôle essentiel en aidant la CEDEAO à comprendre les mutations afin de renforcer la prise de décision et apporter une réponse rapide aux niveaux régional et national. Les Evaluations des Risques et de la Vulnérabilité des Pays (ERVP) constituent une ressource importante à cet égard. Ces rapports sont utiles pour renforcer les plans d'action du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO et pour servir de référence pour une compréhension approfondie de la dynamique de la sécurité humaine dans nos États Membres et pour nos partenaires de la région.

J'invite donc les acteurs nationaux, toutes les institutions de la CEDEAO et nos partenaires à utiliser ces rapports pour consolider la paix et le progrès au profit des citoyens de la CEDEAO.

Jean-Claude Brou
Président de la Commission de la CEDEAO

Déclaration du Vice-Président de la Commission de la CEDEAO

La CEDEAO est fière d'avoir finalisé le présent rapport d'Évaluation des risques et des vulnérabilités pays (ERVP) qui vise à identifier les vulnérabilités structurelles, les risques induits par les événements et les facteurs de résilience existants dans chaque État membre de la Communauté. En effet, cette initiative constitue un exploit remarquable dans le cadre du renforcement de l'Architecture africaine de paix et de sécurité de l'Union africaine, la CEDEAO imprimant le rythme pour l'élaboration d'un ensemble de données africaines qui peut être exploité pour améliorer les analyses et prévisions précises sur la sécurité humaine, afin d'aider les décideurs à prendre des décisions éclairées sur les questions urgentes qui se posent dans la région. Ces informations peuvent servir de base de référence à la CEDEAO ainsi qu'à ses partenaires pour documenter les efforts d'alerte précoce et de réponse, en particulier dans le contexte actuel où le Mécanisme d'alerte précoce et de réponse est en cours de déploiement au niveau national.

Les travaux de recherche dans le cadre de l'ERVP se fondent sur les données du Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN) – collectées par des observateurs sur le terrain – en vue d'élaborer une base de référence nationale pour la surveillance des modèles et tendances de l'ensemble des piliers de la sécurité humaine. En comparant les données d'ECOWARN à d'autres ensembles de données et en complétant les données quantitatives par des résultats qualitatifs, les évaluations aident également la Direction de l'alerte rapide de la CEDEAO à recueillir des données plus solides, riches, fiables et empiriques. Les constatations qui en découlent sont plus représentatives en termes de géographie, de temps et de thème pour chaque pays et doivent être mises à jour sur une base périodique.

La CEDEAO consolidera cet acquis en appliquant les connaissances et compétences consignées dans le Manuel d'ERVP. Ma conviction en la matière émane du fait que la formation de l'ensemble des membres du personnel de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO (EWD) impliqués dans la mise au point de l'Indice d'ERVP, qui marque le point culminant du transfert des connaissances et des compétences du personnel technique du projet *Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa (REWARD)* de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) au bénéfice de la CEDEAO, permettra à la CEDEAO de conduire en toute indépendance ses futures ERVP. D'ores et déjà, l'EWD a lancé un processus visant à mettre en pratique le cadre méthodologique défini pour la conduite d'une Évaluation régionale des risques et de la résilience dans le bassin du lac Tchad, servant ainsi de premier pilier dans la mise en œuvre de la décision conjointe de la CEDEAO et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) de mobiliser les communautés dans des processus de consolidation de la paix.

Nous espérons que les États Membres de notre Communauté s'approprieront le présent rapport et y inscriront les initiatives de développement et de paix pour faire face aux risques et vulnérabilités au sein de leurs communautés. Au moment où nous décentralisons l'alerte précoce et la réponse au bénéfice des pays de la CEDEAO, la Commission se tient prête à accompagner chaque État Membre dans la mise en œuvre des recommandations réalisables que renferme le rapport de l'ERVP.

Finda Koroma
Vice-Président, Commission de la CEDEAO

Préface

La Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO a accompli d'énormes progrès dans la pratique de l'alerte précoce guidée par les données, à travers l'analyse qualitative et quantitative des incidents et situations de sources multiples, et en tirant avantage des données initiales générées grâce au système du Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN). En effet, les outils technologiques de pointe du Centre le placent dans une position privilégiée pour surveiller et analyser les risques et les vulnérabilités dans la région CEDEAO, et ce, à travers les domaines clés de la sécurité humaine.

La CEDEAO a joué, et continue de jouer, un rôle crucial dans la surveillance des menaces à la sécurité humaine qui pèsent sur toute la région, notamment les systèmes de conflit sahélo-saharien, du fleuve Mano, du golfe de Guinée, du lac Tchad et en Sénégambie dans le but d'améliorer la réponse en matière de prévention et de gestion de l'escalade des conflits.

Au-delà de l'étroite focalisation sur le conflit violent uniquement, et conformément à son mandat de promotion de l'intégration socioéconomique et politique de la sous-région, la CEDEAO applique une perspective de sécurité humaine en vue d'améliorer le bien-être de la population conformément à la Vision 2020 de la CEDEAO. Le présent rapport met donc en évidence les risques, les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience à travers cinq dimensions (démographie, économie, sécurité, gouvernance et État de droit) aux niveaux national et infranational.

Chaque rapport d'ERVVP constitue une kyrielle de points de vue et d'expériences des parties prenantes concernées, notamment les dirigeants communautaires, la société civile, les responsables administratifs, les agents de sécurité, les chefs traditionnels et religieux, pour n'en citer que quelques-unes. De ce fait, le rapport d'ERVVP se veut un document stratégique qui fournit une vue d'ensemble des défis en matière de sécurité humaine dans chaque État Membre de la CEDEAO ainsi que des facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui peuvent aider à relever ces défis.

Nous espérons que le présent rapport sera utile à la planification stratégique dans le cadre de la résolution des problèmes de sécurité humaine et qu'il fournira des éclaircissements à une multitude de parties prenantes, notamment les responsables politiques et les décideurs des secteurs public et privé en vue d'un engagement dans la région qui tienne compte des conflits.

Dr Abdou Lat Gueye
Directeur de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO

Résumé analytique

De 2016 à 2019, la CEDEAO a collecté des données quantitatives et qualitatives au Niger pour mieux comprendre les vulnérabilités structurelles qui peuvent exister, et comment ces vulnérabilités affectent la vie quotidienne des personnes et des communautés. Cette recherche a été effectuée en collaboration avec le projet REWARD (Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), dans le cadre d'une évaluation plus large de l'ensemble de la région ouest-africaine. Dans le cadre de ce processus, une série de discussions de groupe et d'entretiens a été menée en janvier 2018 au Niger afin de contextualiser les résultats et d'en savoir plus sur les facteurs de résilience qui atténuent les risques et favorisent la sécurité humaine. L'objectif de ce rapport est de résumer ces idées et perspectives, afin que les acteurs nationaux puissent tirer parti de leurs succès, et également de servir de base de référence pour le suivi des constats et tendances de la CEDEAO. Le rapport fournit une vue d'ensemble des vulnérabilités, des risques et des facteurs de résilience nationaux et infranationaux, ainsi que des conclusions et des recommandations.

L'ERVP a été menée par la CEDEAO pour mettre à jour et développer les rapports nationaux d'évaluation des risques de conflit (ERC) 2013-2014. Afin de mieux comprendre les constats et tendances infranationaux, la conception de la recherche a commencé par une étude documentaire comprenant une analyse des réseaux sociaux basée sur une enquête auprès des acteurs de la paix et de la sécurité dans le pays et une identification des experts à consulter pendant le travail sur le terrain. Cette étude a été suivie d'une analyse des constats et tendances des dynamiques d'escalade par le système d'information géographique (SIG) et d'une analyse quantitative des vulnérabilités structurelles relatives par pays et par pilier de la sécurité humaine.

Au Niger, des niveaux élevés de vulnérabilité ont été constatés dans les domaines de l'économie/des ressources et de la population/démographie, tandis que des niveaux modérés de vulnérabilité ont été constatés dans les domaines de la politique/gouvernance, de l'État de droit et de la sécurité.

Parmi les défis à relever figurent l'insécurité alimentaire, la dépendance à l'égard de l'agriculture de subsistance, la croissance démographique, les migrations internes et externes, ainsi que les implications politiques et économiques de la loi de finances 2018. L'insécurité a exacerbé les vulnérabilités économiques dans l'ensemble du pays, en particulier la présence de Boko Haram dans la région de Diffa, et la violence extrémiste le long des frontières communes avec le Mali et l'Algérie. Outre la violence extrémiste, la criminalité, les activités économiques illicites, la porosité des frontières et les conflits entre agriculteurs et éleveurs ont continué à compromettre la paix et la sécurité humaine au Niger.

Toutefois, il existe également de solides facteurs de résilience sociale et institutionnelle pour la consolidation de la paix, la croissance économique et la bonne gouvernance au Niger. Il a été constaté que les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations de la société civile (OSC) participaient à des initiatives visant à réduire la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire. En outre, les ONG ont investi dans les services sociaux de base et ont mené des campagnes de sensibilisation sur des questions telles que le planning familial, les mariages précoces et la migration. Les chefs traditionnels et religieux ont contribué de manière positive à la sécurité en diffusant des messages de consolidation de la paix aux communautés locales. Les groupes d'autodéfense et les vigiles communautaires ont également joué un rôle important dans le maintien de la paix et de la sécurité des communautés dans l'ensemble du pays.

Le rapport suivant vise à fournir une vue d'ensemble afin que les acteurs régionaux et nationaux puissent avoir un aperçu clair des défis auxquels le pays est confronté, ainsi que des capacités qui peuvent être mises à profit et développées pour la promotion d'une sécurité humaine durable au Niger.

Bien que les données relatives aux risques/incidents fluctuent naturellement et puissent donc avoir changé depuis la publication de ce rapport, les vulnérabilités structurelles reflètent les tendances à moyen et long terme. Ces rapports se concentrent sur l'identification des vulnérabilités et des résiliences structurelles, et sur la manière dont elles peuvent avoir un impact sur les événements au fil du temps.

Introduction

Processus de recherche

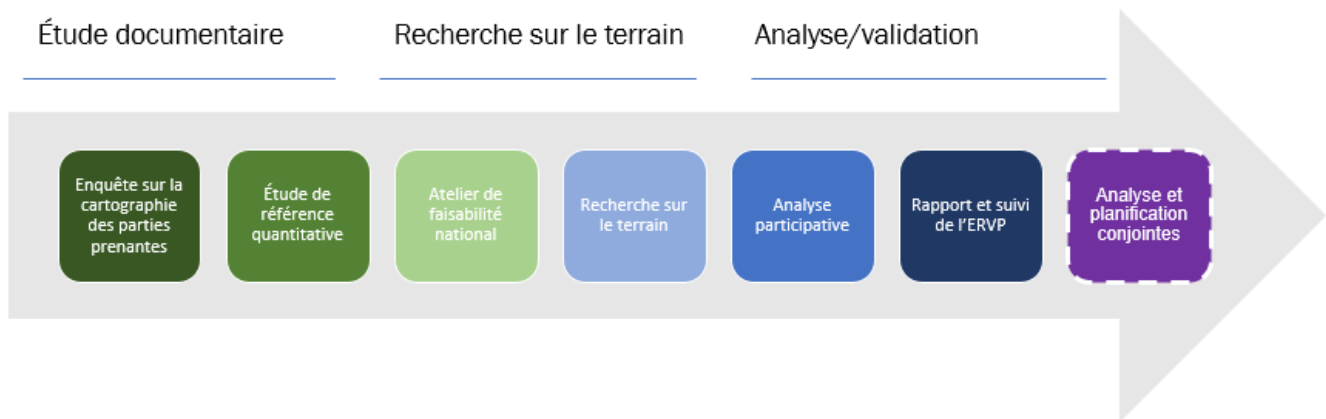
L'ERVVP évalue les vulnérabilités structurelles, les risques induits par les événements et les facteurs de résilience sociale et institutionnelle selon cinq piliers de la sécurité humaine tels qu'identifiés par la CEDEAO dans un document d'orientation datant de 2016¹. Ces piliers se déclinent comme ci-après : 1) économie et ressources ; 2) politique et gouvernance ; 3) population et démographie ; 4) État de droit ; et 5) sécurité. Les constatations consignées dans le présent rapport décrivent la manière dont les risques découlent des vulnérabilités dans le contexte du Niger, tant au sein des cinq piliers qu'entre eux. En reconnaissance du fait que les conflits violents ont des facteurs sociaux, économiques, politiques et de sécurité sous-jacents, mais s'expriment différemment en fonction du contexte, nous avons eu recours à un cadre holistique de sécurité

humaine dans le cadre de la présente évaluation, qui sera utilisé pour les ERVP dans tous les États membres de la CEDEAO. En outre, l'analyse fait également ressortir les considérations de genre et les facteurs externes en tant que questions transversales que l'on doit comprendre pour assurer une alerte précoce et une réponse efficace².

Comme l'illustre le graphique ci-dessous, la recherche a été menée en trois phases principales, à savoir : l'étude documentaire, la recherche sur le terrain, ainsi que l'analyse et la validation.

Phase 1 : Étude documentaire

L'étude documentaire comportait une évaluation préliminaire des vulnérabilités structurelles, des risques induits par les événements et des facteurs de résilience sociale et institutionnelle.



¹ Le Document de cadrage de la Direction de l'Alerte précoce (EDW) a été élaboré par la CEDEAO pour aider à éclairer le processus d'ERVVP et comporte les piliers de la sécurité humaine identifiés sur la base d'approches fondées sur les meilleures pratiques telles que les directives de l'ECOWARN

et le cadre de l'Agence néo-zélandaise pour le développement international (NZAID).

² Le Document de cadrage de la CEDEAO sur « L'évaluation des risques dans cinq pays pilotes de la CEDEAO, à savoir : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Libéria et le Mali. »

Pour l'évaluation des vulnérabilités structurelles, la recherche s'est appuyée sur des données provenant de douzaines de sources, y compris les Rapports de situation d'ECOWARN (SitReps). Sur la base de ces ensembles de données préexistants³, un indice d'ERVVP a été créé et a servi à mesurer les niveaux relatifs de vulnérabilité dans cinq dimensions de la sécurité humaine au Niger.

Pour l'évaluation des risques induits par les événements, les données sur les événements, y compris celles tirées des rapports d'incident d'ECOWARN (IncReps), ont fait l'objet de triangulation avec les données du Projet de localisation des événements de conflits armés (ACLEDA) afin de déterminer les lieux et le type de problèmes conflictuels au niveau infranational de façon diachronique. Le recours à des sources multiples a permis de procéder à la validation croisée, de combler les lacunes et d'identifier les tendances des indicateurs et des sous-indicateurs à l'aide de requêtes et de recherches par mots clés.

Pour l'évaluation des facteurs de résilience sociale et institutionnelle, une enquête a été menée auprès de tous les contacts de la CEDEAO dans le pays pour en savoir davantage sur les acteurs de la paix et de la sécurité qui s'emploient à gérer et à réduire les risques et les vulnérabilités dans le pays. Les personnes interrogées (y compris des représentants d'institutions religieuses, d'acteurs du secteur public, de la société civile, de groupes de jeunes et d'acteurs du développement, entre autres) ont également été invitées à indiquer les organisations avec lesquelles elles ont travaillé en partenariat au cours des deux dernières années sur les questions de paix et de sécurité. Les données ont ensuite été téléchargées sur une Carte du réseau des parties prenantes en vue d'une analyse quantitative et pour identifier les

points d'appui, les sphères d'influence et le capital social. Sur la base de cette analyse, des experts techniques clés ont été identifiés et contactés pour la phase suivante de la recherche.

Phase 2 : Recherche sur le terrain

La recherche sur le terrain a débuté par un atelier de cadrage à Niamey. En s'appuyant sur la Carte du réseau des parties prenantes, des experts techniques ayant un réseau très dense ont été réunis dans le cadre d'un atelier visant à valider les constatations initiales de l'étude documentaire et à suggérer une voie à suivre pour l'analyse qualitative sur le terrain. L'Atelier de cadrage a également servi à adapter et à mieux faire connaître les questions de recherche plus générales ainsi que les instruments et les questionnaires d'entretien avec les informateurs clés (EIC) et de groupes de discussion (GD) en fonction du contexte local. En outre, l'Atelier de cadrage a également permis d'obtenir des références et des contacts pour les acteurs clés et les parties prenantes sur le terrain qui seraient consultés lors des EIC et des GD au cours des deux semaines suivantes. Ainsi la phase de l'étude documentaire a-t-elle permis d'éclairer les questions de recherche qui nécessitaient une contextualisation et une validation plus poussées sur le terrain, ainsi que l'échantillon des personnes à interroger et à impliquer (ce qui a été demandé, où et à qui).

Une équipe d'experts et de chercheurs a ensuite réalisé une évaluation dans le pays entre le 23 et le 29 janvier 2018 avec des participants issus des régions de Diffa, de Tahoua, de Tillabéri, d'Agadez, de Zinder et du district de la capitale Niamey. L'équipe a interviewé les parties prenantes clés issues des différents points névralgiques identifiés dans l'étude documentaire et validés lors de

³ Les sources de données utilisées dans l'élaboration de l'indice d'ERVVP sont notamment Global Integrity, l'Economist Intelligence Unit, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Transparency International, Freedom House, la Fondation Mo Ibrahim, la base de données sur la localisation et les événements des conflits armés, la Banque

mondiale, le Centre d'études de la sécurité ETH Zurich, l'Indice de transformation Bertelsmann Stiftung, le niveau de terreur politique, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Université d'Uppsala, les statistiques des Nations unies et l'Institut pour l'économie et la paix.

l'atelier de cadrage, qui ont été touchées par la violence, qui connaissent le contexte local et disposent de capacités. L'équipe de terrain était composée de représentants des Directions de l'Alerte précoce de la CEDEAO (EWD), des Affaires politiques (DPA) et du Maintien de la Paix et de la Sécurité régionale (DPKRS), ainsi que de participants issus de l'USAID et d'experts affiliés. Les EIC et les GD organisés dans le cadre de cette évaluation dans le pays ont permis de recueillir des données et des informations qualitatives concernant divers points de vue sur les vulnérabilités structurelles, les facteurs de risque induits par les événements et les facteurs de résilience sociale et institutionnelle liés aux différents problèmes conflictuels se posant dans l'ensemble du pays. Ces transcriptions ont été compilées et rationalisées pour réduire les doublons et les imprécisions, et classées par rubriques pour l'analyse et la priorisation pendant la phase 3.

Phase 3 : Analyse et validation

Après la validation et la contextualisation sur le terrain des données quantitatives, du SIG et d'enquête, la collecte, la structuration et la synthèse des données qualitatives, le présent rapport a été rédigé puis validé par la CEDEAO et l'USAID. Il servira de référence et de ressource pour des produits d'alerte précoce plus ciblés et pour l'analyse/la planification en vue d'une prévention stratégique et opérationnelle de l'insécurité humaine au Niger ainsi que des systèmes de conflits associés de façon plus générale.

Terminologie et définitions conceptuelles

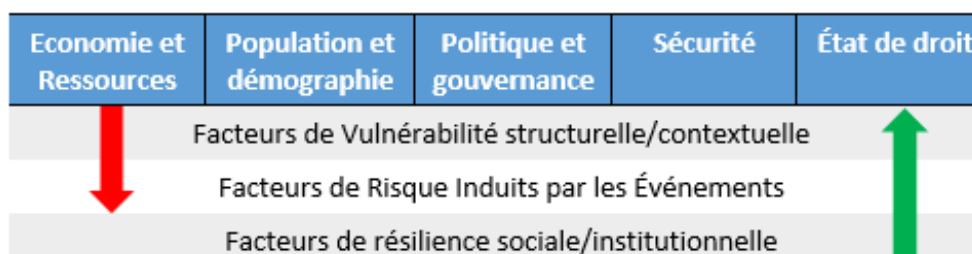
Dans la présente ERVP :

« **Vulnérabilité** » se définit comme tout facteur structurel susceptible d'être un facteur de conflit. Il peut s'agir de facteurs tels que le chômage des jeunes, la pauvreté, les inégalités, le climat, le favoritisme, les facteurs démographiques, etc.

« **Risque** » est défini comme tout facteur induit par tout événement qui pourrait être un déclencheur de conflit. Au nombre des facteurs de risque, l'on peut citer les controverses particulières ou des événements tels les élections ou les catastrophes qui peuvent se produire.

« **Résilience** » est entendue au sens de tout facteur social ou institutionnel qui peut aider à atténuer ou à gérer les risques et les vulnérabilités. Il s'agit notamment des responsables politiques, culturels et communautaires jouissant d'un important capital social pour influencer de manière constructive sur la dynamique des conflits. L'on peut citer à cet effet le secteur public, le secteur privé, les institutions religieuses, la société civile, les leaders d'opinion, les agents de développement, etc. Les facteurs de résilience peuvent inclure les institutions qui jouent un rôle stabilisateur à court, moyen ou long terme.

L'analyse de l'ERVP a été menée conformément au cadre décrit dans la figure ci-dessus, selon lequel les facteurs de risque induits par les événements découlent des vulnérabilités structurelles (selon la flèche rouge pointant vers le bas) tandis que les facteurs de résilience sociale et institutionnelle atténuent et préviennent ces risques et



vulnérabilités (selon la flèche verte pointant vers le haut).

Pour la CEDEAO, ce cadre est utile en ce sens qu'il est aligné sur le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC), qui est un outil stratégique visant à renforcer l'architecture de la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest. Les éléments clés du CPCC sont les catégories de la « **Prévention opérationnelle** », c'est-à-dire les mesures applicables en cas de crise ; et, de la « **Prévention structurelle** », c'est-à-dire les mesures qui permettent de faire en sorte que les crises ne surviennent pas ou ne se reproduisent pas. Le cadre de l'ERVP est aligné sur le CPCC, de sorte que les facteurs de vulnérabilité identifiés doivent être atténués par les mesures de prévention structurelle et les facteurs de risque par les mesures de prévention opérationnelle. Cet alignement est important pour la pertinence et l'applicabilité du présent rapport par les utilisateurs en Afrique de l'Ouest.

Revue de la littérature

Une approche d'alerte précoce centrée sur l'humain

Dans la littérature universitaire, le prisme de la sécurité humaine en ce qui concerne l'alerte précoce des conflits est en mutation par rapport aux approches plus centrées sur l'État qui étaient en vogue dans les années 80 et 90. En effet, par le passé, l'alerte précoce était axée sur la prévention et l'atténuation des conflits entre États. Dans la période de l'après-guerre froide, marquée par une recrudescence des conflits intra-étatiques, l'alerte précoce a porté principalement sur l'identification des facteurs et des impacts des conflits civils sur les États. À cette époque, l'analyse était axée sur une terminologie telle que « l'effondrement » et « la faillite » de l'État, mettant ainsi l'accent sur les impacts pour les pays ou régions voisines et

perpétuant dans le même temps un paradigme comparatif de pauvreté et de faible croissance économique ainsi que de conflit, par opposition aux pays plus développés⁴.

Toutefois, à mesure qu'une approche plus interdépendante de la sécurité humaine et mondiale se faisait jour dans les années 2000, les conceptions de la fragilité de l'État et de l'analyse des conflits ont évolué en approches tant d'aide au développement que de politiques. Comme l'indique le Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social (CRGDS), « De manière générale, la fragilité résulte d'une interaction dynamique entre des facteurs internes (notamment les conflits violents, la pauvreté, la conjoncture économique et structurelle, la défaillance des institutions formelles) et des facteurs externes (notamment l'économie politique internationale, l'insécurité régionale et mondiale)⁵. Sans faire abstraction du rôle de l'État en tant que principal instrument de gestion et de prévention des conflits, l'approche centrée sur l'humain se penche d'abord et avant tout sur l'impact des facteurs de conflit à caractère démographique, économique, politique et sécuritaire sur les individus et les communautés, ainsi que sur le rôle qu'un large éventail de facteurs sociaux et institutionnels joue dans la prévention des conflits. Ainsi le cadre de la sécurité humaine fournit-il une approche holistique pour comprendre les différentes menaces qui affectent la vie des individus, que ce soit à travers les conflits, la santé, l'alimentation, l'environnement ou d'autres facteurs sociaux, politiques ou économiques.

Selon le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine, l'approche de la sécurité centrée sur l'humain se décline en cinq principes : 1) *mesures centrées sur l'individu*, mettant l'accent sur la protection des libertés

⁴ Définir et mesurer la fragilité des États : une nouvelle proposition », Ferreira, I., La Conférence annuelle de la Banque sur l'Afrique, juin 2015

⁵ « Guide thématique sur les États fragiles », McLoughlin, C., Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social (CRDSU), août 2009

fondamentales de l'être humain ; 2) *mesures multisectorielles*, englobant une large compréhension des menaces et des causes de l'insécurité ; 3) *mesures globales*, prenant en compte les différents types de sécurité de l'individu, allant de la sécurité économique à la sécurité sociale ; 4) *mesures spécifiques au contexte*, soulignant la nécessité d'analyser les contextes spécifiques des conflits et les causes profondes de l'insécurité ; et 5) *mesures préventives*, mettant l'accent sur des mesures de prévention et d'atténuation des risques adaptées au contexte local par le biais de mécanismes d'alerte précoce⁶. Cette focalisation sur les questions transversales ainsi que l'analyse et la réponse spécifiques aux situations sont au cœur du processus d'ERVP et des objectifs plus généraux d'alerte précoce et de réponse intégrée en cas de conflit de la part de la CEDEAO et de ses partenaires. Pour les ERVP, il s'agit d'identifier les risques de conflit, les vulnérabilités et les résiliences au niveau de l'ensemble des piliers de la sécurité humaine que sont la population et la démographie, la politique et la gouvernance, la sécurité, l'économie et les ressources, et l'État de droit.

De nombreux indices et cadres de développement ont été développés pour mesurer la résilience et la fragilité. Ils vont de l'*Indice des États fragiles* établi par le Fonds pour la paix⁷ jusqu'à l'*Indice de gouvernance de la Fondation Mo Ibrahim*⁸ en passant par l'Indice de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA) de la Banque mondiale⁹. Actuellement, des acteurs de premier plan du développement international et

des organismes multilatéraux tels que l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et la BAD ont également élaboré des stratégies, des domaines de pratique et des outils qui visent à s'attaquer aux facteurs de fragilité. La BAD, par exemple, dispose d'une *Stratégie de lutte contre la fragilité et de renforcement de la résilience en Afrique pour la période 2014-2019*, qui met l'accent sur le renforcement des capacités de ses États membres et sur les « situations de fragilité plutôt que sur les États fragiles exclusivement ».¹⁰

Comme le souligne toutefois la Stratégie de la BAD, « il n'existe pas de solution universelle ni de « boîte à outils » prédéfinie pour s'attaquer à la fragilité »¹¹. Les conceptions universitaires et politiques plus anciennes de la « faillite de l'État » reposaient sur une analyse axée sur les « conceptions traditionnelles de la sécurité centrées sur l'État qui mettaient principalement l'accent sur la sécurité des États face à l'agression militaire », comme énoncé dans un document publié en 2009 par l'Unité de sécurité humaine des Nations Unies. Les modèles d'analyse plus récents ont adopté une perspective plus large de la sécurité humaine, « en réponse à la complexité et à l'interdépendance des menaces à la sécurité tant anciennes que nouvelles – allant de la pauvreté chronique et persistante aux crises économiques et financières soudaines, en passant par la violence ethnique, la traite des êtres humains, le changement climatique, les pandémies et le terrorisme international. Ces menaces ont tendance à prendre des dimensions transnationales et à aller au-delà des conceptions traditionnelles de sécurité qui mettent

⁶ Sécurité humaine - Trajectoire et application à l'ONU - Groupe de la sécurité humaine, Nations Unies (ONU), mai 2016
http://www.un.org/humansecurity/sites/www.un.org/humansecurity/files/untfhs_ppp_-_human_security_may_2016.pdf

⁷ Indice des États fragiles, Fonds pour la paix,
<http://fsi.fundforpeace.org/>

⁸ Indice de gouvernance africaine de la Fondation Mo Ibrahim, <http://mo.ibrahim.foundation/>

⁹ Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA) : Banque mondiale [http://data.worldbank.org/data-](http://data.worldbank.org/data-catalog/CPIA)

[catalog/CPIA](http://data-catalog/CPIA) ; et Banque africaine de développement (BAD)
<https://cpia.afdb.org/>

¹⁰ S'attaquer à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique, 2014 - 2019, BAD

https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy/Documents/Addressing_Fragility_and_Building_Resilience_in_Africa-The_AfDB_Group_Strategy_2014%E2%80%932019.pdf

¹¹ Ibid.

exclusivement l'accent sur les agressions militaires extérieures. »¹²

Par conséquent, une approche centrée sur l'humain, par opposition à une approche centrée sur l'État, est importante pour analyser les risques et les vulnérabilités de la société en vue de mettre en place des mécanismes robustes d'alerte précoce. La sécurité humaine fournit une approche holistique permettant de comprendre les différentes menaces qui affectent la vie des individus, que ce soit à travers les conflits, la santé, l'alimentation, l'environnement ou d'autres facteurs sociaux, politiques ou économiques. En tant que telles, les ERVP visent à tirer parti des aspects les plus dynamiques et interdépendants des risques et des vulnérabilités, qui examinent les capacités et les pressions au sein d'une société donnée en vue d'identifier les vulnérabilités structurelles, les résiliences et les risques au niveau des principaux piliers de la sécurité humaine. Selon la définition de l'Assemblée générale des Nations Unies, « la sécurité humaine a pour objet d'aider les États membres à cerner les problèmes communs et généralisés qui compromettent la survie, les moyens de subsistance et la dignité de leurs populations et à y remédier »¹³. Cette approche s'inscrit également en droite ligne dans la Vision 2020 de la CEDEAO qui vise à promouvoir la paix, la prospérité et la cohésion dans toute la région¹⁴ et met notamment l'accent sur le renforcement de nombreux aspects de la sécurité humaine au sein des États membres.

Questions de recherche

Sur la base des constatations initiales tirées de l'étude documentaire, l'équipe a élaboré une série de questions d'orientation réparties selon les cinq piliers de la sécurité humaine. Ces questions n'ont pas été explicitement posées sur le terrain, mais

ont plutôt sous-tendu la conception des instruments d'entretiens avec les informateurs clés (EIC) et des groupes de discussion (GD). Ces instruments comprenaient des questions simples et ouvertes visant à susciter une discussion au cours de laquelle les personnes interrogées pourraient exprimer leurs opinions, partager leurs expériences et perceptions sur la façon dont elles ont été affectées par les facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au Niger.

Économie et ressources : Dans quelle mesure la volatilité des prix des produits de base a-t-elle eu un impact négatif sur les groupes les plus vulnérables ? Cela a-t-il été un facteur d'insécurité alimentaire ou de conflit ? Dans quelle mesure les événements nationaux, régionaux ou internationaux (par exemple, l'insécurité au Nigéria) ont-ils affecté l'économie ? Dans quelle mesure l'insécurité alimentaire constitue-t-elle une préoccupation ? De quelles façons le changement climatique ou les pressions environnementales ont-ils un impact sur les communautés locales ? Existe-t-il des disparités entre les zones urbaines et rurales en termes de prestation de services ? Quel rôle les femmes jouent-elles dans l'économie ? Quel rôle les jeunes jouent-ils dans l'économie ? Quel rôle les activités économiques illicites (y compris la contrebande et le trafic d'armes ou de drogue) jouent-elles dans l'économie locale et nationale ? Quels rôles la gestion des ressources naturelles et le régime foncier jouent-ils dans la cohésion sociale ?

Population et démographie : Quel(s) impact(s) la migration (tant interne que vers l'Europe) a-t-elle eu sur le Niger ? Quel rôle les femmes jouent-elles dans la vie sociale, économique et politique ? Quel rôle les jeunes jouent-ils dans la vie sociale, économique et politique ? Une population disproportionnellement forte de jeunes privés de

¹² La sécurité humaine dans la théorie et la pratique – Unité de la sécurité humaine, ONU, 2009
<http://www.un.org/humansecurity/sites/www.un.org/humansecurity/files/Human%20Security%20in%20Theory%20and%20Practice%20English.pdf>

¹³ Résolution n° 66/290 de l'Assemblée générale, octobre 2012

¹⁴ Vision 2020 de la CEDEAO, juin 2010
<http://www.ecowas.int/wp-content/uploads/2015/01/ECOWAS-VISION-2020.pdf>

leurs droits met-elle à rude épreuve les ressources urbaines ou les services publics ? Existe-t-il des tensions ou des conflits entre les groupes religieux ou ethniques ? Dans quelle mesure les paramètres géographiques (par exemple, les régions rurales par rapport aux régions urbaines ou le Nord par rapport au Sud) ont-ils une incidence sur l'accès aux services sociaux et à l'infrastructure ? Quelle est l'efficacité de la planification familiale en termes d'accès et de politique ? Quelle est la prévalence du mariage précoce, de la violence basée sur le genre et des mutilations génitales féminines (MGF) ?

Sécurité : Quel rôle les forces de sécurité jouent-elles dans la gestion ou l'aggravation de la criminalité ? Sont-elles légitimes, représentatives et professionnelles ? Existe-t-il d'autres facteurs de conflit tels que les conflits fonciers, la succession ou l'héritage, ou la concurrence pour le contrôle des ressources ? Quel rôle les communautés ou les acteurs non étatiques jouent-ils dans l'offre de service de sécurité ? Existe-t-il des tensions politiques, communautaires ou sectaires qui pourraient constituer une menace à la sécurité ? Dans quelle mesure les marchés illicites (par exemple, le trafic de drogue) ont-ils contribué aux problèmes de criminalité et de violence ? Existe-t-il des menaces transfrontalières, maritimes ou transnationales ? Quels ont été les impacts de l'insécurité dans l'ensemble de la région (par exemple, les activités de groupes extrémistes au Mali voisin ou l'insurrection de Boko Haram au Nigéria) sur les communautés locales ? Dans quelle mesure la radicalisation et l'extrémisme sont-ils préoccupants, en particulier chez les jeunes ?

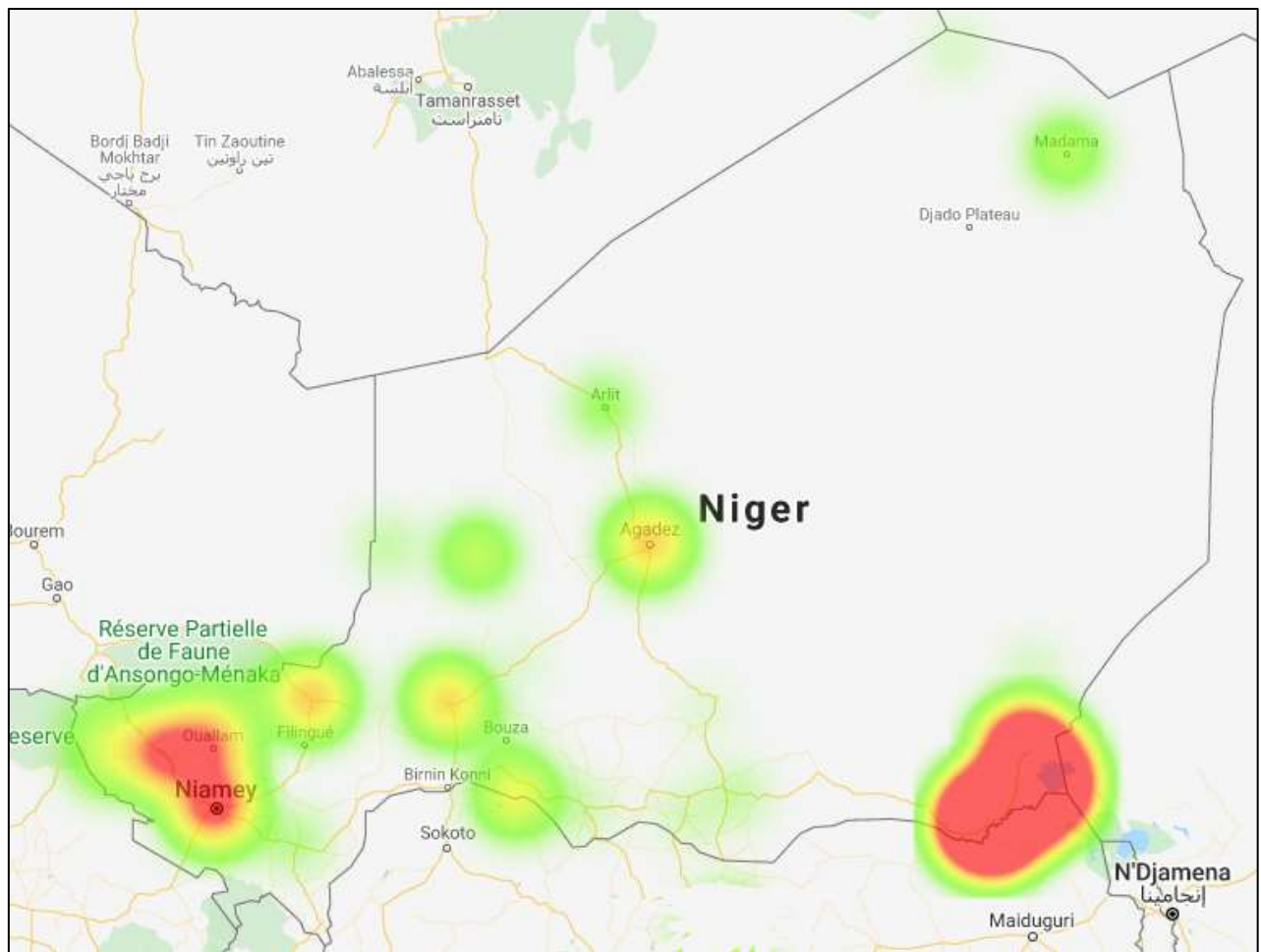
Politique et gouvernance : Quel(s) rôle(s) les femmes et les jeunes jouent-ils en politique et dans la prise de décisions ? Quel(s) rôle(s) les groupes de la société civile, les médias et les mouvements sociaux jouent-ils en politique ? Dans quelle mesure les perceptions de la corruption et du népotisme au sein de l'administration publique sapent-elles la légitimité des institutions étatiques

et le processus électoral ? Dans quelle mesure le changement politique fréquent des dernières décennies a-t-il influé sur la perception de la légitimité de l'État ? Les futures élections suscitent-elles des inquiétudes ?

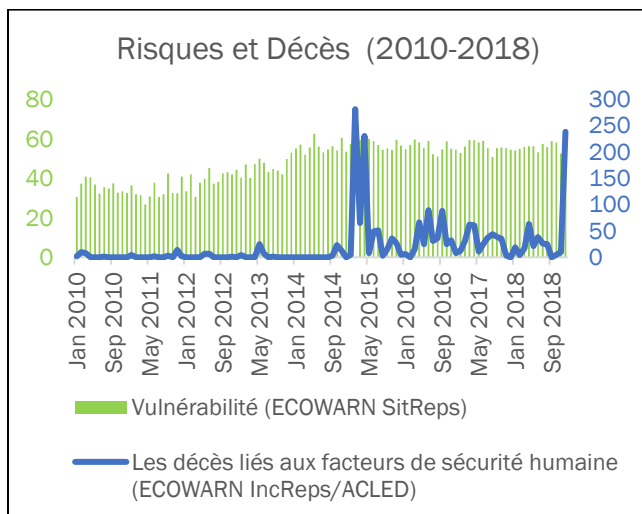
État de droit : Dans quelle mesure le pouvoir judiciaire est-il indépendant de l'exécutif ? Quel rôle le pouvoir judiciaire joue-t-il en ce qui concerne les questions de justice et d'impunité ? Les services juridiques et judiciaires sont-ils accessibles dans tout le pays ? Dans quelle mesure les communautés comptent-elles sur la police et les forces de sécurité pour assurer la justice ? Dans quelle mesure les droits des femmes sont-ils protégés dans la pratique ? S'appuie-t-on sur des mécanismes de règlement extrajudiciaire/traditionnel des différends ? Les populations ont-elles recours à la justice populaire ?

Description de l'échantillon

Les données recueillies et analysées aux fins du présent travail de recherche comprenaient des centaines de rapports de situation et des rapports d'incidents d'ECOWARN, ainsi que des données sur les événements du Projet de localisation des événements des conflits armés (ACLED), une enquête d'orientation, des transcriptions et des notes des groupes de discussion (GD) et des entretiens avec les informateurs clés (EIC) sur le terrain. Au nombre des autres sources, intégrées pour créer un indice de vulnérabilité (Indice d'ERVP), on peut citer Global Integrity, l'Economist Intelligence Unit, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Transparency International, Freedom House, la Fondation Mo Ibrahim, la base de données de l'ACLED, la Banque mondiale, l'Indice de transformation Bertelsmann Stiftung, le Niveau de terreur politique, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Université d'Uppsala, les statistiques des Nations Unies et l'Institut pour l'économie et la paix. Une liste complète figure à l'Annexe A.



La carte des foyers de tension ci-dessus montre les points névralgiques qui ont enregistré des décès liés aux sécurité humaine entre 2015 et 2018



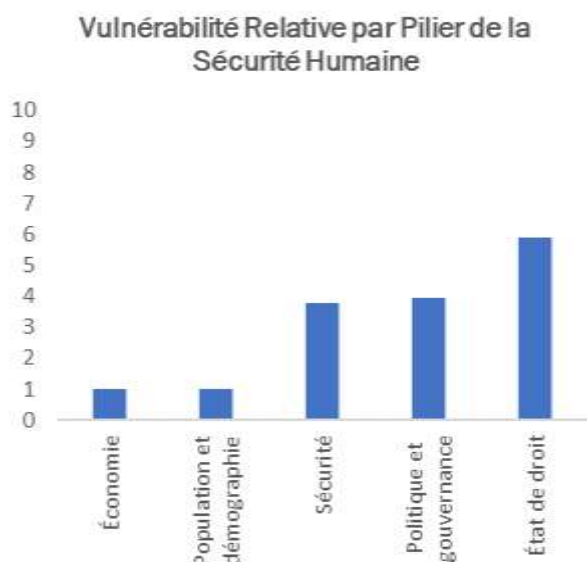
Le graphique ci-dessus montre les tendances en matière de risque par rapport à la vulnérabilité. L'axe vertical à gauche (0-80) montre le niveau de vulnérabilité avec un score plus de 60, reflétant des niveaux de vulnérabilité plus élevés. L'axe vertical sur la droite (0 à 300) indique le nombre de décès par mois liés aux incidents de la sécurité humaine.



La carte ci-dessus montre les localités où la recherche sur le terrain a été effectuée en janvier 2018

Analyse des données

Les données d'ECOWARN montrent que la vulnérabilité au Niger s'est accrue à la mi-2014 et qu'elle est restée élevée, telle que mesurée à une moyenne mensuelle du score global des SitReps de 2010 à 2017. Les données sur les tendances remontant jusqu'en 2012 montrent une hausse considérable du nombre de décès dus aux conflits déclarés au premier trimestre de 2015 et entre le premier et le troisième trimestre de l'année 2016. La forte augmentation de la violence au début de l'année 2015 était due aux multiples attaques lancées par Boko Haram/Province ouest-africaine de l'Organisation de l'État islamique (ISWAP) dans la région de Diffa le long de la frontière Niger-Nigéria et aux opérations anti-insurrectionnelles des forces de sécurité nigériennes. Le nombre de décès signalés a diminué vers fin 2015, malgré la présence continue de Boko Haram dans la région de Diffa. Le nombre de victimes du conflit a encore augmenté au troisième trimestre de l'année 2016 en raison des combats entre Boko Haram/ISWAP et les forces militaires nigériennes ; de multiples attaques ont été menées à Diffa en juin et juillet 2016.



L'indice d'ERVP, ci-dessus, indique qu'au Niger, les piliers de la sécurité humaine qui présentent les niveaux de vulnérabilité les plus élevés sont

l'économie et les ressources et la population et la démographie. Ces constatations ont été contextualisées par les personnes interrogées sur le terrain qui ont mis l'accent sur l'insécurité alimentaire, la pauvreté et la croissance démographique comme étant les principales préoccupations du moment. Dans le graphique de l'indice d'ERVP, plus le score sur l'axe des y est bas (0 à 10), plus le pilier sécurité humaine est vulnérable.

Portée et limites de l'échantillon

Le présent rapport vise à superposer, trianguler et juxtaposer des données quantitatives, des données de SIG et des données qualitatives de façon précise, significative et représentative. Toutefois, au nombre des limites de cette analyse figurent l'intervalle de deux ans pour les données sur les événements/du SIG et celui de sept ans pour les rapports de situation d'ECOWARN. S'il y a des cycles de conflit qui n'entrent pas dans le champ de ces paramètres, la capacité d'analyser ces tendances sera limitée dans le présent rapport. Par ailleurs, le présent travail de recherche visait à assurer la représentativité dans l'échantillon de parties prenantes impliquées au travers des EIC (24 personnes de premier plan) et des GD (3 groupes de discussion). Dans la mesure où ces parties prenantes étaient représentatives, elles ont apporté une contextualisation et une validation importantes à la recherche documentaire.

La portée et les limites s'appliquent également à l'utilisation et au but de l'étude. Le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC) porte principalement sur deux domaines. Les rapports d'ERVP sous-tendent les objectifs du Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC). Ils identifient, en particulier, les vulnérabilités dans l'ensemble des piliers de la sécurité humaine dans le but de guider la prévention structurelle. Telle que définie dans le CPCC, cette dernière recouvre « les réformes politiques, institutionnelles (de gouvernance) et de développement, le renforcement des capacités et le plaidoyer en

faveur de la culture de la paix ». Certes, le présent rapport peut également servir à éclairer la prévention opérationnelle, qui comprend « l’alerte précoce, la médiation, la conciliation, le désarmement et le déploiement préventifs par des moyens interactifs tels que les missions de bons offices et la Force en attente de la CEDEAO », mais il vise principalement à identifier les domaines clés de vulnérabilité structurelle aux niveaux national et infranational aux fins de la planification stratégique par la CEDEAO et d’autres partenaires intervenant dans les domaines de la paix et de la sécurité. Toutefois, dès lors que la prévention opérationnelle peut s’appuyer sur les schémas et les tendances des facteurs de risque induits par les événements mis en exergue dans le présent rapport, l’ERVP devrait servir d’analyse de référence des dynamiques qui font l’objet d’une surveillance diachronique étroite. Ainsi, en plus d’éclairer la planification stratégique se rapportant aux questions de vulnérabilité structurelle, l’ERVP sous-tendra également les produits d’alerte précoce tels que les rapports de situation hebdomadaires, mensuels et trimestriels qui informent les analystes et les intervenants potentiels sur l’aggravation du risque de conflit à l’aune d’un ou de plusieurs indicateurs, et proposera des recommandations par rapport à la réponse à apporter. Les rapports d’ERVP peuvent également servir de base à des études de cas plus détaillées sur les risques, les vulnérabilités et les résiliences identifiés pour un pays d’intérêt ou faisant l’objet de préoccupation.

S’il est vrai que de nombreux rapports qui s’attellent à identifier les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience se concentrent presque exclusivement sur le niveau national, la CEDEAO entend soutenir une infrastructure d’alerte précoce et de réponse plus décentralisée dans l’ensemble de la région. À ce titre, les rapports d’ERVP tiennent également compte de la dynamique au niveau infranational.

Ces facteurs infranationaux sont essentiels à prendre en compte car ils permettent aux analystes et aux intervenants potentiels de comprendre le contexte dans lequel des événements précis (risques) se produisent, ce qui peut être très différent du contexte national. Une cartographie des risques, des vulnérabilités et des résiliences au niveau infranational peut également contribuer à sous-tendre les stratégies de collaboration au niveau local en vue de la prévention structurelle, en particulier, tel que défini par le CPCC, en prenant « des mesures visant à s’assurer que les crises ne surviennent pas, le cas échéant, qu’elles n’éclatent pas à nouveau ».

Enfin, comme l’a également relevé le CPCC, les conflits en Afrique de l’Ouest tendent à entretenir des liens très étroits, ce qui donne souvent lieu à des cycles de violence qui outrepassent les frontières et peuvent maintenir les pays empêtrés dans des situations de conflit pendant des décennies. Les rapports d’ERVP, qui couvrent l’ensemble des quinze États membres de la CEDEAO, sont également utiles pour aider à éclairer et à comprendre la dynamique des systèmes de conflits régionaux spécifiques, tels que ceux qui se produisent à l’échelle du fleuve Mano et à travers le Sahel. Ces systèmes de conflits régionaux sont influencés et intimement liés les uns aux autres non seulement aux plans historique et culturel, mais aussi en termes de vulnérabilités structurelles qui engendrent des risques et donnent lieu au bout du compte à l’éclatement de la violence, décennie après décennie. Ainsi les rapports d’ERVP offrent-ils la possibilité de percevoir non seulement les facteurs nationaux et infranationaux spécifiques qui conduisent à une vulnérabilité structurelle et à l’aggravation du risque, mais aident aussi à mettre en relief la nature des systèmes de conflits régionaux et la nécessité d’une perspective holistique et systémique tant dans l’analyse que dans la réponse.

Contexte du pays

Depuis son accession à l'indépendance vis-à-vis de la France le 3 août 1960, le Niger a connu un niveau élevé de turbulence politique, qui a eu un impact négatif sur de multiples aspects de la vie du pays. De 1960 à 1974, le pays est gouverné par un parti unique, dirigé par Hamani Diori. Le gouvernement de Diori obtient des succès relatifs, jusqu'à ce que de graves sécheresses et des chocs pétroliers provoquent des pénuries alimentaires au début des années 70, jetant le doute sur les capacités de leadership de Diori. Il est évincé en 1974 par un coup d'État militaire dirigé par le lieutenant-colonel Seyni Kountché qui renverse le gouvernement et abroge la Constitution¹⁵. Le gouvernement militaire de Kountché dure jusqu'en 1987, date à laquelle il meurt au pouvoir. Kountché est remplacé par le colonel Ali Saibou, qui mène le pays vers un gouvernement civil. La Conférence nationale souveraine de 1990 débouche sur la mise en place d'un gouvernement civil intérimaire de 1991 à 1993, suivie d'élections multipartites en 1993¹⁶.

Les élections multipartites de 1993 se soldent par l'avènement d'un gouvernement démocratique caractérisé par une atmosphère de tension et d'impasse, dans lequel, le président Mahaman Ousmane et le premier ministre Hama Amadou n'étaient pas disposés à travailler ensemble. Une élection anticipée est organisée en 1995, mais elle est interrompue par un autre coup d'État militaire en janvier 1996, conduit par le colonel Ibrahim Baré Maïnassara¹⁷. Maïnassara contraint le président et le premier ministre à démissionner et remporte les élections organisées en juillet 1996¹⁸. En 1999, il est assassiné par le major Daouda Malam Wanké qui prend le pouvoir et

dirige le pays vers une nouvelle constitution et des élections fin 1999¹⁹.

Mamadou Tandja du Mouvement national pour la société du développement (MNSD) est élu président en 1999 et réélu en 2004. Toutefois, les pénuries alimentaires causées par la sécheresse et la hausse des prix des denrées alimentaires, ainsi qu'une rébellion menée en 2007 par le groupe ethnique Touareg, sous la bannière du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ), contribuent au mécontentement et jettent le doute sur la capacité du président Tandja à gouverner efficacement. Malgré la limitation du mandat du président et la décision de la Cour constitutionnelle à son encontre, Tandja annonce en 2009 son intention de briguer un troisième mandat et dissout l'Assemblée nationale ainsi que la Cour constitutionnelle²⁰. En février 2010, le colonel Salou Djibo mène un coup d'État militaire et renverse Tandja du pouvoir, ce qui conduit l'Union africaine à suspendre l'adhésion du Niger²¹. Djibo fait finalement évoluer le pays vers un régime civil et introduit une nouvelle Constitution.

L'élection présidentielle de mars 2011 est remportée par Mahamadou Issoufou du Parti national pour la démocratie et le socialisme (PNDS) et est largement perçue comme étant libre et équitable. Le président Issoufou remporte également les élections de 2016, mais dans des circonstances où le candidat de l'opposition, Hama Amadou, fait campagne depuis une cellule de prison où il est incarcéré sur la base de preuves douteuses de sa participation à un projet de trafic de bébés. Les prochaines élections présidentielles sont prévues pour 2021 et si le président Issoufou

¹⁵ "Niger Profile", BBC, février 2018

¹⁶ "Historical Dictionary of Niger", Idrissa, A. et Decalo, S., 2012

¹⁷ "Niger Profile," BBC, February 2018

¹⁸ Ibid.

¹⁹ "Historical Dictionary of Niger", Idrissa, A. et Decalo, S., 2012

²⁰ Ibid.

²¹ "Niger Profile", BBC, février 2018

transmet pacifiquement le pouvoir après les prochaines élections, ce sera la première alternance de ce type dans l'histoire du Niger.

Le contexte d'incertitude politique qui prévaut depuis des décennies, conjugué aux tendances plus larges d'instabilité politique et économique de la région, a rendu difficile pour le Niger la mise en place de plans économiques légitimes à long terme qui peuvent lui permettre de surmonter les difficultés auxquels il est confronté. Le pays ne dispose pas d'un portefeuille économique diversifié, dépendant de l'exportation d'uranium et de pétrole ainsi que d'une agriculture de subsistance dans un contexte de désertification croissante²². Les conditions climatiques changeantes ne font qu'exacerber l'insécurité alimentaire dans tout le pays, un problème qui ronge le pays depuis des décennies.

En outre, le Niger est confronté à de fortes pressions démographiques, le pays abritant le plus grand et le plus jeune groupe de jeunes au monde, avec un âge médian d'à peine 14,8 ans²³. Compte tenu des possibilités économiques limitées et de l'insécurité croissante dans la région, on peut légitimement s'inquiéter de la possibilité d'une radicalisation future des jeunes et de leur implication dans la criminalité. Les femmes nigériennes sont également confrontées à une discrimination et à des inégalités considérables dans la quasi-totalité des aspects de leur vie, de l'héritage à l'emploi en passant par la prise de

décisions personnelles et politiques. Le Niger a le taux de mariages précoces le plus élevé au monde²⁴ et un taux de fécondité total de 7,6 enfants par femme²⁵. Les femmes et les filles ont également des taux d'alphabétisation et d'éducation nettement inférieurs et sont sous-représentées dans l'économie formelle et au sein des institutions politiques²⁶.

Enfin, les tendances régionales plus larges de l'insécurité exercent une pression accrue sur l'appareil de sécurité du Niger, en particulier dans les régions frontalières. Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et al-Mourabitoun (aujourd'hui connu sous le nom de Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans – GSIM)²⁷ et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) constituent une menace le long des frontières du Burkina Faso, du Mali, de la Libye et de l'Algérie, tandis que Boko Haram/la Province ouest-africaine de l'Organisation de l'État islamique (ISWAP) est une menace permanente à la frontière du Nigéria. Les attaques de ces groupes ont contribué à une crise croissante des réfugiés et des personnes déplacées internes dans le pays, avec des centaines de milliers de personnes déplacées. Bien que le Niger ait jusqu'à présent fait preuve d'une résistance louable face à ces menaces et à d'autres, les risques croissants pour la sécurité, conjugués aux pressions démographiques, environnementales et économiques considérables, constituent un sérieux défi pour la stabilité et la sécurité futures du pays.

²² « Aperçu par pays », Banque mondiale, décembre 2017

²³ « Rapport mondial sur le développement humain 2016 », Programme des Nations Unies pour le développement, 2016

²⁴ « Ending Child Marriage: Progress and Prospects », Fonds des Nations Unies pour l'enfance, UNICEF, 2014

²⁵ « Enquête démographique et de santé et à Indicateurs multiples du Niger 2012 », Institut national de la statistique et ICF International, 2013

²⁶ « Indice sur les institutions sociales et le genre : Niger », OCDE

²⁷ « A Rose By Any Other Name is Still AQ : Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin », Consortium de recherche et d'analyse sur le terrorisme (TRAC)

Vulnérabilités, risques et facteurs de résilience au niveau national

Sur la base d'une recherche documentaire utilisant les ensembles de données de l'ECOWARN et de l'ACLED, d'enquêtes auprès des acteurs de la paix et de la sécurité dans les régions clés du Niger, de recherche sur le terrain incluant les entretiens avec les informateurs clés (EIC) et les groupes de discussion (GD), et d'analyses participatives par l'équipe de recherche sur le terrain de l'ERV, les risques, vulnérabilités et facteurs de résilience suivants au niveau national ont été identifiés :

Vulnérabilités structurelles

Économie et ressources

- Hausse du prix des produits de base
- Dépendance excessive vis-à-vis de l'agriculture de subsistance et de l'élevage
- Dépendance économique à l'égard des matières extractibles à forte valeur, comme l'uranium et le pétrole
- Suspension des activités économiques dans certaines régions pour des raisons de sécurité, en particulier dans le bassin du lac Tchad
- Mauvaise gouvernance et mauvaise gestion des ressources naturelles
- Chômage des jeunes
- Insécurité alimentaire

Population et démographie

- Croissance démographique
- Faible recours à la planification familiale en raison d'obstacles culturels
- Explosion démographique de la jeunesse
- Faible urbanisation et pressions sur les services d'infrastructure urbaine
- Insuffisance des services sociaux, en particulier des soins de santé et d'assainissement
- Taux élevé de mariages d'enfants
- Taux d'analphabétisme élevé

Sécurité

- Tensions entre agriculteurs et éleveurs par rapport à l'accès aux ressources naturelles (ressources en eau et ressources foncières)
- Menace croissante du terrorisme
- Porosité des frontières
- Essor des activités économiques illicites, en particulier le trafic de drogue et la traite des êtres humains
- Menaces transnationales
- Prolifération des armes

Politique et gouvernance

- Perceptions de la corruption
- Faible niveau de confiance de la population dans le système politique
- Perception d'un manque d'indépendance judiciaire et législative par rapport à l'exécutif
- Sous-représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décision politique
- Héritage de coups d'État militaires
- Perceptions de la mauvaise gouvernance
- Perceptions d'un espace limité pour l'opposition en matière de gouvernance
- Institutions de gestion des élections prêtant à contentieux

État de droit

- Faibles niveaux d'indépendance des appareils judiciaire et législatif
- Perceptions de corruption et de partialité au sein du système judiciaire
- Lenteur des procédures judiciaires

Risques induits par les événements

Économie et ressources

- Hausse des prix due à la Loi de finances de 2018
- Perturbation des voies commerciales et d'approvisionnement
- Effets du changement climatique, tels que la sécheresse et le changement des régimes pluviométriques
- Conflits entre agriculteurs et éleveurs par rapport à l'accès à l'eau et aux terres
- Activités économiques illicites
- Flambée d'épizooties affectant le bétail et infestation des cultures par les parasites

Population et démographie

- Tensions ou conflits entre groupes ethniques
- Epidémies
- Problèmes de santé touchant les femmes et les filles, tels que la fistule vésico-vaginale (FVV)
- Réfugiés et personnes déplacées internes (PDI)

Sécurité

- Attaques perpétrées par des groupes armés, en particulier Boko Haram et d'autres groupes extrémistes, tels que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)
- Radicalisation
- Conflits entre éleveurs et agriculteurs
- Augmentation des niveaux de criminalité

- Violations des droits de l'homme résultant de l'État d'urgence dans les régions de Diffa, de Tillabéri et de Tahoua
- Présence de forces de sécurité étrangères

Politique et gouvernance

- Protestations, notamment autour de la Loi de finances de 2018
- Violence électorale
- Arrestations de personnalités politiques de premier plan
- Suppression des libertés civiles
- Suppression de la liberté d'expression

État de droit

- Cas de corruption
- Violations des droits civils

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Économie et ressources

- Disponibilité de programmes de microcrédit pour les femmes et les jeunes
- Poursuite des réformes économiques
- Soutien des ONG internationales

Population et démographie


- Culture de tolérance religieuse
- Politiques fortes contre les mutilations génitales féminines/excision (MGF/E)
- Existence d'une communauté dynamique d'ONG

Sécurité

- Groupes de surveillance de quartiers
- Commission nationale des droits de l'homme (CNDH)
- Mesures anti-insurrectionnelles
- Programmes de lutte contre l'extrémisme violent
- État d'urgence comme mesure de stabilisation de la région de Diffa
- Présence de la Force multinationale mixte (FMM)
- Collaboration en matière de sécurité entre le Niger et les partenaires bilatéraux et multilatéraux

Politique et gouvernance

- Présence d'ONG et d'organisations de la société civile (OSC)
- Rôle des radios communautaires dans l'éducation civique et la sensibilisation aux questions de gouvernance
- Dialogue interconfessionnel
- Rôle de la haute autorité de lutte contre la corruption
- Égalité de rémunération entre les hommes et les femmes

- 
- Services médicaux gratuits pour les femmes enceintes et les enfants
 - Plateforme du parlement des jeunes
 - Médiateur

État de droit

- Chefs traditionnels, chefs religieux et chefs communautaires impliqués dans la résolution de conflits
- Existence du droit coutumier
- Médiateur

Économie et ressources (pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Hausse du prix des produits de base• Dépendance excessive vis-à-vis de l'agriculture de subsistance et de l'élevage• Dépendance économique à l'égard des matières extractives à forte valeur, comme l'uranium et le pétrole• Suspension des activités économiques dans certaines régions pour des raisons de sécurité, en particulier dans le bassin du lac Tchad• Mauvaise gouvernance et mauvaise gestion des ressources naturelles• Chômage des jeunes• Insécurité alimentaire
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Hausse des prix due à la Loi de finances de 2018• Perturbation des voies commerciales et d'approvisionnement• Effets du changement climatique, tels que la sécheresse et le changement des régimes pluviométriques• Conflits entre agriculteurs et éleveurs liés à l'accès à l'eau et aux terres• Activités économiques illicites• Flambée d'épizooties affectant le bétail et infestation des cultures par les parasites

Vulnérabilités et risques

Selon l'indice d'ERVP, la catégorie la plus vulnérable du Niger est celle de l'économie et des ressources, avec un score de 1,0/10.

Au cours de la recherche sur le terrain, les personnes interrogées ont cité la dépendance du Niger à l'égard de l'agriculture de subsistance et de l'élevage comme une vulnérabilité économique clé. En outre, le profil d'exportation du Niger manque de diversité²⁸ et dépend de matières extractives à forte valeur telles que l'uranium et le pétrole²⁹. Ce manque de diversité rend l'économie nigérienne très vulnérable aux chocs sur les marchés régionaux et mondiaux. Par exemple, la récente chute des cours mondiaux du pétrole,

l'afflux de réfugiés dans le pays et l'augmentation des dépenses intérieures consacrées à la sécurité et à l'aide humanitaire sont autant de facteurs qui ont affecté la stabilité de l'économie nigérienne³⁰. Le taux de croissance du PIB du Niger en 2016 était de 5 %, mais ce taux a fluctué entre -0,713 % et 11,814 % au cours des dix dernières années en raison de la volatilité des cours mondiaux des matières premières ainsi que des changements dans les environnements politique et sécuritaire régionaux et nationaux³¹.

La productivité économique reste faible en raison de la dépendance du pays à l'égard de l'agriculture de subsistance. Le secteur agricole représente 40 % du PIB et constitue une source de revenus pour plus de 80 % de la population³². La

²⁸ « Perspectives économiques en Afrique 2017 : entrepreneuriat et industrialisation », Banque africaine de développement, 2017

²⁹ Atlas de la complexité économique, Centre pour le développement international de l'Université Harvard

³⁰ « Rapport pays du FMI n° 17/59 », Fonds monétaire international, février 2017

³¹ « Croissance (annuelle en pourcentage) du PIB », Groupe de la Banque mondiale

³² « Rapport pays du FMI n° 17/60 », Fonds monétaire international, février 2017

productivité agricole du Niger a été négativement affectée par des sécheresses répétées, des inondations, des précipitations irrégulières, des températures en hausse et une désertification croissante. En conséquence, les niveaux de pauvreté sont élevés : 73,5 % de la population nigérienne vit dans une pauvreté extrême et multidimensionnelle³³, et 85,1 % des Nigériens sont classés comme travailleurs pauvres par le Programme des Nations Unies pour le développement³⁴. Par ailleurs, le Niger enregistre l'un des taux de chômage les plus bas du monde avec 2,6 %³⁵, ce qui indique que de nombreux Nigériens sont sous-employés et satisfont leurs besoins en participant également à l'économie informelle³⁶.

Le pays a connu des périodes de grave insécurité alimentaire qui remontent à seulement 2005 et à 2010³⁷, et la sécurité alimentaire demeure une préoccupation urgente. Près de 20 % des Nigériens ne peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires, ce qui a entraîné l'insécurité alimentaire chez 3 millions de personnes, dont la moitié est considérée comme étant en situation d'insécurité alimentaire chronique³⁸. En conséquence, 42,2 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique. Les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que les prix des produits de base, tels que le millet et le riz, ont augmenté ces dernières années, ce qui signifie que de nombreux ménages n'ont pas les moyens d'acheter des quantités suffisantes de vivres. En outre, les flux de réfugiés résultant de la détérioration des conditions de sécurité dans les pays voisins, tels que le Nigéria, ont exercé une pression supplémentaire sur les ressources alimentaires au Niger³⁹.

³³ « Rapport mondial sur le développement humain 2016 », Programme des Nations Unies pour le développement, 2016

³⁴ « Rapport sur le développement humain au Niger : profil du pays », Programme des Nations Unies pour le développement

³⁵ "Chômage, total (% de la population active totale) (estimation modélisée par l'OIT)" Groupe de la Banque mondiale

D'après la recherche sur le terrain, l'insécurité, en particulier l'insurrection de Boko Haram à Diffa, a exacerbé l'insécurité alimentaire et la pauvreté. L'état d'urgence, qui a été instauré en 2015, aurait eu un impact négatif important sur l'économie en raison de la suspension des activités économiques essentielles. Par exemple, la pêche et la culture du piment ont été en grande partie arrêtées et six marchés locaux ont été fermés à Diffa. En outre, l'accès à certaines zones du lac Tchad est interdit aux populations locales depuis mai 2015, mesure mise en place pour empêcher Boko Haram d'utiliser la pêche comme source de revenus et les plans d'eau pour mener des attaques. Les populations locales de Diffa dépendaient du lac Tchad pour la pêche et le pâturage du bétail. Les personnes interrogées ont indiqué que si des bergers entrent dans les zones militaires autour du lac Tchad, ils risquent d'être arrêtés ou tués parce que les forces de sécurité supposent qu'ils sont des militants de Boko Haram.

La Loi de finances de 2018, qui a été approuvée par l'Assemblée nationale le 26 novembre 2017, a également été considérée comme une préoccupation majeure lors de la recherche sur le terrain. Cette loi augmenterait les taxes sur les services tels que le transport, les taxes foncières pour les locataires et les propriétaires, les taxes commerciales et les prélèvements pour les services administratifs gouvernementaux, ce qui, à son tour, aurait un impact négatif sur les prix des produits de base et des biens importés. Les personnes interrogées ont indiqué que cette loi a imposé des difficultés supplémentaires aux ménages vulnérables, tandis que les entreprises de téléphonie et le secteur pétrolier devraient tirer des avantages considérables de ces mesures.

³⁶ "Profil du marché du travail : Niger", Conseil danois du commerce pour le développement et la coopération internationale, 2015

³⁷ " Note d'information sur la sécurité alimentaire au Niger en mai 2014 ", Réseau des systèmes d'alerte précoce sur la famine de l'USAID

³⁸ « Aperçu par pays du Niger », Programme alimentaire mondial

³⁹ Ibid.

« La nouvelle Loi de finances votée par le Parlement en 2017 est susceptible d'exercer une pression énorme sur les ménages. Par exemple, le prix du transport d'Agadez à Niamey était de 21 000 francs CFA. Au 19 janvier 2018, le même prix est passé à 27 000 francs CFA. Cette hausse pourrait affecter le prix de tout ce qui se trouve dans le pays, à commencer par les produits alimentaires ».

- Représentant d'une organisation régionale au service de la consolidation de la paix, Agadez

L'inégalité entre les sexes demeure élevée au Niger, et le pays se classe au 157^{ème} rang sur 188 pays selon l'indice d'inégalité de genre du PNUD⁴⁰. En outre, la Banque Africaine de Développement (BAD) estime que le développement des femmes est inférieur de 24 % à celui des hommes⁴¹. Les domaines de l'éducation et de l'emploi sont particulièrement touchés par les disparités et la discrimination basées sur le sexe. Le taux d'alphabétisation des femmes nigériennes âgées de 15 à 24 ans n'est que de 17,1 % contre 36,4 % pour les hommes. De plus, le nombre moyen d'années de scolarisation pour les femmes n'est que de 1,1 an, alors celui des hommes est de 2,3 ans⁴². En outre, le taux d'abandon scolaire dans le primaire est de 35,4 % pour les filles contre 14,1 % pour les garçons⁴³. Les femmes du Niger sont également sous-représentées sur le plan économique. En effet, le taux de participation des

femmes à la population active est de 40,2 % contre 89,4 % pour les hommes⁴⁴.

Le manque d'opportunités économiques pour les jeunes a également été cité comme une préoccupation constante au Niger par les participants à la recherche sur le terrain. Bien que les jeunes aient été impliqués dans l'entrepreneuriat, la difficulté d'accès au crédit a empêché l'essor de telles initiatives.

Le Niger a l'un des taux d'inégalité économique les plus faibles d'Afrique subsaharienne avec un score de GINI de 33,99⁴⁵, notamment parce que le PIB par habitant est bien inférieur à celui des autres pays de la région⁴⁶. Le taux de chômage n'est que de 2,6 %⁴⁷, mais le taux de travailleurs pauvres est de 85,1 % dans le pays⁴⁸. L'absence d'inégalité économique réelle est plus révélatrice de la lenteur de la croissance économique du Niger, de son manque de diversité économique et de ses faibles revenus qu'une affirmation de l'égalité économique du Niger. En outre, les disparités entre les zones urbaines et rurales sont prononcées. Par exemple, en 2014, l'accès à l'électricité à l'échelle nationale n'était que de 14,3 %⁴⁹, avec une répartition à hauteur de 53,5 % pour les zones urbaines⁵⁰ et de 5,4 % pour les zones rurales⁵¹. Une grande partie de la population nigérienne continue de vivre en milieu rural. La population urbaine ne représente que 19,01 % de la population⁵² et a un taux de croissance de 5,2 %⁵³,

⁴⁰ « Rapport mondial sur le développement humain 2016 », Programme des Nations Unies pour le développement, 2016

⁴¹ « Perspectives économiques en Afrique 2017 : entrepreneuriat et industrialisation », Banque africaine de développement, 2017

⁴² « Rapport mondial sur le développement humain 2016 », Programme des Nations Unies pour le développement, 2016

⁴³ "Gender and WFP Niger": Knowledge Series – Policy Briefs", Programme alimentaire mondial, novembre 2016

⁴⁴ « Rapport mondial sur le développement humain 2016 », Programme des Nations Unies pour le développement, 2016

⁴⁵ « Indice de GINI (estimation de la Banque mondiale) », Groupe de la Banque mondiale

⁴⁶ « PIB par habitant (dollars EU actuels) », Groupe de la Banque mondiale

⁴⁷ « Chômage, total (% de la population active totale)

(estimation modélisée par l'OIT) » Groupe Banque mondiale

⁴⁸ « Rapport sur le développement humain au Niger : profil du pays », Programme des Nations Unies pour le développement

⁴⁹ « Indicateurs du développement dans le monde », Groupe de la Banque mondiale

⁵⁰ « Accès à l'électricité en milieu urbain (% de la population urbaine) », Groupe de la Banque mondiale

⁵¹ « Accès à l'électricité en milieu urbain (% de la population urbaine) », Groupe de la Banque mondiale

⁵² « Population urbaine (% du total) », Groupe de la Banque mondiale

⁵³ « Croissance de la population urbaine (% annuel) », Groupe de la Banque mondiale

légèrement plus rapide que les 80,99 % de la population rurale⁵⁴, qui croît à un taux de 3,4 %⁵⁵.

Les activités économiques illicites au Niger comprennent la traite des êtres humains, le trafic de drogue et la contrebande. Le problème le plus pressant est celui du trafic illicite de migrants, mais il s'est récemment atténué en raison des efforts accrus déployés par le gouvernement pour fermer les voies de migration et capturer les passeurs. Le gouvernement a saisi plus de 100 véhicules liés au trafic de migrants et rapatrié plus de 7000 migrants. Il a également saisi 20 kg de méthamphétamine, 22 kg de cocaïne, 87 kg d'or, 114 faux passeports, 1 000 000 USD, 585 000 euros et 32 000 000 de francs CFA de billets non déclarés aux aéroports de Niamey et de Bamako depuis 2014⁵⁶. Le pays a également un problème considérable avec la vente de cigarettes contrefaites, qui serait très lucrative en tant que moyen de financement d'autres activités illicites⁵⁷. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que le trafic de drogue constitue actuellement une préoccupation majeure. Dans les régions frontalières, la vente illégale de carburant serait courante, en particulier le long de la frontière en partage avec le Nigéria.

Comme indiqué plus haut, l'industrie extractive joue un rôle clé dans l'économie nigérienne. Le gouvernement nigérien a fait preuve de rigueur en légiférant sur les mesures applicables au secteur minier, toutefois, le respect de la réglementation et la distribution des bénéfices ne sont pas effectifs. L'article 95 du Code minier nigérien de 1993 stipule que 15 % des bénéfices de toute activité minière doivent être reversés à la communauté

locale dans laquelle l'extraction a été faite à des fins du développement. Cependant, aucun programme de développement n'a été mis en place pour capter les bénéfices au profit du développement local et il y a peu de transparence quant à la destination de ces bénéfices. Les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que la mauvaise gestion des ressources naturelles a été une préoccupation partout au Niger. En ce qui concerne la production de pétrole à Diffa, le gouvernement national n'aurait pas versé de redevances au Conseil régional depuis 2013, ce qui a davantage accentué la pauvreté et intensifié les revendications dans la région. Les personnes interrogées ont indiqué que les communautés locales bénéficient rarement de l'exploitation des autres ressources naturelles du pays telles que l'or et l'uranium.

Les pressions sur l'environnement constituent l'un des plus grands risques pour la stabilité du Niger. Le Rapport sur les catastrophes dans le monde classe le Niger au 12^e rang parmi les pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles, et au 4^e rang en ce qui concerne l'absence de capacité d'adaptation pour résoudre ces problèmes⁵⁸. Le Niger a connu cinq graves crises alimentaires et nutritionnelles liées au climat depuis 2000^{59,60}, en raison de la hausse des températures, de la rareté des précipitations, de l'accroissement des risques d'érosion et de la baisse de la résilience des forêts⁶¹. Entre 1990 et 2015, le Niger a connu une croissance forestière de -41,3 %⁶². Les inondations constituent également un problème récurrent dans le Sud du Niger et leur fréquence ainsi que leur intensité devraient augmenter à mesure que les

⁵⁴ « Population rurale (% de la population totale) », Groupe de la Banque mondiale

⁵⁵ « Croissance de la population rurale (% annuel) », Groupe de la Banque mondiale

⁵⁶ « Rapport sur l'état d'avancement du programme Sahel, juin 2017 : résultats et activités », Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, juin 2017

⁵⁷ « Programme régional pour l'Afrique de l'Ouest, 2016-2010 », Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, 2016

⁵⁸ « Rapport sur les catastrophes dans le monde 2016 », Institut de l'Université des Nations Unies pour l'environnement et la sécurité humaine, 2016

⁵⁹ « Aperçu par pays du Niger », Programme alimentaire mondial

⁶⁰ Emergency Events Database (EM-DAT), Centre for Research on the Epidemiology of Disasters, Université catholique de Louvain

⁶¹ « Adaptation communautaire : Niger », Programme des Nations Unies pour le développement

⁶² « Rapport sur le développement humain au Niger : profil du pays », Programme des Nations Unies pour le développement

conditions climatiques continuent de changer⁶³. Les partenaires internationaux et le gouvernement nigérien ont œuvré ensemble au cours de la décennie écoulée au renforcement de la résilience par le biais de projets d'adaptation communautaires⁶⁴ et notamment la Stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes (SNRRC) 2014-2018 visant à réduire les risques de catastrophes naturelles dans le pays⁶⁵. Le pays dispose également d'un Plan d'action national de lutte contre la désertification et de gestion des ressources naturelles visant à promouvoir des activités minières et industrielles respectueuses de l'environnement, mais l'on ne saurait dire avec certitude si ces plans ont entraîné des changements au niveau des activités minières. La plus grande mine d'uranium du pays abrite à l'heure actuelle une ville de 80 000 habitants et n'a pas fait l'objet d'évaluation d'impact environnemental pour se faire une idée des effets potentiellement nocifs de l'exploitation minière sur la ville⁶⁶. La stabilité économique du Niger et son potentiel de croissance future dépendront en grande partie de sa capacité à s'adapter aux changements climatiques et aux pressions environnementales croissantes.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Malgré une faible productivité économique, la communauté internationale, à savoir le FMI⁶⁷ et la Banque africaine de développement⁶⁸, reste optimiste quant aux projections économiques à moyen et long terme pour le Niger. Le pays a reçu les éloges du FMI pour son initiative nationale de sécurité alimentaire dénommée 3N « les Nigériens nourrissent les Nigériens » visant à améliorer les systèmes d'irrigation rurale pour les exploitants agricoles⁶⁹. En outre, au cours de l'année écoulée,

⁶³ « Portail de connaissances sur le changement climatique : tableau de bord du Niger », Groupe de la Banque mondiale

⁶⁴ « Adaptation communautaire : Niger », Programme des Nations Unies pour le développement

⁶⁵ « Rapport pays du FMI n° 17/60 », Fonds monétaire international, février 2017

⁶⁶ « Mining industry and sustainable development: time for change », Carvalho, F. P., *Food and Energy Security* 2017; 6(2): 61-67

le Niger a progressé de 44 places dans l'indice de la facilité de faire des affaires du Groupe de la Banque mondiale, l'indicateur « nombre de jours pour créer une entreprise », ouvrant ainsi la voie à davantage de citoyens pour entrer dans l'économie formelle. Dans l'ensemble, le Niger a progressé de huit places dans l'indice de la facilité de faire des affaires, se classant désormais au 150^e rang sur 190 pays⁷⁰.

"Les structures non étatiques telles que les ONG apportent un soutien dans plusieurs domaines, y compris la dénonciation, le suivi budgétaire, l'éducation civique et le soutien au système éducatif, notamment l'accès et la qualité. Par exemple, l'Organisation nigérienne des éducateurs innovants (ONEN) participe à l'encadrement des élèves qui ont rencontré des difficultés dans leur cursus scolaire".

- Groupe de discussion des hommes, Niamey

Aux dires des personnes interrogées, les ONG ont joué un rôle clé dans la résolution de l'insécurité alimentaire en s'efforçant de combler l'écart entre les faibles revenus et la hausse des prix des produits de base. En outre, les ONG et les organisations de la société civile (OSC) ont également procédé à la distribution de vivres ainsi qu'au don de bétail et de cultures de contre-saison aux exploitants agricoles. Elles ont également financé des initiatives de développement. Les groupes de *tontine* de femmes (fonds d'épargne collective informels) auraient été une source de résilience économique en donnant accès au crédit avec peu ou pas d'intérêt.

⁶⁷ « Rapport pays du FMI n° 17/59 », Fonds monétaire international, février 2017

⁶⁸ « Perspectives économiques du Niger », Banque africaine de développement, 2018

⁶⁹ « Rapport pays du FMI n° 17/59 », Fonds monétaire international, février 2017

⁷⁰ « Doing Business 2017 », Groupe de la Banque mondiale, 2017

Les participants à la recherche sur le terrain ont également indiqué que les OSC ont joué un rôle dans la gestion des terres et des ressources en

supervisant la vente de terres et en faisant au gouvernement des recommandations relatives aux préoccupations économiques.

Population et démographie (deuxième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Croissance démographique et faible recours à la planification familiale• Importante population de jeunes• Urbanisation et pressions sur les services et les infrastructures urbains• Insuffisance des services sociaux, en particulier des soins de santé et d'assainissement• Taux élevés de mariages d'enfants• Taux d'analphabétisme élevé
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Tensions ou conflits entre groupes ethniques• Epidémies• Problèmes de santé touchant les femmes et les filles, comme la fistule vaginale vésico-vaginale (FVV)• Réfugiés et personnes déplacées internes (PDI)

Vulnérabilités et risques

La composition démographique du Niger est dominée par les ethnies haoussa et peul dans le sud du pays^{71,72}, les Djerma à l'ouest⁷³ et les Touaregs au nord et au nord-ouest⁷⁴. Environ 97 % de la population nigérienne vit dans les régions sud du pays. La région d'Agadez, au nord du pays, n'abrite que 3 % de la population, bien qu'elle s'étende sur 53 % du territoire⁷⁵. Bien que le Niger soit officiellement un État laïc, la grande majorité de la population pratique l'islam, avec seulement 1 % de la population qui pratique le christianisme⁷⁶. Les relations entre les groupes religieux ont toujours été pacifiques, bien que la publication de caricatures perçues comme offensantes pour l'islam de l'hebdomadaire français Charlie Hebdo en janvier 2015 ait

provoqué des émeutes et l'incendie d'églises chrétiennes à Zinder et à Niamey⁷⁷.

Le Niger a également connu des périodes de conflit ethnique impliquant les Touaregs, un groupe semi-nomade de personnes qui se sont traditionnellement déplacées entre le Nord-est du Mali, le Nord du Niger, le Sud de l'Algérie et le Sud de la Libye. Des groupes de Touaregs ont été à la tête d'insurrections au Niger en 1990⁷⁸ ainsi qu'en 2007 et se sont également engagés dans de nombreuses insurrections au Mali voisin, avec des répercussions au Niger⁷⁹. En outre, les membres des ethnies Buduma et Bororo Fulani sont victimes de discrimination au Niger en raison de leur soutien perçu à Boko Haram⁸⁰. Cette perception est due principalement au fait que les deux groupes ethniques ont de tout temps résidé dans le bassin du lac Tchad où Boko Haram s'est

⁷¹ "Ethnic Groups of Africa and the Middle East: An Encyclopedia", Shoup, J. A., 2011

⁷² "Zarma people", Encyclopedia Britannica

⁷³ Ibid.

⁷⁴ "Ethnic Groups of Africa and the Middle East: An Encyclopedia", Shoup, J. A., 2011

⁷⁵ "Enquête démographique et de santé dans les zones d'Intervention du Programme de coopération de l'UNICEF au Niger, 2012", Institut national de la statistique and ICF International, 2012

⁷⁶ "Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples du Niger 2012", Institut national de la statistique et ICF International, 2013

⁷⁷ "Niger 2017 Crime and Safety Report", Bureau de la sécurité diplomatique, Département d'État des États-Unis, 2017

⁷⁸ "Agreement Establishing Permanent Peace Between the Government of the Republic of Niger and the 'Organisation de la Résistance Armée (ORA)'", Projet de matrice des accords de paix, Université de Notre Dame, 1995

⁷⁹ "In Niger, Intervention Likely in Potential Tuareg Rebellion", Stratfor, avril 2012

⁸⁰ "Niger 2016 Human Rights Report", Département d'État des États-Unis, 2016

établi^{81,82}. Toutefois, certains jeunes Buduma auraient aidé Boko Haram en servant de guides, de bateliers, en achetant des biens et services, et quelques-uns auraient combattu directement pour Boko Haram⁸³. L'exacerbation des tensions ethniques liées aux activités de Boko Haram a été signalée par les participants à la recherche sur le terrain dans l'Est du pays, comme dans la région de Diffa, mais les participants dans la région ouest du pays, comme dans la région de Tahoua, n'ont pas exprimé de préoccupations similaires.

Le Niger compte une petite population de résidents immigrés et les ressortissants étrangers qu'il accueille sont principalement des réfugiés ou des migrants économiques à la recherche de meilleures opportunités. En décembre 2017, le Niger abritait plus de 165 000 réfugiés, dont la majorité (65 %) venait du Nigéria et près de 35 % du Mali⁸⁴. Du fait des attaques menées par Boko Haram dans la région de Diffa, qui abrite également la majorité des réfugiés nigériens, le Niger accueille également plus de 129 000 personnes déplacées internes (PDI)⁸⁵.

Outre les flux de réfugiés, le Niger est un pays de transit clé pour les migrants économiques venant d'Afrique centrale et occidentale à la recherche de meilleures opportunités en Europe. En 2016, plus de 445 000 migrants ont transité par le Niger. La plupart d'entre eux sortaient par les villes d'Arlit ou de Séguédine dans la région d'Agadez⁸⁶. Bien que le nombre de migrants ait diminué depuis lors, en partie à cause de la fermeture des routes migratoires traditionnelles et des mesures de répression prises par les services chargés de l'application de la loi, les participants à la recherche sur le terrain à Agadez ont indiqué que

le trafic illicite de migrants se poursuit et constitue une activité lucrative dans la région.

Outre les flux régionaux de migrants, les participants à la recherche sur le terrain ont relevé que le pays a connu une urbanisation croissante, les populations quittant les zones rurales du pays pour s'installer dans la capitale et les centres urbains régionaux. Les personnes interrogées se sont dites préoccupées par le fait que ce phénomène commençait à mettre à rude épreuve la prestation des services de base dans les villes du pays. Outre la migration des zones rurales vers les zones urbaines, le Niger connaîtrait une migration saisonnière due à la transhumance et à l'émigration temporaire des zones rurales pendant la saison sèche. Les litiges liés aux zones de pâturage et, en particulier l'accès à l'eau pendant la période de transhumance, ont été cités comme une vulnérabilité majeure par les participants à la recherche sur le terrain.

Les participants à la recherche sur le terrain ont également souligné l'impact de la croissance démographique sur le Niger. Le pays a un taux de croissance démographique élevé (3,826 %)⁸⁷ et la population nigérienne devrait passer de 20 672 987 en 2016⁸⁸ à 36 000 000 d'ici 2030⁸⁹. En conséquence, l'âge médian au Niger est de 14,8 ans, ce qui constitue la plus forte explosion démographique et la population la plus jeune au monde⁹⁰. La faible productivité économique du pays et les taux élevés de pauvreté et d'analphabétisme compliquent la situation des jeunes, donnant lieu à des inquiétudes quant au risque de radicalisation, de conflits ou de revendications à l'avenir. Les participants à la recherche sur le terrain ont cité cette croissance démographique rapide comme une préoccupation

⁸¹ "Wodaabe", Art and Life in Africa, Université de l'Iowa

⁸² "Niger and Boko Haram: Beyond Counter-Insurgency", International Crisis Group, février 2017

⁸³ "Niger and Boko Haram: Beyond Counter-Insurgency", International Crisis Group, février 2017

⁸⁴ "Operational Portal Refugee Situations: Niger", HCR

⁸⁵ Ibid.

⁸⁶ "Niger – Flow Monitoring Report", OIM Niger, décembre 2017

⁸⁷ « Croissance démographique (% annuel) », Groupe de la Banque mondiale

⁸⁸ « Population totale », Groupe de la Banque mondiale

⁸⁹ « Rapport mondial sur le développement humain 2016 », Programme des Nations Unies pour le développement, 2016

⁹⁰ « Rapport mondial sur le développement humain 2016 », Programme des Nations Unies pour le développement, 2016

clé, principalement en raison de la pression qu'elle exerce sur les ressources locales et les services publics. Les écoles et les centres de santé dans tout le pays seraient surpeuplés et insuffisamment dotés en ressources, et l'infrastructure d'eau et d'électricité serait surtaxée. Le Niger a le troisième plus faible taux de consommation d'électricité par habitant au monde⁹¹ et la dixième plus forte perte d'électricité liée au transport et à la distribution⁹². Le pays a également la deuxième plus faible proportion de population utilisant des installations sanitaires améliorées⁹³.

L'un des moteurs de la croissance démographique au Niger est le taux de fécondité élevé du pays, qui est l'un des plus élevés au monde avec 7,6 naissances par femme⁹⁴. Ce taux de fécondité élevé est imputable à un amalgame de traditions socioculturelles, telles que la persistance de la polygamie, les croyances religieuses, les faibles taux d'éducation, le mariage précoce, et la sous-utilisation des méthodes contraceptives modernes⁹⁵. Seulement 13,9 % des femmes nigériennes mariées déclarent utiliser une forme quelconque de contraception, bien que ce taux varie d'un niveau faible de 6,5 % à Tahoua et à un niveau élevé de 33,9 % à Niamey⁹⁶. De même, les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que le recours à la planification familiale et aux méthodes contraceptives est plus répandue dans les zones urbaines du pays et est parfois soutenue par des ONG qui fournissent gratuitement des contraceptifs.

Le Niger a également la plus forte prévalence de mariages d'enfants au monde, 77 % de l'ensemble

des femmes nigériennes âgées de 20 à 49 ans ayant été mariées avant l'âge de 18 ans. Parmi les personnes mariées avant l'âge de 18 ans, environ 30 % l'ont été avant l'âge de 15 ans. L'âge médian du mariage au Niger oscille entre 15,6 et 15,8 ans depuis plus de 30 ans⁹⁷. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que le taux de mariages d'enfants s'accroît en raison des possibilités limitées d'éducation offertes aux filles (en particulier dans l'enseignement secondaire), ainsi que par les normes culturelles et religieuses. Toutefois, les personnes interrogées ont également noté que le gouvernement et les ONG s'efforcent de réduire le taux de mariages d'enfants par une réglementation directe (un âge minimum pour le mariage) de la part du gouvernement ainsi que par l'augmentation des possibilités d'éducation et que ces efforts ont un certain effet positif.

Le système de santé nigérien est également défaillant, ce qui aggrave davantage la pression démographique du pays. Le pays a l'un des taux les plus faibles au monde d'infirmiers/d'infirmières et de sages-femmes (0,137)⁹⁸ et de médecins (0,019) pour 1000 habitants⁹⁹. Seulement 3,2 % du PIB du Niger est consacré aux dépenses publiques de santé¹⁰⁰ et 60 % de tous les Nigériens ont déclaré s'être privés de soins médicaux au moins une fois en 2015. De plus, 31 % des personnes interrogées ont déclaré n'avoir aucun centre de santé à proximité (à distance de marche) et 21 autres pour cent ont dit avoir des difficultés à se rendre dans un centre de santé¹⁰¹. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les établissements de santé

⁹¹ "Electric power consumption (kWh per capita)", World Bank Group

⁹² "Electric power transmission and distribution losses (% of output)", World Bank Group

⁹³ "Proportion of the population using improved sanitation facilities, total", Millennium Development Goals Database, UN Statistics Division

⁹⁴ "Where We Work: Niger", The DHS Program, USAID

⁹⁵ « Rapport pays du FMI n° 17/60 », Fonds monétaire international, février 2017

⁹⁶ "Enquête démographique et de santé et à Indicateurs multiples du Niger 2012", Institut national de la statistique et ICF International, 2013

⁹⁷ "Ending Child Marriage: Progress and Prospects", Fonds des Nations Unies pour l'enfance, UNICEF, 2014

⁹⁸ « Infirmières et sages-femmes (pour 1 000 habitants) », Groupe de la Banque mondiale

⁹⁹ « Médecins (pour 1 000 habitants) », Groupe de la Banque mondiale

¹⁰⁰ « Rapport mondial sur le développement humain 2016 », Programme des Nations Unies pour le développement, 2016

¹⁰¹ "Are Africans willing to pay higher taxes or user fees for better health care?" Document d'orientation d'Afrobarometer n° 37 », Isbell, T., Afrobarometer, décembre 2016

disponibles étaient souvent coûteux ou en sous-effectif ; certaines personnes interrogées ont indiqué que les centres de santé communautaires ne sont souvent dotés que d'infirmiers/infirmières, avec la présence du médecin séparée par des jours d'intervalle. En outre, la santé maternelle est une préoccupation majeure car moins d'un tiers des femmes nigériennes accouchent dans des établissements de santé¹⁰², ce qui se traduit par un taux de mortalité maternelle de 553 pour 100 000 naissances vivantes, soit un taux supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne¹⁰³. Les femmes nigériennes âgées de 15 à 49 ans ont 57 % de chances de mourir de causes liées à la maternité¹⁰⁴. La santé et les moyens de subsistance de la mère affectent également la santé de l'enfant : le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans au Niger est de 95,5 pour 100 000 naissances vivantes¹⁰⁵.

Au nombre des principaux problèmes de santé au Niger, l'on peut citer les affections des voies respiratoires inférieures, le paludisme, la malnutrition, les complications obstétricales et les affections de la mère, les accidents vasculaires cérébraux et la méningite¹⁰⁶. En 2016, le Niger a connu une épidémie de fièvre de la vallée du Rift¹⁰⁷ et, en 2017, une épidémie d'hépatite E¹⁰⁸. Les participants à la recherche sur le terrain dans la région du lac Tchad ont également indiqué que les taux d'infection au VIH/sida étaient une préoccupation constante, les taux dans cette région étant en effet beaucoup plus élevés que dans le reste du pays, notamment chez les populations vulnérables telles que celles déplacées par un conflit.

¹⁰² "Where We Work: Niger", The DHS Program, USAID

¹⁰³ Human Development Report 2016", UN Development Programme, 2016

¹⁰⁴ "Niger: WHO Statistical Profile", Organisation mondiale de la Santé, janvier 2015

¹⁰⁵ « Rapport mondial sur le développement humain 2016 », Programme des Nations Unies pour le développement, 2016

¹⁰⁶ « Niger : Profil statistique de l'OMS », Organisation mondiale de la Santé, janvier 2015

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Malgré les risques et les vulnérabilités susmentionnés, les participants à la recherche sur le terrain ont identifié un certain nombre de facteurs de résilience sociale et institutionnelle en ce qui concerne le pilier « Population et démographie ». Le gouvernement a créé le ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, qui a créé en août 2016 un comité national chargé de coordonner les actions visant à mettre fin au mariage des enfants¹⁰⁹. Ce ministère dispose également de représentants régionaux et s'emploie à promouvoir l'éducation des femmes, dont l'absence a été identifiée par les personnes interrogées comme l'un des principaux facteurs du mariage des enfants. Les personnes interrogées ont également indiqué que les chefs religieux ont participé à des programmes de sensibilisation visant à prévenir la violence domestique. Les ONG ont été identifiées par les participants à la recherche sur le terrain comme un facteur clé de résilience, grâce à leur large éventail de programmes. Les personnes interrogées ont relevé que les organisations de la société civile et les ONG investissent dans les services sociaux de base, en particulier la santé, l'éducation et l'eau potable. Les ONG éduquent également la population sur des questions telles que la planification familiale, la migration, le mariage des enfants et la surpopulation. Les personnes interrogées ont cité l'exemple de la radio communautaire « La Voix du Peuple », gérée par l'ONG Alternative Espace Citoyen, qui anime des programmes axés sur ces questions. Enfin, les femmes nigériennes ont été identifiées par les participants à la recherche sur le terrain comme un important facteur de résilience en raison de leur

¹⁰⁷ « Niger : Fièvre de la vallée du Rift (situation au 28 octobre 2016 », Organisation mondiale de la Santé, octobre 2016

¹⁰⁸ « Bulletin d'information sur les flambées épidémiques : Hépatite E – Niger », Organisation mondiale de la Santé, mai 2017

¹⁰⁹ "Child Marriage Around the World: Niger", Girls Not Brides

rôle en tant que militantes et dans l'éducation de leurs communautés locales sur l'importance et l'utilisation de la planification familiale. Les personnes interrogées ont indiqué que les groupes locaux de femmes ont été des partenaires clés des

organisations de la société civile et des ONG pour encourager l'acceptation de la contraception et assurer l'éducation à la santé de la femme et à la planification familiale.

Sécurité (troisième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités

- Tensions entre agriculteurs et éleveurs par rapport à l'accès aux ressources naturelles (eau et terre)
- Augmentation des niveaux de criminalité
- Présence de groupes extrémistes tels que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et Boko Haram/Province ouest-africaine de l'Organisation de l'État islamique (ISWAP)
- Porosité des frontières
- Essor des activités économiques illicites, en particulier le trafic de drogue et la traite des êtres humains
- Menaces transnationales
- Prolifération des armes

Risques

- Attaques perpétrées par des groupes armés, en particulier Boko Haram et d'autres groupes extrémistes, tels que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)
- Radicalisation
- Conflits entre éleveurs et agriculteurs
- Augmentation des niveaux de criminalité
- Attaques perpétrées par des groupes extrémistes
- Violations des droits de l'homme résultant de l'état d'urgence dans les régions de Diffa, de Tillabéri et de Tahoua
- Présence de forces de sécurité étrangères

Vulnérabilités et risques

L'insécurité au Niger est due à l'insurrection de Boko Haram dans la région de Diffa, au conflit malien aux frontières est de Tillabéri, à *Ansarul Islam* au Burkina Faso, au conflit entre agriculteurs et éleveurs, à la porosité des frontières et à l'augmentation constante de la criminalité à travers le pays.

Boko Haram (également connu sous le nom de Province ouest-africaine de l'Organisation de l'État islamique (ISWAP) est resté une menace constante dans la région de Diffa le long de la frontière sud

du Nigéria depuis 2014, lorsque le groupe a commencé à progresser vers la frontière nigérienne¹¹⁰. En 2016, la région de Diffa a subi plus de 50 attaques de Boko Haram¹¹¹, certaines en représailles à la participation de l'armée nigérienne à l'effort régional plus vaste de la Force multinationale mixte (FMM)¹¹² visant à éradiquer Boko Haram et autres groupes extrémistes¹¹³. L'augmentation du nombre d'attaques est également le résultat de la présence de troupes

¹¹⁰ "Foreign Travel Advice: Niger", Government of the United Kingdom

¹¹¹ « Rapport d'Amnesty International 2016/2017 : La situation des droits humains dans le monde », Amnesty International, 2017.

¹¹² « Perspectives économiques en Afrique 2017 : entrepreneuriat et industrialisation », Banque africaine de développement, 2017

¹¹³ « Aperçu pays du Niger », Groupe de la Banque mondiale, décembre 2017

américaines¹¹⁴ et françaises pour former et professionnaliser l'armée nigérienne afin de repousser les attaques des organisations terroristes¹¹⁵. Les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que la zone autour du lac Tchad dans la région de Diffa est particulièrement instable et qu'il y a peu de contrôle gouvernemental le long de la frontière commune du Niger avec le Nigéria.

Le gouvernement nigérien a récemment pris des mesures pour neutraliser les menaces terroristes et les suspects en créant un centre judiciaire spécialisé au sein de la Haute cour, une cellule antiterroriste au sein de la police et en rédigeant une nouvelle législation pour poursuivre les terroristes présumés dans des centres judiciaires situés sur le territoire de leur arrestation¹¹⁶. Toutefois, ces mécanismes spécialisés dans les poursuites contre les terroristes font souvent face à un manque de personnel et de ressources financières, ce qui ne les rend que partiellement efficaces. Le gouvernement nigérien a également déclaré l'état d'urgence en février 2015 dans le but de limiter les ressources financières dont bénéficie Boko Haram¹¹⁷.

L'insécurité le long des frontières communes du Niger avec le Mali, l'Algérie et le Burkina Faso constitue un autre problème de sécurité croissant au Niger. Ces dernières années, des attentats ont été perpétrés par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et al-Mourabitoun (aujourd'hui connu sous le nom de Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans – GSIM) dans les régions de Tillabéri et d'Agadez, le long des frontières avec les trois pays. Les personnes interrogées ont indiqué que la faiblesse de la sécurité aux frontières a permis à

ces groupes de perpétrer des attaques et de créer potentiellement de nouveaux territoires au Niger.

Les personnes interrogées ont indiqué que la radicalisation est un facteur de risque clé au Niger et que les jeunes y sont particulièrement vulnérables. La pauvreté et le manque d'opportunités économiques sont les principaux facteurs de la radicalisation, en particulier dans des régions comme Diffa, Agadez et Tillabéri. Les jeunes hommes sont particulièrement vulnérables et nombre d'entre eux auraient rejoint des groupes extrémistes dans les régions Nord ou Boko Haram dans le Sud-est du pays.

En réponse à la menace d'activités terroristes, les groupes d'autodéfense locaux jouent souvent un rôle dans la prestation de services de sécurité au Niger, en particulier dans les zones frontalières. Par exemple, des groupes d'autodéfense locaux dans le bassin du lac Tchad ont aidé efficacement les militaires à recueillir des renseignements sur les mouvements et activités de Boko Haram. Des communautés plus proches de la frontière nigérienne, telles que les communautés Toumour et Bagara, auraient pris les armes, érigé des barrages routiers ainsi que des postes de contrôle et organisé des patrouilles dans la région pour s'assurer que Boko Haram ne puisse pas établir une présence dans la région de Diffa¹¹⁸. Au cours de la recherche sur le terrain, les personnes interrogées ont déclaré que ces groupes ont été un facteur de résilience en assurant la sécurité des communautés locales. Dans l'ensemble, cependant, le gouvernement a résisté au désir d'armer les groupes d'autodéfense par crainte de créer une faction armée incontrôlable dans une région déjà instable qui aurait été susceptible de faire l'objet de manipulations politiques¹¹⁹. Les

¹¹⁴ « Fiche d'information : Initiative de gouvernance de la sécurité », Bureau de l'attaché de presse de la Maison-Blanche, août 2014

¹¹⁵ « Dossier de presse: Operation Barkhane », ministère des Armées, gouvernement de France, décembre 2017

¹¹⁶ « Violations et abus commis par Boko Haram et leur impact sur les droits de l'homme dans les pays touchés » : Assemblée générale des Nations Unies A/HRC/30/67, Haut

Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, décembre 2015

¹¹⁷ « Niger and Boko Haram: Beyond Counter-Insurgency », International Crisis Group, février 2017

¹¹⁸ « Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram », International Crisis Group, février 2017

¹¹⁹ « Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram », International Crisis Group, février 2017

personnes interrogées ont indiqué que de nombreux groupes armés sont actifs dans la région de Diffa ; certains combattent Boko Haram, tandis que d'autres s'y seraient ralliés.

En ce qui concerne les Forces de défense et de sécurité (FDS), les participants à la recherche sur le terrain ont fait part de perceptions mitigées dans l'ensemble du pays. Dans certaines régions, notamment Tahoua, Tillabéri et Niamey, les personnes interrogées ont déclaré que les forces de sécurité ont joué un rôle essentiel dans le maintien de la paix et de la sécurité, en particulier en réponse aux menaces extrémistes le long de la frontière avec le Mali. Certains participants à la recherche sur le terrain ont, par contre, indiqué que les FDS auraient détenu des extrémistes présumés pendant de longues périodes et qu'elles auraient eu recours à des méthodes telles que la torture. Dans la région de Diffa, les personnes interrogées ont indiqué que l'état d'urgence a permis aux forces de sécurité d'outrepasser leur mission et que des centaines de personnes ont été placées en détention.

Au mois d'août 2017, le Niger accueillait 163 867 réfugiés, dont 106 146 (soit 64,8 %) étaient des Nigériens. Les Maliens représentent 35 % de tous les réfugiés résidant au Niger¹²⁰. La région de Diffa, au Niger, a connu un afflux important de réfugiés fuyant l'insurrection de Boko Haram et a également été la cible d'attaques de ladite organisation. Boko Haram a attaqué le camp de réfugiés de Kabalewa dans la région de Diffa en juillet 2016 et fait plus de 16 000 réfugiés¹²¹. En outre, plus de 150 écoles ont fermé leurs portes dans la région de Diffa à cause de la violence

généralisée¹²². Au mois d'août 2017, le pays comptait plus de 127 000 personnes déplacées internes dans la seule région de Diffa¹²³. Le flux de réfugiés, combiné au nombre croissant de PDI en raison de la violence extrémiste, a accru la pression sur les ressources économiques et matérielles déjà limitées du pays.

Le Niger est également un point de transit et un pays de départ pour les migrants économiques. En 2016, plus de 445 000 migrants ont transité par le Niger, dont la plupart sortaient par les villes d'Arlit ou de Séguédine au nord du pays¹²⁴. Plus de 90 % des migrants interrogés par l'OIM dans ces deux villes migraient pour des raisons économiques¹²⁵. Entre janvier et en juillet 2017, 38 541 personnes sont passées par Arlit ou Séguédine pour se rendre en Libye ou en Algérie, puis en Europe et, au nombre de celles-ci, 27 520 (71,4 %) étaient des Nigériens¹²⁶. Comparativement, entre février et décembre 2016, 61 658 Nigériens faisait le même voyage¹²⁷. La diminution du nombre de Nigériens quittant le pays en 2017 s'explique en grande partie par la présence accrue des forces de l'ordre dans les deux villes et par la fermeture des routes migratoires traditionnelles¹²⁸. La contrebande et la traite des êtres humains à travers la région du Sahel représentent une forme importante – et lucrative – d'économie illicite au Niger. Un seul chauffeur qui fait passer clandestinement des réfugiés par le Sahel peut gagner entre 4000\$ USD et 5000\$ USD par voyage, ce qui est nettement supérieur au revenu annuel moyen au Niger, qui est de 363\$ USD¹²⁹.

¹²⁰ "Operational Portal Refugee Situations: Niger", HCR

¹²¹ « PAM Niger : Dossier pays », Programme alimentaire mondial, novembre 2017

¹²² "Lake Chad Basin Crisis: WFP Niger's Response in the Diffa Region", Programme alimentaire mondial, mars 2017

¹²³ "Operational Portal Refugee Situations: Niger", HCR

¹²⁴ « Rapport statistique : Points de suivi des flux au Niger », Organisation internationale pour les migrations, décembre 2016

¹²⁵ « Stratégie de l'OIM Niger 2017-2019 », Organisation internationale pour les migrations

¹²⁶ « Suivi des flux de populations : aperçu du Niger »,

Organisation internationale pour les migrations, juillet 2017
¹²⁷ « Rapport statistique : Points de suivi des flux au Niger », Organisation internationale pour les migrations, décembre 2016

¹²⁸ « Suivi des flux de populations : aperçu du Niger », Organisation internationale pour les migrations, juillet 2017

¹²⁹ "Seeking Alternatives for Niger's People Smugglers", Hoffman, M., HCR, août 2017

Sous l'effet conjugué de faibles possibilités économiques et d'une explosion démographique des jeunes, une menace croissante de violence criminelle et de violence des gangs dans les zones urbaines a été enregistrée ces dernières années. Selon l'UNICEF, en 2012, la ville de Zinder comptait, à elle seule, 320 gangs, chacun composé en moyenne de 10 à 15 membres¹³⁰. Ces gangs sont régulièrement impliqués dans des cas de viols et d'enlèvements pour intimider les résidents et se faire de l'argent¹³¹. En outre, selon les participants à la recherche sur le terrain, la croissance de l'activité économique illicite a été un moteur de la criminalité. En effet, les personnes interrogées ont signalé des cas d'affrontements entre trafiquants de drogue, ainsi qu'entre trafiquants de drogue et forces de sécurité.

Enfin, l'exploitation des terres a également été une source de conflit au Niger en raison de la multiplicité des systèmes souvent contradictoires d'exploitation des terres en place dans le pays. Traditionnellement, le régime foncier nigérien était fondé sur les droits du premier arrivé, mais il a lentement évolué pour inclure davantage de pratiques telles que l'héritage familial des terres, la location de champs, le nantissement et l'achat de terres, en particulier dans la région plus fertile du centre-sud¹³². Le manque de clarté concernant le régime foncier a contribué à l'augmentation des conflits fonciers de faible intensité au Niger. Dans certaines régions, la vente d'une même parcelle de terre à plusieurs parties a entraîné des conflits mineurs¹³³. Dans le même ordre d'idées, les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont liés à l'accès à l'eau et aux terres arables.

¹³⁰ "Helping youth associated with gangs create a better future for themselves – and their communities", Prevost, N. et Arnaud, C., UNICEF, octobre 2013

¹³¹ "Dead Man's Market and the Boy Gangs of Niger", Keenan, J., Foreign Policy, mars 2016

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Malgré les risques et les vulnérabilités détaillés ci-dessus, les participants à la recherche sur le terrain ont identifié un certain nombre de facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui contribuent à la paix et à la sécurité au Niger. Les organisations de la société civile (OSC) et les ONG ont constitué un facteur de résilience grâce à des initiatives de consolidation de la paix et à des campagnes de sensibilisation. Les chefs traditionnels et religieux ont joué un rôle important dans la diffusion de messages de consolidation de la paix auprès des communautés locales. Les groupes de surveillance des villages et les groupes d'autodéfense ont aidé à maintenir la paix et à prévenir la violence dans tout le pays. Les initiatives de l'État ont également contribué à la sécurité en dotant les citoyens d'outils pour intervenir et alerter les autorités au cas où se présenteraient des situations suspectes. L'Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN) a contribué à la paix à travers l'éducation des éleveurs par rapport aux couloirs mis en place qui peuvent être utilisés pour éviter les conflits avec les agriculteurs. La protection et l'escorte des convois le long des axes routiers principaux par les FDS ont également eu un effet dissuasif et contribué à améliorer la sécurité.

« Le ministère de l'Intérieur est l'acteur principal de la promotion de la paix et de la cohésion sociale dans les communautés à travers ses représentations décentralisées, telles que les gouverneurs, les préfets, les maires, les chefs traditionnels, soutenus sur le terrain par les forces internes, telles que la police, la garde et la gendarmerie ».

- Représentant du ministère de l'Intérieur

¹³² "Literature Review of Land Tenure in Niger, Burkina Faso, and Mali: Context and Opportunities", Catholic Relief Services, August 2014

¹³³ "Niger – Property Rights and Resource Governance Profile", USAID, juillet 2010

Politique et gouvernance (quatrième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Perceptions de la corruption• Faible niveau de confiance de la population dans le système politique• Perception d'un manque d'indépendance judiciaire et législative par rapport à l'exécutif• Sous-représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décision politique• Héritage de coups d'État militaires• Perceptions de la mauvaise gouvernance• Perceptions d'un espace limité pour l'opposition en matière de gouvernance• Institutions de gestion des élections controversées
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Protestations, notamment autour de la Loi de finances de 2018• Violence électorale• Arrestations de personnalités politiques de premier plan• Suppression des libertés civiles• Suppression de la liberté d'expression

Vulnérabilités et risques

Selon l'indice d'ERVP, la quatrième catégorie la plus vulnérable du Niger est la Politique et la gouvernance, avec un score de 3,95/10.

Partout dans le pays, les participants à la recherche sur le terrain ont fait part d'un manque général de confiance dans le système politique et vis-à-vis des politiciens. Outre la perception d'une corruption généralisée, les personnes interrogées ont également indiqué que les partis politiques sont peu présents dans les communautés locales et qu'ils ne sont présents et visibles que lors des élections, ce qui empêche tout engagement avec les membres des communautés dans l'intervalle. De plus, les participants ont indiqué que les politiciens locaux font souvent des promesses qu'ils ne peuvent pas tenir en raison d'un manque de capacités et de l'insuffisance de leurs ressources financières, facteurs amenant souvent les mêmes politiciens à compter sur une aide financière privée pour réaliser des projets d'amélioration de la vie publique. Enfin, selon la perception répandue, le parlement agit à la

demande du pouvoir exécutif et lui est subordonné, plutôt que de répondre aux besoins de ses électeurs.

Les participants ont également souligné que la Loi de finances de 2018 constituait une source actuelle de tensions politiques dans le pays. En plus des préoccupations liées à la hausse des prix et aux pressions économiques qui en résultent, les organisations de la société civile (OSC) auraient commencé à appeler à des protestations et à des manifestations contre la loi. De nombreux participants ont également cité comme exemples de manque d'indépendance du parlement par rapport au pouvoir exécutif, la Loi de finances et le fait que l'Assemblée nationale ne soit pas sensible aux besoins de la population nigérienne.

Bien que les prochaines élections nationales ne se tiendront pas avant 2021 et que le président Issoufou ait écarté toute éventualité de modifier la Constitution pour lui permettre de briguer un

troisième mandat¹³⁴, de nombreux participants à la recherche sur le terrain ont exprimé des préoccupations concernant l'architecture organisationnelle prévue pour soutenir les élections. Au nombre de ces préoccupations, figuraient les faibles niveaux de confiance dans la Commission électorale nationale indépendante (CENI), les réserves quant à la composition politique de la Commission électorale (qui ne comporterait pas de membres issus des partis d'opposition) et le malaise lié au nouveau système électoral biométrique qui sera introduit pour les élections de 2021. Certaines personnes interrogées ont prévenu que si des changements ne sont pas apportés à la CENI, les partis d'opposition pourraient boycotter les élections, ce qui pourrait donner lieu à des actes de violence. Enfin, les participants ont indiqué que le système électoral est marqué et annihilé par de fortes alliances ethniques et le mépris des procédures électorales ainsi que par des incidents de corruption et d'achat de votes.

Le caractère libre des élections nigériennes passées a fait l'objet d'un débat au sein de la communauté internationale, des organisations comme *Freedom House* déclarant que les élections de 2016 avaient été entachées de nombreuses irrégularités¹³⁵, tandis que l'Union africaine, qui a déployé des observateurs électoraux pour le premier tour du scrutin, a estimé que les élections étaient généralement exemptes de manipulation, hormis certaines questions logistiques¹³⁶. Lors des élections de 2016, le principal candidat de l'opposition, Hama Amadou, a été emprisonné pendant toute la durée du processus électoral pour des accusations liées au trafic de bébés¹³⁷. Le parti d'Amadou, le

Mouvement démocratique nigérien pour une fédération africaine (MODEN/FA), a boycotté les élections, ce qui a permis à Issoufou d'être réélu pour un nouveau mandat de cinq ans.

Outre les préoccupations concernant les futures élections présidentielles, les participants à la recherche sur le terrain ont discuté des élections locales et législatives. Les élections locales, initialement prévues pour juillet 2016, ont été reportées au moins quatre fois au cours de l'année¹³⁸, et plusieurs participants à la recherche sur le terrain se sont dits préoccupés par ces reports répétés, qui ont permis aux élus locaux de prolonger leur mandat au point d'avoir un mandat supplémentaire.

Les controverses électorales de 2016 sont révélatrices des problèmes de gouvernance plus larges que connaît le Niger depuis son accession à l'indépendance en 1960. Les gouvernements successifs ont constamment lutté pour maintenir leur légitimité en raison de l'ampleur du changement politique. Depuis 1993, le Niger a eu cinq constitutions et un gouvernement civil intérimaire (1991-1993)¹³⁹, a connu quatre périodes distinctes de régimes civils (1993-1996, 2000-2009, 2011-2016, et de 2016 à ce jour)¹⁴⁰ et plusieurs périodes de régime militaire (1996-1999, 2010-2011)¹⁴¹. Les participants à la recherche sur le terrain ont attribué en partie le fossé entre la classe politique et l'ensemble de la population à ce changement politique fréquent.

La légitimité du gouvernement est également minée par des informations faisant état d'une corruption généralisée. Transparency International a classé le Niger au 112^e rang des pays les plus

¹³⁴ "Niger President Mahamadu Issaoufou rules out bid for third term", *Africa News*, avril 2017

¹³⁵ "Freedom in the World 2017: Niger Profile", *Freedom House*, 2017

¹³⁶ « Missions d'observation électorale de l'Union africaine pour les élections générales des 21 février et 20 mars 2016 en République du Niger : Rapport Final », Union africaine, juin 2016

¹³⁷ "Freedom in the World 2017: Niger Profile", *Freedom House*, 2017

¹³⁸ "Niger opposition anger over new delay to local elections", *News 24*, octobre 2016

¹³⁹ "BTI 2016: Niger Country Report", Bertelsmann Stiftung, 2016

¹⁴⁰ "Freedom in the World 2017: Niger Profile", *Freedom House*, 2017

¹⁴¹ "BTI 2016: Niger Country Report", Bertelsmann Stiftung, 2016

corrompus sur 176 pays selon l'indice de perception de la corruption de 2017¹⁴². Lorsque Afrobarometer a demandé aux citoyens d'identifier la manière la plus efficace de lutter contre la corruption, 33 % des personnes ont déclaré que les citoyens ordinaires ne peuvent rien faire pour la combattre. Parmi ces mêmes personnes interrogées, 38 % ont déclaré que les gens ont peur des conséquences de la dénonciation de la corruption et qu'il valait donc mieux ne rien faire que de faire quelque chose¹⁴³. La corruption est l'une des préoccupations les plus fréquemment citées par les participants à la recherche sur le terrain, qui la considèrent comme endémique tant au niveau national qu'au niveau local. Ils ont indiqué que la corruption avait une incidence sur la fourniture des services de base, réduisant les fonds disponibles et dissuadant également les politiciens de se concentrer sur les préoccupations de la population. À Diffa, les participants à la recherche sur le terrain ont également signalé que le manque de redevabilité par rapport au niveau élevé de dépenses consacrées à la sécurité par l'État, entraîne un accroissement de la corruption. Certaines personnes interrogées ont même indiqué que la Haute Autorité de lutte contre la corruption est elle-même perçue comme

« Les partis politiques font des dons en espèces et sous forme de cadeaux aux électeurs et aux citoyens, en particulier pendant les campagnes pour les encourager à voter. C'est une forme de corruption déguisée. Il n'est pas possible d'éviter le népotisme. Il y a des hommes qui ne sont pas honnêtes en politique. La corruption est très répandue »

- Représentant de la société civile, Agadez

¹⁴² « Indice de perception de la corruption 2017 », Transparency International, février 2018

¹⁴³ "Efficacy for fighting corruption: Evidence from 36 African countries", Isbell, T., Afrobarometer, 2017

¹⁴⁴ "The Effect of Gender Quota Laws on the Election of Women: Lessons from Niger", Kang, A. *Women's Studies International Forum* 41: 94-102, novembre 2013

corrompue, ce qui nuit aux efforts du pays pour lutter efficacement contre la corruption.

Les participants à la recherche sur le terrain ont également signalé que les femmes demeurent largement sous-représentées dans les fonctions de prise de décisions politiques. Le Niger s'est doté d'au moins trois lois depuis 1996 pour tenter de remédier aux inégalités entre les sexes, et la mise en place d'un système de quotas hommes/femmes en 2000 visant à garantir une plus grande égalité des sexes au niveau politique. Le système des quotas exige qu'au moins 10 % des deux sexes soient représentés à la fois sur les listes de candidature et aux postes électifs, et fixe un minimum de 25 % des deux sexes pour les postes de ministre et autres postes de nomination de haut niveau¹⁴⁴. Bien que le système de quotas ait permis d'accroître avec succès la représentation des femmes à l'Assemblée nationale, passant de 1,2 % en 1999 à 12,4 % en 2004¹⁴⁵, les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que les quotas ne sont souvent pas respectés dans la pratique. Actuellement, 17 % des sièges de l'Assemblée nationale sont occupés par des femmes¹⁴⁶. Ces dernières restent également sous-représentées au niveau local ainsi qu'au sein des partis politiques¹⁴⁷ et les participants à la recherche sur le terrain ont déclaré que les femmes ont encore peu de pouvoir décisionnel, bien qu'elles soient des électrices actives.

Enfin, les participants à la recherche sur le terrain ont exprimé des sentiments mitigés quant au rôle des OSC et des médias dans la politique et la gouvernance. Les OSC et les ONG sont souvent perçues comme des forces positives au sein de la communauté, jouant un rôle d'information et de

¹⁴⁵ "The Effect of Gender Quota Laws on the Election of Women: Lessons from Niger", Kang, A. *Women's Studies International Forum* 41: 94-102, novembre 2013

¹⁴⁶ « Les femmes dans les parlements nationaux », Union interparlementaire

¹⁴⁷ "The Effect of Gender Quota Laws on the Election of Women: Lessons from Niger", Kang, A. *Women's Studies International Forum* 41: 94-102, novembre 2013

mobilisation de la population autour des questions la touchant. En outre, les personnes interrogées ont indiqué que les OSC jouent un rôle de veille et dénoncent les mauvaises pratiques au sein de l'administration publique et dans le processus électoral. Mais, il arrive parfois que les OSC soient politisées, ce qui nuit à leur efficacité et détériore la confiance que le grand public leur accorde. Les points de vue sur les médias exprimés par les participants à la recherche sur le terrain étaient bien plus mitigés ; ils sont souvent perçus comme des sources d'information et de sensibilisation, mais on pense aussi qu'ils pratiquent l'autocensure pour maintenir l'accès aux politiciens, plutôt que de leur demander des comptes.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Comme relevé plus haut, de nombreux participants à la recherche sur le terrain ont identifié les OSC et les ONG comme une source clé de résilience dans le domaine de la politique et de la gouvernance. Les OSC exécutent des programmes sur la bonne gouvernance, l'éducation civique et la promotion de l'implication des femmes et des jeunes dans les processus politiques. Une personne interrogée à Agadez a particulièrement cité à cet effet l'exemple du programme de Gouvernance responsable et participative de l'ONG Counterpart International financé par l'USAID¹⁴⁸. En outre, des femmes leaders seraient impliquées dans des activités de sensibilisation et de mobilisation. Enfin, certaines personnes interrogées ont cité les médias comme source d'information et de sensibilisation, tandis que d'autres estimaient que les médias étaient politisés ou se montraient réticents à demander des comptes aux politiciens.

¹⁴⁸ "Participatory Responsive Governance in Niger 2016-2021", Counterpart International

État de droit (pilier le moins vulnérable)

Vulnérabilités

- Faibles niveaux d'indépendance des appareils judiciaire et législatif
- Perceptions de corruption et de partialité au sein du système judiciaire
- Lenteur dans les procédures judiciaires

Risques

- Incidents de corruption
- Violations des droits civils

Vulnérabilités et risques

Selon l'indice d'ERVVP, le Niger est le pays le moins vulnérable dans le domaine de l'État de droit, bien que son score de 5,81/10 reste inférieur à la moyenne régionale. Les principales vulnérabilités mises en exergue par les participants à la recherche sur le terrain comprennent les faibles niveaux d'indépendance des corps judiciaire et législatif, les perceptions de corruption et la partialité à l'égard des riches dans le système judiciaire, la lenteur des délais de traitement des cas et le faible accès des populations vulnérables à la justice.

« Je ne suis pas satisfait des juges. À mon avis, il y a de la corruption au niveau du système judiciaire et tout le monde ne bénéficie pas de la même chance ».

- Représentant d'une organisation de la société civile, Région d'Agadez

Le Niger a des antécédents d'ingérence du pouvoir exécutif dans le processus judiciaire, des juges ont été rétrogradés à des postes de bas niveau après avoir revendiqué l'indépendance de l'appareil judiciaire, ou le pouvoir exécutif intervient dans des affaires très médiatisées concernant des opposants politiques¹⁴⁹. L'indépendance de l'appareil judiciaire est également affectée par les bas salaires, l'insuffisance des ressources et de

¹⁴⁹ "Niger 2016 Human Rights Report", Département d'État des États-Unis, 2016

personnel, ce qui permet à la corruption de prendre de l'ampleur¹⁵⁰. De nombreux participants à la recherche sur le terrain ont le sentiment que le Parlement n'exerce plus efficacement de contrôle sur le pouvoir l'exécutif, ce qui nuit à la séparation des pouvoirs et à l'État de droit.

Les personnes interrogées ont également mis en évidence des perceptions d'un parti pris de l'appareil judiciaire en faveur des personnes aisées, de lenteur dans les délais de traitement des cas et de coûts élevés du recrutement des services d'un avocat (qui constitue un obstacle pour les populations pauvres et vulnérables) comme facteurs minant le fonctionnement du système judiciaire au Niger. Les participants ont souligné la nécessité d'une plus grande sensibilisation de la population aux droits juridiques, ainsi qu'aux rôles et devoirs des divers acteurs du système judiciaire, tels que la police judiciaire.

Les participants à la recherche sur le terrain ont discuté de la protection juridique des droits des femmes au Niger et de nombreuses parties prenantes ont reconnu que les cadres juridiques se sont considérablement améliorés ces dernières années. Le Niger a pris des mesures pour atténuer l'inégalité entre les sexes, en adoptant depuis 1996 au moins trois lois consacrant les droits des femmes dans sa législation. Elle a adopté la Politique nationale de promotion de la femme en 1996, la Politique nationale du genre en 2008, avec un plan d'action décennal s'étendant sur la

¹⁵⁰ Ibid.

période allant de 2009 à 2018¹⁵¹, et modifié la Constitution en 2010¹⁵². Toutefois, en dépit du présent cadre légal visant à garantir les droits des femmes, la discrimination fondée sur le sexe persiste au Niger en raison des normes socioculturelles et du recours au droit coutumier, en particulier dans les zones rurales¹⁵³. Par exemple, dans le droit coutumier, les hommes sont considérés comme les chefs de famille et les pratiques d'héritage (y compris le transfert de la propriété des terres) privilégient les héritiers de sexe masculin¹⁵⁴. En outre, malgré la prévalence de la violence basée sur le genre, la législation nigérienne ne traite pas spécifiquement de la violence conjugale, ne reconnaît pas le viol conjugal et ne fixe pas d'âge minimum pour le consentement au mariage¹⁵⁵. Les participants à la recherche sur le terrain ont également relevé que de nombreuses femmes, en particulier dans les zones rurales, ne sont pas suffisamment sensibilisées sur leurs droits et que la stigmatisation sociale continue de dissuader bon nombre d'entre elles de saisir le système judiciaire officiel, en particulier dans les cas de violence basée sur le genre.

Enfin, certaines personnes interrogées se sont dites préoccupées par les restrictions de certaines

libertés civiles, en particulier le droit de manifester et la liberté d'expression.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les participants à la recherche sur le terrain ont identifié un certain nombre de facteurs de résilience sociale et institutionnelle dans le domaine de l'État de droit. Les parties prenantes ont indiqué que les chefs traditionnels, les chefs religieux et autres chefs de communautés jouent un rôle primordial dans le règlement des litiges au niveau local, de nombreuses personnes préférant résoudre les conflits par ces mécanismes alternatifs plutôt que de recourir au système judiciaire formel. Les commissions foncières jouent également un rôle dans le règlement des litiges fonciers. En outre, les ONG seraient des acteurs importants dans la facilitation de l'accès des populations vulnérables à la justice et la promotion de la protection des droits des femmes. Enfin, plusieurs parties prenantes ont souligné le travail de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) en termes de contribution à la protection des droits des femmes et des enfants.

¹⁵¹ « Liste des points et questions relatifs au rapport unique valant troisième et quatrième rapports périodiques du Niger : Addendum – Réponses du Niger », Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, avril 2017

¹⁵² « Troisième et quatrième rapports périodiques combinés des États parties devant être soumis en 2012 : Niger », Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, octobre 2015

¹⁵³ « Troisième et quatrième rapports périodiques combinés des États parties devant être soumis en 2012 : Niger », Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, octobre 2015

¹⁵⁴ « Indice sur les institutions sociales et le genre : Niger », OCDE

¹⁵⁵ Ibid.

Facteurs externes

Le Niger est membre d'un certain nombre d'organisations internationales et régionales, telles que l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine, la CEDEAO, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation de la coopération islamique, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'Association des producteurs de pétrole africains et l'Autorité du bassin du Niger. En 2017, la Banque mondiale a commencé à financer un plan quinquennal de développement économique et social d'un montant de 1,2 milliard de dollars américain (USD) pour renforcer la gouvernance, développer le capital humain et la protection sociale, ainsi qu'accroître la productivité et les revenus ruraux¹⁵⁶.

Ces dernières années, le Niger a été fortement touché par les mouvements de groupes djihadistes et extrémistes sévissant dans toute la région du Sahel, ainsi que par l'insécurité dans les pays voisins comme le Mali, la Libye et le Nigéria. Depuis 2015, des groupes terroristes régionaux tels que Boko Haram et Al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI) se sont installés dans le pays, le considérant comme un « terrain propice au recrutement » et un point de transit facile pour les armes et les ressources¹⁵⁷. En particulier dans les régions limitrophes du nord-est du Nigéria, les Nigériens ont pâti de l'insécurité due à l'insurrection de Boko Haram et de l'asphyxie des activités économiques. L'insécurité au Nigéria et au Mali voisins a également entraîné un afflux massif de réfugiés. Au mois de décembre 2017, le Niger accueillait plus de 165 000 réfugiés, dont 65 % provenaient du Nigéria, ainsi que plus de 129 000 personnes déplacées internes¹⁵⁸.

Face à ces défis sécuritaires, le Niger est devenu un partenaire important de multiples efforts bilatéraux et multilatéraux en matière de sécurité, y compris la Force du G5-Sahel et la Force multinationale mixte pour lutter contre Boko Haram, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), l'opération Barkhane, et le Partenariat transsaharien contre le terrorisme. Les forces françaises impliquées dans l'opération Barkhane maintiennent une présence à Madama, à Diffa et à Tillabéri¹⁵⁹. Les forces d'opérations spéciales américaines sont stationnées au Niger depuis 2013. En novembre 2017, le gouvernement nigérien a autorisé le Département de la défense des États-Unis à faire voler des drones armés en dehors de Niamey et a autorisé la construction d'une nouvelle base de drones à Agadez¹⁶⁰. Le Niger fournit également un petit contingent de soldats et de policiers aux missions de l'ONU en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et à Haïti¹⁶¹.

Compte tenu de la porosité des frontières du pays et des vastes étendues de territoires inoccupés, la traite illégale des personnes et le trafic d'armes demeurent une préoccupation économique et sécuritaire pour le Niger¹⁶². Les conflits dans la région environnante, comme en Libye et au Nigéria, font des zones désertiques non gouvernées du Niger un centre de transit pour la contrebande d'armes¹⁶³. La demande de professionnel(le)s du sexe en Europe, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient fait du Niger à la fois un pays source et un point de transit pour le trafic

¹⁵⁶ « Aperçu par pays du Niger », Groupe de la Banque mondiale, décembre 2017

¹⁵⁷ "At the Crossroads of Sahelian Conflicts: Insecurity, Terrorism, and Arms Trafficking in Niger", De Tésières, S., Small Arms Survey, janvier 2018

¹⁵⁸ "Operational Portal Refugee Situations: Niger", HCR

¹⁵⁹ "At the Crossroads of Sahelian Conflicts: Insecurity, Terrorism, and Arms Trafficking in Niger", De Tésières, S., Small Arms Survey, janvier 2018

¹⁶⁰ "Niger Approves Armed U.S. Drone Flights, Expanding Pentagon's Role in Africa", Cooper, H. et Schmitt, E., New York Times, novembre 2017

¹⁶¹ "Troops and Police Contributors", UN Peacekeeping

¹⁶² "Trafficking in Persons Report June 2017", Département d'État des États-Unis, juin 2017

¹⁶³ "Measuring Illicit Arms Flows: Briefing Paper", De Tésières, S., Small Arms Survey, mars 2017

sexuel en Afrique occidentale¹⁶⁴. La traite des êtres humains à des fins de mariages forcés et de travail forcé reste une préoccupation et Boko Haram est également connu pour recruter de force des enfants soldats au Niger¹⁶⁵.

Le Niger est également un pays source et un point de transit pour les migrants économiques se rendant en Libye ou en Algérie, puis en Europe. En 2016, plus de 445 000 migrants ont transité par le Niger, la plupart d'entre eux sortant par les villes du nord du Niger que sont Arlit ou Séguédine¹⁶⁶. En 2017, le nombre de migrants transitant par le Niger a considérablement diminué, en grande partie en raison de la présence accrue des forces de l'ordre dans les deux villes et de la fermeture des routes migratoires traditionnelles¹⁶⁷. En 2017, seulement 169 092 personnes ont transité par le Niger¹⁶⁸.

Sur le plan économique, le Niger est également vulnérable aux fluctuations des cours mondiaux des produits de base, car son économie reste en

grande partie peu diversifiée¹⁶⁹ et tributaire de produits d'exportations à forte valeur tels que l'uranium et le pétrole¹⁷⁰. Vu la dépendance de la population à l'égard de l'agriculture de subsistance, qui est une source de revenus pour plus de 80 % de la population¹⁷¹, le pays est également très vulnérable aux pressions environnementales et aux effets du changement climatique, tels que la modification des régimes pluviométriques. Le changement climatique constitue une menace particulière pour la sécurité alimentaire, car le Niger a déjà connu cinq graves crises alimentaires et nutritionnelles liées au climat depuis 2000^{172,173}, en raison de la hausse des températures, des précipitations irrégulières, des risques accrus d'érosion et de la diminution de la résilience des forêts¹⁷⁴. Les futurs changements environnementaux peuvent également contribuer à accroître les conflits entre agriculteurs et éleveurs, car la diminution des réserves de pâturage ou d'eau peut contraindre les éleveurs à migrer vers de nouvelles régions ou stimuler la concurrence pour les ressources.

¹⁶⁴ "2017 Trafficking in Persons Report" Département d'État des États-Unis

¹⁶⁵ Ibid.

¹⁶⁶ "Niger – Flow Monitoring Dashboard 6 (décembre 2017)", Organisation internationale pour les migrations, janvier 2018

¹⁶⁷ "Population Flow Monitoring : Niger Overview", International Organization for Migration, July 2017

¹⁶⁸ "Niger – Flow Monitoring Dashboard 6 (décembre 2017)", Organisation internationale pour les migrations, janvier 2018

¹⁶⁹ « Perspectives économiques en Afrique 2017 : entrepreneuriat et industrialisation », Banque africaine de développement, 2017

¹⁷⁰ Atlas de la complexité économique 2015, Centre pour le développement international de l'Université Harvard

¹⁷¹ « Rapport pays du FMI n° 17/60 », Fonds monétaire international, février 2017

¹⁷² « Profil pays du Niger », Programme alimentaire mondial

¹⁷³ Emergency Events Database (EM-DAT), Centre for Research on the Epidemiology of Disasters, Université catholique de Louvain

¹⁷⁴ « Adaptation communautaire : Niger », Programme des Nations Unies pour le développement

Considérations liées au genre

Les femmes et les filles du Niger continuent d'être confrontées à d'importantes discriminations et disparités dans les sphères sociale, politique et économique, malgré les mesures positives prises par le gouvernement nigérien et la société civile.

Dans le domaine de l'économie, l'autonomisation des femmes accuse un retard considérable par rapport à celle des hommes. Le Niger se classe au 157^e rang sur 188 pays selon l'indice d'inégalité de genre du Programme des Nations Unies pour le développement¹⁷⁵ et la Banque africaine de développement indique que le développement des femmes est inférieur de 24 % à celui des hommes¹⁷⁶. Au Niger, les femmes travaillent le plus souvent dans le secteur informel et elles ont un taux de participation à la population active de 40,2 % contre 89,4 % pour les hommes¹⁷⁷. Les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que les femmes jouent un rôle important dans la production agricole et animale, le petit commerce et l'artisanat. Toutefois, malgré leur contribution à l'économie, les femmes n'ont souvent pas les moyens de prendre les décisions qui seront bénéfiques dans leur vie. Près de la moitié (45 %) des femmes nigériennes n'avaient pas la capacité de contrôler les ressources du ménage, étaient exposées à des attitudes qui accroissaient leur risque d'exposition à la violence basée sur le genre et étaient mariées à un âge précoce¹⁷⁸, autant de facteurs qui limitent leur influence dans les décisions concernant le ménage, la famille et à caractère économique.

¹⁷⁵ « Rapport mondial sur le développement humain 2016 », Programme des Nations Unies pour le développement, 2016

¹⁷⁶ « Perspectives économiques en Afrique 2017 : entrepreneuriat et industrialisation », Banque africaine de développement, 2017

¹⁷⁷ « Rapport mondial sur le développement humain 2016 », Programme des Nations Unies pour le développement, 2016

¹⁷⁸ « Rapport sur le développement humain en Afrique 2016 : accélérer les progrès en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes en Afrique », Programme des Nations Unies pour le développement

L'autonomisation économique des femmes est également limitée par les disparités persistantes en matière d'éducation. En 2012, le taux d'alphabétisation des femmes adultes âgées de 15 ans et plus n'était que de 8,9 %, contre 23,2 % pour les hommes¹⁷⁹. Les filles ont également des taux plus faibles de fréquentation scolaire dans le primaire et le secondaire et des taux plus élevés d'abandon scolaire¹⁸⁰. Le taux d'abandon scolaire dans l'enseignement primaire des filles au Niger est de 35,4 % contre 14,1 % pour les garçons¹⁸¹.

Les femmes chefs d'entreprise auraient également un accès difficile au crédit et au financement¹⁸². Pour surmonter cet obstacle, les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que de nombreuses femmes participent à des programmes de financement de groupe connus sous le nom de tontines, dans lesquels les membres cotisent un montant fixe chaque mois et bénéficient du fonds selon un système de rotation ou selon le besoin. Des ONG seraient également impliquées dans le soutien et la promotion de l'autonomisation économique des femmes au Niger, notamment par le biais de programmes de microfinance.

Les femmes nigériennes sont également confrontées à d'importantes pressions sociales et démographiques. Le Niger a la plus forte prévalence de mariages précoces au monde, 76 % des femmes ayant été mariées avant l'âge de 18 ans¹⁸³. Selon l'Enquête démographique et sanitaire de 2012, l'âge médian au premier mariage est de 15,8 ans pour les femmes contre 24,3 ans pour les hommes¹⁸⁴. Les régions de

¹⁷⁹ « DataBank : Statistiques sur l'éducation - ensemble des indicateurs », Groupe de la Banque mondiale

¹⁸⁰ Ibid.

¹⁸¹ 'Gender and WFP Niger': Knowledge Series – Policy Briefs", Programme alimentaire mondial, novembre 2016

¹⁸² « Indice sur les institutions sociales et le genre : Niger », OCDE

¹⁸³ « Données de l'UNICEF : Suivi de la situation des enfants et des femmes », UNICEF

¹⁸⁴ « Enquête démographique et de santé et à Indicateurs multiples du Niger 2012 », Institut national de la statistique et ICF International, 2013

Maradi et Zinder ont l'âge médian le plus bas au premier mariage (15,4 ans) tandis que Niamey enregistre l'âge médian le plus élevé (19,5 ans)¹⁸⁵.

Les taux élevés de mariages précoces ont également contribué aux taux élevés de fécondité et de mortalité maternelle dans le pays. Le Niger a l'un des taux de fécondité les plus élevés au monde, avec 7,6 naissances par femme. Ce taux de fécondité élevé est largement attribuable à un mélange de traditions socioculturelles telles que la persistance de la polygamie, des raisons religieuses, de faibles taux d'éducation, des mariages précoces et un manque d'accès aux méthodes contraceptives modernes¹⁸⁶. En 2012, seulement 13,9 % des femmes mariées ont déclaré utiliser une forme quelconque de contraception¹⁸⁷. Les taux d'utilisation des contraceptifs sont les plus faibles dans les régions de Tahoua (6,5 %) et de Maradi (11,2 %) et les plus élevés à Niamey (33,9 %)¹⁸⁸. En outre, moins d'un tiers des femmes nigériennes accouchent dans des établissements de santé¹⁸⁹, ce qui entraîne un taux de mortalité maternelle de 553 pour 100 000 naissances vivantes, taux supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne¹⁹⁰. Les femmes nigériennes âgées de 15 à 49 ans ont 57 % de chance de mourir de causes liées à la maternité¹⁹¹. La santé et les moyens de subsistance de la mère affectent également la santé de l'enfant. En effet, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans au Niger est de 95,5 pour 100 000 naissances vivantes¹⁹². Les participants à la recherche sur le terrain dans l'ensemble du pays ont indiqué que les femmes ont considérablement bénéficié des initiatives de soins

de santé gratuits, en particulier dans le domaine de la santé maternelle.

Sur le plan politique, les femmes restent également sous-représentées aux postes de prise de décisions, bien que les participants à la recherche sur le terrain aient indiqué que la participation des femmes à la vie politique augmente lentement. En 2000, le gouvernement a mis en place un système de quotas hommes/femmes pour promouvoir une plus grande égalité dans le domaine politique. Le système des quotas exige qu'au moins 10 % des deux sexes soient représentés à la fois sur les listes de candidature et aux postes électifs, et fixe un minimum de 25 % des deux sexes pour les postes de ministre et autres postes de nomination de haut niveau¹⁹³. Le système de quotas a permis d'accroître avec succès la représentation des femmes à l'Assemblée nationale, passant de 1,2 % en 1999 à 12,4 % en 2004¹⁹⁴. Actuellement, 17 % des sièges de l'Assemblée nationale sont occupés par des femmes¹⁹⁵. Malgré ces progrès au niveau national, les femmes restent sous-représentées au niveau local et au sein des partis politiques¹⁹⁶.

Les femmes nigériennes sont également confrontées à un ensemble différent de risques liés aux problèmes sécuritaires que connaît actuellement le pays. Par exemple, selon les estimations, les femmes et les enfants constituent environ 70 % des personnes déplacées dans la région sud du Niger¹⁹⁷ et les femmes sont sujettes à des pressions économiques et sécuritaires supplémentaires consécutives à leur déplacement en raison de leur marginalisation économique. Des femmes et des filles de la région de Diffa ont

¹⁸⁵ Ibid.

¹⁸⁶ « Rapport pays du FMI n° 17/60 », Fonds monétaire international, février 2017

¹⁸⁷ « Enquête démographique et de santé et à Indicateurs multiples du Niger 2012 », Institut national de la statistique et ICF International, 2013

¹⁸⁸ Ibid.

¹⁸⁹ « Where We Work: Niger », The DHS Program, USAID

¹⁹⁰ « Rapport mondial sur le développement humain 2016 », Programme des Nations Unies pour le développement, 2016

¹⁹¹ « Niger : Profil statistique de l'OMS », Organisation mondiale de la Santé, janvier 2015

¹⁹² « Rapport mondial sur le développement humain 2016 », Programme des Nations Unies pour le développement, 2016

¹⁹³ « The Effect of Gender Quota Laws on the Election of Women: Lessons from Niger », Kang, A. *Women's Studies International Forum* 41: 94-102, novembre 2013

¹⁹⁴ Ibid.

¹⁹⁵ « Les femmes dans les parlements nationaux », Union interparlementaire

¹⁹⁶ « The Effect of Gender Quota Laws on the Election of Women: Lessons from Niger », Kang, A. *Women's Studies International Forum* 41: 94-102, novembre 2013

¹⁹⁷ « The Nigerian Refugee Crisis », ACTED, juin 2015

également été enlevées et soumises à des violences sexuelles lors d'attaques perpétrées par des membres de Boko Haram¹⁹⁸.

Ces dernières années, le Niger a pris des mesures pour atténuer l'inégalité entre les sexes, en adoptant au moins trois lois depuis 1996 pour consacrer les droits des femmes dans la législation. Le pays a adopté la Politique nationale de promotion de la femme en 1996 en réponse aux questions d'inégalité entre les sexes soulevées par une coalition de manifestantes en 1991¹⁹⁹, la Politique nationale du genre en 2008, avec un plan d'action décennal pour 2009-2018²⁰⁰, et a modifié la Constitution en 2010²⁰¹. De nombreux participants à la recherche sur le terrain ont également souligné que le ministère de la

Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant était une source de résilience.

Toutefois, en dépit du présent cadre légal visant à garantir le respect des droits des femmes dans tout le pays, la discrimination fondée sur le sexe persiste, en particulier en milieu rural, en raison des normes socioculturelles et du recours au droit coutumier. Dans le droit coutumier, par exemple, les hommes sont considérés comme les chefs de famille et les pratiques successorales (y compris le transfert de la propriété foncière) privilégient les héritiers de sexe masculin²⁰². La législation nigérienne continue également de comporter des lacunes ; par exemple, elle ne traite pas spécifiquement de la violence conjugale, ne reconnaît pas le viol conjugal et ne fixe pas d'âge minimum pour le consentement au mariage.²⁰³

¹⁹⁸ "Boko Haram's lesser-known reign of terror in southeast Niger", France 24, janvier 2018

¹⁹⁹ "Niger women campaign for inclusion in National Assembly, 1991", Global Nonviolent Action Database, Swarthmore College, février 2012

²⁰⁰ « Liste des points et questions relatifs au rapport unique valant troisième et quatrième rapports périodiques du Niger : Addendum – réponses du Niger », Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, avril 2017

²⁰¹ « Troisième et quatrième rapports périodiques combinés des États parties devant être soumis en 2012 : Niger », Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, octobre 2015

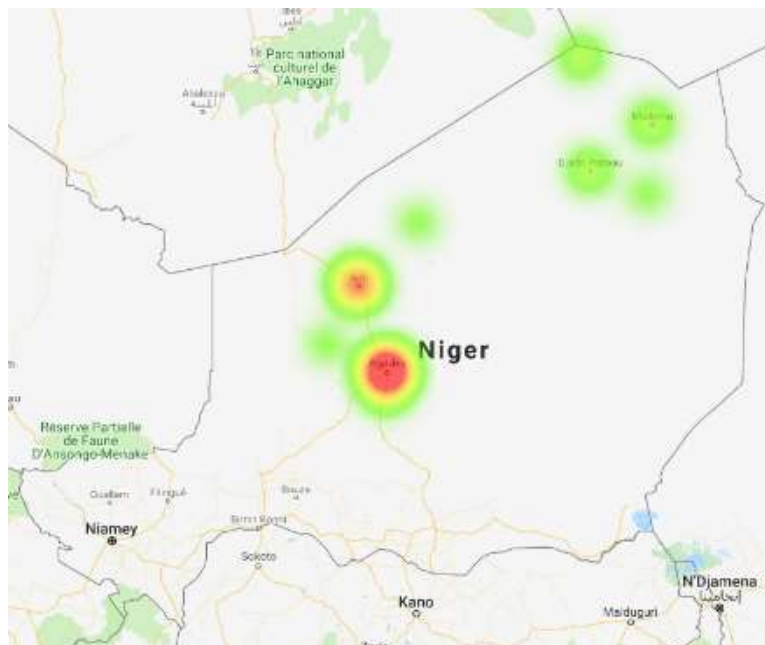
²⁰² « Indice sur les institutions sociales et le genre : Niger », OCDE

²⁰³ « Indice sur les institutions sociales et le genre : Niger », OCDE

Vulnérabilités, risques et facteurs de résilience au niveau infranational : observations par région

Région d'Agadez

La région d'Agadez est située dans la partie nord-est du Niger, faisant frontière avec le Mali et l'Algérie à l'ouest, la Libye et la Tchad au nord et à l'est. Agadez est la plus grande région administrative du Niger, représentant 53 % du territoire national, mais n'abrite que moins de 3 % de la population du pays²⁰⁴. Le groupe ethnique le plus important représenté à Agadez est le peuple touareg, qui est un peuple traditionnellement nomade²⁰⁵. L'économie d'Agadez est largement tributaire de l'agriculture de subsistance et de l'élevage de bétail²⁰⁶, ainsi que de l'extraction de l'uranium²⁰⁷ et, plus récemment, de l'or²⁰⁸.



Vulnérabilités structurelles

- Hausse des prix des produits de base
- Insuffisance des services sociaux, en particulier en matière d'éducation
- Chômage des jeunes
- Mauvaise gestion des ressources naturelles
- Changement climatique et pressions sur l'environnement
- Taux élevé de croissance démographique et faible recours à la planification familiale
- Porosité des frontières et caractère étendu du territoire
- Prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC)
- Perceptions de la corruption au sein du système politique
- Sous-représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décisions politiques
- Perceptions de corruption et de partialité au sein du système judiciaire

²⁰⁴ "Enquête démographique et de santé dans les zones d'intervention du Programme de coopération de l'UNICEF au Niger, 2012", Institut national de la statistique et ICF International, 2012

²⁰⁵ "Tableau de Bord Social", Institut national de la statistique, 2013

²⁰⁶ "Annuaire des statistiques régionales 2010-2014, Région d'Agadez", Institut national de la statistique, 2015

²⁰⁷ "Mining industry and sustainable development: time for change", Carvalho, F. P., *Food and Energy Security* 2017; 6(2): 61-67

²⁰⁸ "Beyond the 'Wild West': The Gold Rush in Northern Niger", Pellerin, M., Small Arms Survey, juin 2017

	<ul style="list-style-type: none"> • Perception d'un manque d'indépendance du corps judiciaire et législatif
Risques induits par les événements	<ul style="list-style-type: none"> • Insécurité alimentaire • Catastrophes naturelles et effets du changement climatique • Activités économiques illicites, y compris la trafic d'êtres humains et d'armes • Cas de criminalité • Cas de conflits entre éleveurs et agriculteurs • Terrorisme • Cas de corruption
Facteurs de résilience sociale et institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Organisations de la société civile (OSC) et ONG • Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant • Organisations humanitaires et agences gouvernementales • Forces de défense et de sécurité (FDS) • Organisations de femmes • Chefs traditionnels et religieux • Organisations médiatiques

Économie et ressources

Les principales préoccupations économiques mises en exergue par les participants à la recherche sur le terrain sont notamment la hausse des prix des produits de base et l'insécurité alimentaire, l'insuffisance des services sociaux, le chômage des jeunes, la gestion des ressources naturelles et les activités économiques illicites.

Au cours de la recherche sur le terrain, les personnes interrogées ont signalé que les prix des produits de base et des denrées alimentaires tels que le sucre, l'huile, le millet, le maïs, le riz et le poisson ont augmenté, ce qui a une incidence sur la sécurité alimentaire dans la région. La majeure partie de la région d'Agadez étant désertique et recevant peu de précipitations pour soutenir la production agricole²⁰⁹, la région est fortement tributaire des biens et produits de consommation importés d'autres régions. Par conséquent, les participants ont dit craindre que l'augmentation récente des coûts du transport suite à l'adoption

« Les prix des produits de base ont dangereusement augmenté. Par exemple, les prix du millet, du maïs et du riz ont tous augmenté. Avant, le millet coûtait moins de 500 francs, mais aujourd'hui, il dépasse les 750 francs. L'augmentation du prix des biens contribue à la pauvreté, à la criminalité, à l'insécurité alimentaire et à la mendicité ».

- Enseignant, région d'Agadez

de la Loi de finances de 2018 n'aggrave davantage l'insécurité alimentaire.

Les participants à la recherche sur le terrain ont également signalé que les services sociaux, en particulier l'infrastructure éducative, sont inadéquats dans certaines parties de la région. La qualité des écoles de la région serait médiocre, de nombreuses écoles n'ont même pas les fournitures de base comme les tables, les chaises et les manuels scolaires. D'autres services, en

²⁰⁹ « Note d'information sur la sécurité alimentaire au Niger en mai 2014 », Réseau des systèmes d'alerte précoce sur la famine de l'USAID, mai 2014

particulier l'électricité, ne sont pas fiables, selon une personne interrogée. L'infrastructure sanitaire de la région reste également insuffisante pour satisfaire les besoins de la population croissante. Selon une personne interrogée, la ville d'Agadez compte cinq centres de santé, 14 cases de santé et sept centres de santé privés pour une population de plus de 100 000 habitants.

Les participants ont également relevé que le chômage des jeunes est une préoccupation majeure dans la région. Certes, le nombre de jeunes s'inscrivant à des programmes de formation technique et professionnelle aurait augmenté, mais de nombreux jeunes ont abandonné l'école et sont au chômage²¹⁰. Selon une personne interrogée, la pauvreté est l'un des principaux facteurs d'abandon scolaire parce que les parents n'ont pas les moyens payer les frais de scolarité et d'acheter les manuels ou les fournitures scolaires.

La gestion des ressources naturelles a été également un problème fréquemment cité par les participants à la recherche sur le terrain. Agadez abrite des activités d'exploitation d'uranium et d'importantes réserves de charbon²¹¹, mais les personnes interrogées ont indiqué que les redevances provenant de ces activités sont mal gérées par le gouvernement et ne bénéficient pas aux populations locales. De même, les personnes interrogées ont déclaré que l'aide alimentaire est parfois mal gérée, volée ou ne parvient pas aux communautés locales.

Agadez est également le théâtre d'activités économiques illicites, en particulier le trafic d'êtres humains et d'armes. Si l'insécurité a eu un impact négatif sur le tourisme et les moyens de subsistance dans la région, les activités économiques illicites sont, quant à elles, devenues une source lucrative de revenus pour les passeurs

et les trafiquants. Un seul chauffeur qui fait passer clandestinement des migrants par le Sahel peut, selon ce qui se dit, gagner jusqu'à 4000\$ USD à 5000\$ USD par voyage, montant nettement supérieur au revenu annuel moyen du Niger qui est de 363\$ USD²¹². La prévalence du trafic illicite de migrants a également injecté des revenus indispensables dans les économies locales d'Agadez, soutenant des industries telles que les transports, les hôtels et les restaurants. Certains experts ont relevé que les efforts visant à réduire la migration par Agadez pourraient, par inadvertance, nuire aux économies locales et donner lieu à des protestations²¹³.

La région d'Agadez est très vulnérable aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique, y compris les changements de régimes pluviométriques et la désertification. Les inondations de 2016 ont touché des milliers de ménages dans la région, décimé le bétail et détruit les récoltes²¹⁴.

Enfin, les participants à la recherche sur le terrain ont déclaré que les femmes jouent un rôle important dans l'économie de la région à travers le petit commerce et le travail artisanal, tel que la production d'œuvres artisanales, les bijoux, les articles en cuir et le tissage. Comme de nombreuses femmes et de nombreux jeunes manquent d'accès au crédit et au financement, les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que les organisations de la société civile (OSC) ont fourni des financements pour soutenir les petites entreprises. En outre, les femmes créent souvent des systèmes de financement de groupe appelés tontines, dans lesquels les membres cotisent chaque mois et bénéficient du fonds à tour de rôle ou selon les besoins.

²¹⁰ "Bilan de l'an 1 de mise en œuvre du programme de renaissance II", gouvernement du Niger, mars 2017

²¹¹ « Niger : Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté », Fonds monétaire international, avril 2013

²¹² "Seeking Alternatives for Niger's People Smugglers", Hoffman, M., HCR, août 2017

²¹³ "Irregular migration and human smuggling networks in Niger", Molenaar, F., Clingendael, février 2017

²¹⁴ "Bulletin humanitaire : Niger", OCHA, octobre 2016

Population et démographie

L'une des principales préoccupations démographiques soulevées par les participants à la recherche sur le terrain dans la région d'Agadez a été la croissance démographique, qui aurait exercé des pressions sur les infrastructures et les ressources dans la région. En 2016, la région comptait 547 756 habitants²¹⁵. Le taux de fécondité total à Agadez (5,7 enfants par femme) reste élevé, bien qu'inférieur à la moyenne nationale qui est de 7,6²¹⁶ et les services de planification familiale restent sous-utilisés. En 2012, seulement 19,4 % des femmes mariées à Agadez ont déclaré utiliser une forme ou une autre de contraception²¹⁷, bien que celle-ci soit gratuite dans les dispensaires.

Les participants à la recherche sur le terrain ont également discuté des mariages précoces dans la région et ont signalé que, bien que des cas de mariage précoce continuent de se produire dans les zones rurales, le phénomène a de façon globale connu une baisse. En 2012, l'âge médian du premier mariage chez les femmes d'Agadez était de 17,3 ans, ce qui représente le deuxième taux le plus élevé du pays²¹⁸. Certaines personnes interrogées ont également exprimé des

« Il existe des cas où les filles sont retirées de l'école par leurs parents pour être mariées par la suite. ... Il y a des cas où les jeunes filles se sont enfuies de la maison et de l'école juste pour se protéger des demandes en mariage non désirées arrangées par les parents ».

- Coordinateur d'une organisation au service de la consolidation de la paix, région d'Agadez

²¹⁵ "Tableau de bord social", Institut national de la statistique, 2016

²¹⁶ "Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples du Niger 2012", Institut national de la statistique et ICF International, 2013

²¹⁷ Ibid.

²¹⁸ Ibid.

²¹⁹ "Niger – Flow Monitoring Dashboard 6 (décembre 2017)", Organisation internationale pour les migrations, janvier 2018

préoccupations au sujet des grossesses chez les adolescentes et de l'abus sexuel des mineurs.

Agadez est un point de transit essentiel pour les migrants se rendant en Algérie et en Libye, puis en Europe, et la région a enregistré d'importants flux de migrants en provenance du Niger et de l'Afrique de l'Ouest au sens large. En 2016, plus de 445 000 migrants ont transité par le Niger, la plupart sortant par les villes d'Arlit ou de Séguédine²¹⁹. Bien que le nombre de migrants ait diminué depuis lors, en partie à cause des mesures de répression prises par les forces de l'ordre et de la fermeture des routes migratoires traditionnelles²²⁰, les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que le trafic illicite de migrants se poursuivait dans la région et était devenu, comme indiqué ci-dessus, une activité rentable.

Sécurité

Les participants à la recherche sur le terrain ont cité la porosité des frontières, les conflits entre éleveurs et agriculteurs, le terrorisme, le trafic de drogue et la criminalité (en particulier le vol et le banditisme armé) comme étant les principaux problèmes de sécurité à Agadez. Selon les données de la gendarmerie nigérienne, la région d'Agadez a enregistré le plus grand nombre cas de banditisme armé dans le pays depuis 2015²²¹. Compte tenu de la prévalence du trafic illicite de migrants à Agadez et de son rôle dans l'économie locale, plusieurs participants à la recherche sur le terrain se sont également dits préoccupés par le fait que l'interdiction du trafic illicite de migrants par le gouvernement (instaurée en 2015)²²² avait involontairement contribué à la prolifération des réseaux de contrebande et accru la criminalité à Agadez, ces réseaux ayant été organisés en

²²⁰ « Suivi des flux de population : aperçu du Niger », Organisation internationale pour les migrations, juillet 2017

²²¹ "At the Crossroads of Sahelian Conflicts: Insecurity, Terrorism, and Arms Trafficking in Niger", De Tessières, S., Small Arms Survey, janvier 2018

²²² "Irregular migration and human smuggling networks in Niger", Molenaar, F., Clingendael, février 2017

bandes pour échapper aux autorités et éviter d'être capturés. Certaines personnes interrogées ont indiqué que la répression par le gouvernement du trafic illicite de migrants, qui est une activité lucrative dans la région, a également contribué à la réduction des sources d'emplois et de revenus.

La région d'Agadez partage des frontières internationales avec le Mali, l'Algérie, la Libye ainsi que le Tchad et les participants à la recherche sur le terrain ont souligné la difficulté de sécuriser le territoire et les frontières étendues de la région. L'insécurité transfrontalière, y compris les incursions de groupes terroristes, demeure une menace dans la région, bien qu'Agadez ait été moins touchée par les activités terroristes que le sud du Niger. En 2013, des groupes terroristes associés par la suite à al-Mourabitoun ont mené des attaques contre un camp militaire et une installation de production d'uranium dans la région d'Agadez, tuant plus de 20 personnes²²³. Bien que les participants à la recherche sur le terrain aient eu des opinions mitigées quant à la probabilité de radicalisation des jeunes à Agadez, la région reste vulnérable à la menace plus générale du terrorisme dans le Sahel.

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs constituent également un risque permanent pour la sécurité. Les participants à la recherche sur le terrain ont à cet effet signalé que les conflits surviennent principalement suite à des litiges au sujet de l'accès à la terre ou à l'eau. Des cas de vols de bétail ont également été signalés dans les zones frontalières.

Comme indiqué plus haut, la région d'Agadez est un espace de trafic de drogue et d'armes. Les participants à la recherche sur le terrain ont signalé des cas d'affrontement entre les trafiquants de drogue et les forces de sécurité ainsi que des cas de violence entre trafiquants de drogue. Au cours

²²³ "At the Crossroads of Sahelian Conflicts: Insecurity, Terrorism, and Arms Trafficking in Niger", De Tessières, S., Small Arms Survey, janvier 2018

²²⁴ Ibid.

²²⁵ Ibid.

de la dernière décennie, et en particulier depuis que le gouvernement libyen a perdu le contrôle des stocks d'armes en 2011, le Niger a également été un point de transit pour le trafic illicite d'armes²²⁴. Selon les données de la Commission nationale pour la collecte et de contrôle des armes illicites (CNCCAI) et de la Gendarmerie nationale, la région d'Agadez a enregistré le plus grand nombre d'armes saisies dans le pays entre 2011-2016, notamment des armes automatiques, des roquettes, des mines anti-personnelles et des grenades à main²²⁵. Même si beaucoup de ces armes sont suspectées d'avoir été acheminées vers le Mali, la prolifération et la circulation des armes légères et de petit calibre (ALPC) dans la région d'Agadez constituent toujours une menace à la sécurité.

Les participants à la recherche sur le terrain ont également signalé un nombre limité de cas de tensions et de conflits entre les groupes ethniques Touareg et Toubou, en particulier près de la frontière avec le Tchad. Un groupe dirigé par des Toubou, à savoir le Mouvement pour la justice et la réhabilitation du Niger (MJRN), a également été créé récemment à l'est de la région d'Agadez, près de la frontière tchadienne, et une personne interrogée a indiqué que cela pourrait devenir une source d'insécurité²²⁶.

Enfin, Agadez a été le théâtre de deux rébellions armées du groupe ethnique Touareg dans les années 1990 et 2000. Bien que la résurgence de ces conflits n'ait pas été identifiée comme une menace immédiate par les participants à la recherche sur le terrain, certaines personnes interrogées se sont dites préoccupées par le fait que la répression sur les voies lucratives du trafic illicite de migrants, ainsi que la fermeture par le gouvernement de la mine d'or de Djado en avril 2017²²⁷ et les licenciements par d'autres sociétés minières dans la région, pourraient susciter de

²²⁶ "Niger : un groupe armé inconnu menace le pays", Le 360 Afrique, septembre 2016

²²⁷ "Niger's Gold Rush Has Turned Bandits into Barons", Tinti, P., Vice, janvier 2018

nouvelles protestations d'ordre économique chez les anciens combattants touaregs devenus acteurs clés de l'économie illicite de la région.

Politique et gouvernance

Les participants à la recherche sur le terrain à Agadez ont signalé un manque de confiance généralisé dans le système politique en raison des perceptions répandues de corruption et de promesses électorales non tenues. Comme l'a déclaré l'une des personnes interrogées, « La population a une mauvaise opinion des acteurs politiques, [et] un manque de confiance dû à des promesses électorales non tenues. La politique est l'art de mentir. » Les personnes interrogées ont également exprimé des préoccupations sur la mauvaise gestion des fonds publics, facilitée par l'absence de mécanismes de redevabilité efficaces pour les autorités locales.

Les femmes et les jeunes sont également sous-représentés aux postes officiels de prise de décisions, bien qu'ils soient apparemment actifs dans les processus électoraux. Un éducateur d'Agadez a déclaré que les femmes sont manipulées par les politiciens pendant les périodes électorales, puis ignorées par la suite, en raison d'un manque de sensibilisation et d'instruction.

« Les femmes et les jeunes jouent un rôle important dans la participation au processus électoral, mais leur participation aux niveaux de prise de décision est faible. »

- Représentant d'une organisation au service de la consolidation de la paix, région d'Agadez

État de droit

Les participants à la recherche sur le terrain ont cité la perception de la corruption au sein du système judiciaire, la lenteur des procédures

judiciaires et la restriction des libertés civiles comme les principales vulnérabilités ayant une incidence sur l'État de droit dans la région d'Agadez. Plusieurs personnes interrogées ont indiqué que le système judiciaire est perçu comme profitant aux riches, tandis que d'autres estimaient que le pouvoir exécutif exerce une trop grande influence sur les pouvoirs judiciaire et législatif. En ce qui concerne les libertés civiles, les personnes interrogées ont indiqué que les libertés d'expression, de mouvement et de réunion sont parfois restreintes.

Les participants à la recherche sur le terrain ont également indiqué que les chefs communautaires, tels que les chefs traditionnels, les chefs de district et les chefs religieux, gèrent les conflits et offrent des mécanismes alternatifs de règlement des litiges à différents niveaux. Bien que ces mécanismes soient souvent privilégiés par les populations locales, une personne interrogée a noté qu'ils peuvent entraîner une mauvaise gestion des cas de violence basée sur le genre, où la stigmatisation et les normes sociales peuvent peser pour que ces cas soient résolus à l'amiable.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

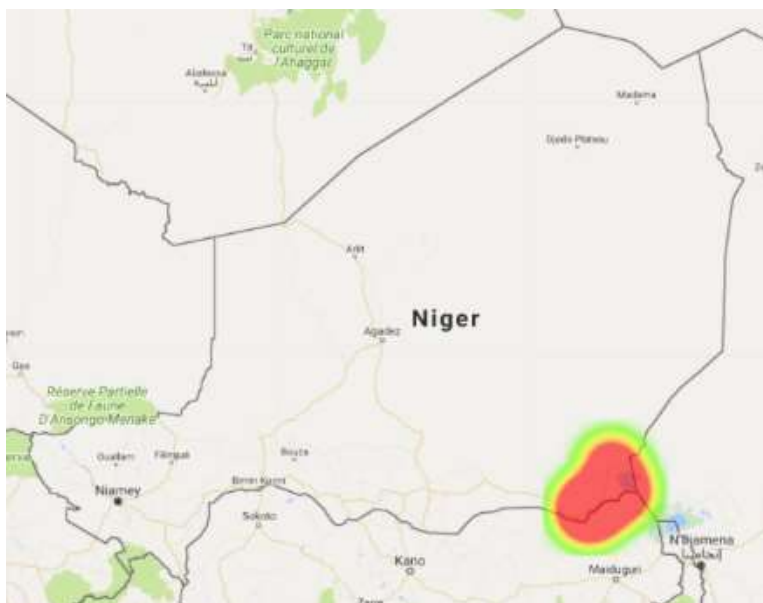
Malgré les préoccupations décrites ci-dessus, les participants à la recherche sur le terrain ont identifié un certain nombre de facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui aident à atténuer les risques et les vulnérabilités dans la région d'Agadez. Les organisations de la société civile (OSC) et les ONG joueraient un rôle important dans la consolidation de la paix, la prestation de services, la sensibilisation et la promotion de la bonne gouvernance. En particulier, les ONG Karkara et HED Tamat ont été identifiées comme des organisations contribuant à l'autonomisation économique des femmes et des jeunes à Agadez. Le Fonds mondial des droits humains, Alternative espace citoyens Agadez, la Commission nationale des droits humains (CNDH) et la Clinique juridique de l'Association nationale de défense des droits humains (ANDDH) ont tous assuré la

sensibilisation aux droits humains et aux droits des migrants dans la région. Les organisations de femmes constituent également des forums de soutien et de mobilisation, et les participants ont signalé que de nombreux groupes de femmes ont créé des tontines pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes. Le ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant est également représenté à Agadez et assure la promotion des droits des femmes et des enfants ainsi que la scolarisation

des filles. Les chefs traditionnels et religieux ont joué un rôle essentiel dans les mécanismes alternatifs locaux de résolution des conflits, en améliorant l'accès à la justice et en diffusant des messages de consolidation de la paix aux communautés. Enfin, les personnes interrogées ont indiqué que les médias sont des acteurs importants dans l'éducation des citoyens aux bonnes pratiques de gouvernance et la promotion de l'engagement et de la mobilisation communautaires autour de questions importantes.

Région de Diffa

La région de Diffa est située à l'extrême est du pays, faisant frontière avec le Tchad à l'est et le Nigéria au sud, et abrite environ 669 307 Nigériens²²⁸. Le groupe ethnique le plus important représenté à Diffa est le groupe Kanouri, suivi des Haoussas, des Toubous, des Touaregs et des Peuls. Comme tout le Niger, la région est majoritairement musulmane²²⁹. L'économie de Diffa est largement tributaire de l'agriculture de subsistance, de l'élevage de bétail, de la pêche et de l'exploitation forestière. La région de Diffa a été particulièrement touchée par l'insurrection de Boko Haram ces dernières années, affectant profondément la vie et les perspectives économiques des Nigériens de la région²³⁰.



Vulnérabilités structurelles

- Hausse des prix des produits de base
- Insécurité alimentaire
- Suspension d'activités économiques, telles que la pêche et la culture du piment, à cause des mesures de sécurité imposées par les Forces de défense et de sécurité (FDS)
- Restriction de l'accès des populations locales au lac Tchad par les FDS
- Changement climatique et pressions sur l'environnement
- Perturbation des voies commerciales et d'approvisionnement
- Perceptions de corruption au sein du système politique
- Retard dans l'organisation des élections locales
- Manque de transparence en ce qui concerne les élections
- Tensions ethniques
- Mariage précoce et mariage forcé
- Obstacles culturels et sociaux à l'utilisation de la planification familiale
- Porosité des frontières
- Taux de chômage élevé chez les jeunes
- Migrations régionales dues à la situation sécuritaire
- Insuffisance d'accès au système formel de justice

²²⁸ "Tableau de bord social", Institut national de la statistique, 2016

²²⁹ "Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples du Niger 2012", Institut national de la statistique et ICF International, 2013

²³⁰ "Comptes rapides 2016", Institut national de la statistique, avril 2017

Risques induits par les événements	<ul style="list-style-type: none"> • Insécurité alimentaire • Effets du changement climatique, tels que la sécheresse, les inondations et la modification des régimes pluviométriques • Cas de conflits entre agriculteurs et éleveurs • Tensions et conflits d'ordre ethnique • Insurrection de Boko Haram • Criminalité transfrontalière, y compris la contrebande et la traite des êtres humains
Facteurs de résilience sociale et institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • ONG et OSC • Groupes de surveillance des villages et groupes d'autodéfense • Mécanismes traditionnels de résolution des conflits • Présence des FDS

Économie et ressources

L'économie de la région de Diffa est largement tributaire de l'élevage et de l'agriculture, y compris la pêche et la production de piment. Les participants à la recherche sur le terrain ont cité l'insécurité alimentaire, la hausse des prix des produits de base et la perturbation des activités économiques due à la situation sécuritaire comme les principales vulnérabilités économiques de la région.

Les participants à la recherche sur le terrain ont particulièrement souligné les impacts négatifs de l'insécurité résultant de l'insurrection de Boko Haram sur l'économie de la région de Diffa. Cette insécurité a entraîné la privation des droits économiques de nombreuses personnes dans la région, en particulier les femmes et les jeunes. Par exemple, les femmes qui auparavant menaient de petites activités commerciales et de négoce ne peuvent plus travailler soit parce qu'elles ont été déplacées, soit parce qu'elles craignent la violence. En outre, l'état d'urgence dans la région de Diffa, instaurée depuis février 2015, aurait eu un impact négatif sur l'économie. Une personne interrogée a indiqué que le gouvernement avait fermé six marchés locaux et interdit l'élevage ainsi que la pêche dans certaines régions. La culture de piment, principale source de revenus de la région, qu'une personne interrogée a qualifiée « d'or rouge », est en grande partie à l'arrêt. Les taxis-

motos, qui étaient auparavant une source d'emploi pour les jeunes ainsi que la vente de carburant et d'engrais à base d'urée sont désormais interdits ou étroitement contrôlés à Diffa, car ils étaient utilisés par les insurgés de Boko Haram. En outre, il a été signalé que les populations locales n'ont pas eu accès au lac Tchad, principale source d'approvisionnement en poissons dans la région, depuis mai 2015. Cette mesure a été prise pour restreindre l'accès de Boko Haram au lac et pour empêcher le groupe d'utiliser la pêche comme source de revenus, mais elle a eu des conséquences négatives pour les populations locales qui dépendent de la pêche pour leur subsistance. Les éleveurs utilisaient également la région du lac pour faire paître leur bétail, mais l'accès leur est désormais interdit. Les personnes interrogées ont déclaré que le bétail retourne naturellement dans la région du lac ; cependant, si les éleveurs entrent dans ces zones militaires pour récupérer leur bétail, on suppose qu'ils sont membres de Boko Haram et ils risquent d'être arrêtés ou tués.

L'insécurité alimentaire constitue un risque économique majeur à Diffa. Les prix des produits de base, tels que le millet et le riz, auraient augmenté ces dernières années et de nombreux ménages de la région n'ont pas les moyens de se procurer des quantités suffisantes de nourriture. En outre, de nombreux producteurs auraient quitté la région en raison de l'insécurité persistante. Par

ailleurs, les personnes interrogées ont noté que la faiblesse des précipitations a entraîné une faible production agricole et un manque de pâturages pour le bétail. Alors que les prix des produits de base ont augmenté, les prix du bétail, eux, ont baissé. Un participant à un entretien avec des informateurs clés (EIC) a indiqué que des gens ont essayé de vendre du bétail au Nigéria pour acheter d'autres produits, mais qu'il n'y avait pas de demande. En janvier 2018, le Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine a classé la sécurité alimentaire de la région de Diffa dans la catégorie « stressée », mais prévoyait que la région entrerait dans la catégorie « crise » entre février et mai 2018²³¹.

« Ils sont entre deux feux. S'ils pénètrent dans une zone de Boko Haram, ils sont morts. S'ils pénètrent dans une zone militaire, ils sont morts. Alors, certains font de la pêche ou de l'élevage clandestin(e), parce que s'ils restent sur place, ils sont morts de toute façon ».

- Représentant d'une organisation régionale au service de la consolidation de la paix, région de Diffa

Les personnes interrogées ont également fait état d'une mauvaise gestion des ressources naturelles comme étant une vulnérabilité dans la région. En ce qui concerne la production pétrolière dans la région, un participant a indiqué que le gouvernement national n'avait pas versé de redevances au Conseil régional de Diffa pour soutenir le développement de la région depuis 2013, facteur qui accentue davantage les protestations et la pauvreté. L'insécurité et l'état d'urgence auraient également aggravé les tensions autour de l'accès à la terre entre agriculteurs et éleveurs, les éleveurs déplaçant leur bétail à la recherche de pâturages.

²³¹ « Perspectives de la sécurité alimentaire – Niger », Réseau des systèmes d'alerte précoce sur la famine.

²³² « Operational Portal Refugee Situations : Niger », HCR

Enfin, les participants à la recherche sur le terrain ont souligné l'impact des restrictions sur les carburants sur les populations locales. Dans le cadre de l'état d'urgence en vigueur, seul le gouverneur peut autoriser la vente de carburant, ce qui signifie que le carburant ne peut être acheté qu'auprès des stations-service officielles, qui sont souvent plus chères et situées trop loin pour être accessibles aux populations. En conséquence, certains agriculteurs ne seraient pas en mesure d'accéder à leurs champs, ce qui entraînerait une baisse de la production agricole. Cette mesure aurait également accru le marché de la vente illicite de carburant, souvent de l'autre côté de la frontière commune avec le Nigéria.

Population et démographie

Les migrations régionales dues à la crise sécuritaire et à la croissance démographique ont été citées comme les principales vulnérabilités démographiques à Diffa. Les migrations et la croissance démographique auraient mis à rude épreuve les ressources de la région, en particulier l'approvisionnement en eau et en électricité.

En février 2015, la région de Diffa a connu les premières attaques de Boko Haram perpétrées au Niger. Alors que la violence s'aggravait, le nombre de personnes déplacées internes (PDI), ainsi que le nombre de réfugiés du Nigéria, ont augmenté. En 2016, on estimait à 108 470 le nombre de réfugiés nigériens et à 129 015 le nombre de personnes déplacées dans la région de Diffa²³², principalement dans le camp de réfugiés de Sayam Forage et le camp de PDI de Kabelawa²³³. De nombreux réfugiés et personnes déplacées se sont installés le long de la route nationale 1, une autoroute désertique à l'extérieur de la ville de Diffa.

²³³ « Fiche d'information : situation de Diffa », HCR, août 2016

Les personnes interrogées ont indiqué que les tensions et les conflits ethniques sont une préoccupation constante et sont parfois liés à la présence de Boko Haram dans la région. Selon un participant, certains groupes ethniques sont accusés d'association avec Boko Haram et sont de ce fait stigmatisés. La coexistence entre les personnes déplacées et les communautés locales serait devenue plus difficile, en particulier chez certains groupes ethniques, notamment les Peuls, les Arabes, les Boudoumas et les Toubous.

Le manque d'accès à l'éducation, en particulier pour les filles, a été cité comme une préoccupation majeure dans la région. Au cours d'un EIC, une personne interrogée a indiqué que les filles ne vont pas à l'école à cause des facteurs culturels et religieux, affirmant que les chefs religieux découragent parfois l'accès des filles à l'école. Les déplacements et la fréquentation irrégulière des écoles en raison de l'insécurité ont également miné le système éducatif, avec environ 55 % des élèves de la région de Diffa non scolarisés en 2017²³⁴.

Les mariages d'enfants et les mariages forcés seraient également fréquents, en particulier parce que de nombreuses filles ne vont pas à l'école. Les personnes interrogées ont indiqué que les taux de mariages d'enfants ont considérablement diminué grâce aux programmes du gouvernement et des ONG conçus pour promouvoir la scolarisation des filles.

Le recours à la planification familiale serait faible dans la région, mais les participants à la recherche sur le terrain ont déclaré que les ONG fournissent gratuitement des contraceptifs aux communautés. Les personnes interrogées ont également relevé que les taux d'infection au VIH/sida constituent une préoccupation actuelle, en particulier dans la région du lac Tchad. En 2016, on estimait à

48 000 le nombre d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH au Niger²³⁵. Les taux seraient plus élevés à Diffa que dans le reste du Niger, en particulier chez les populations vulnérables, en raison des migrations et des déplacements.²³⁶

Sécurité

Diffa est particulièrement vulnérable dans le domaine de la sécurité en raison de la présence continue de Boko Haram dans la région. Les participants à la recherche sur le terrain ont également cité les conflits communautaires et les conflits entre agriculteurs et éleveurs comme étant les principaux facteurs de risque qui minent la paix et la sécurité.

Boko Haram est devenu un problème de sécurité majeur dans la région de Diffa en 2014, lorsque le groupe a commencé à évoluer vers la frontière du Niger. La sécurité à Diffa s'est détériorée en raison des attaques de Boko Haram ; et cela a donné lieu à la mise en place de mesures anti-insurrectionnelles, en particulier l'état d'urgence instauré en février 2015²³⁷. La zone autour du lac Tchad est particulièrement dangereuse. Au cours de la recherche sur le terrain, les participants ont signalé que la région frontalière est peu contrôlée et que la porosité des frontières contribue directement à l'insécurité.

Les personnes interrogées ont indiqué que la radicalisation est un facteur de risque clé, déclarant que les jeunes sont particulièrement vulnérables. Au cours d'un EIC, un représentant d'une organisation régionale au service de la consolidation de la paix a déclaré que les raisons fondamentales de la radicalisation sont souvent d'ordre économique. Les jeunes hommes de Diffa sont particulièrement exposés et beaucoup d'entre eux auraient rejoint Boko Haram, motivés par la

²³⁴ "Education for protection and development in the Lake Chad Basin crisis", Schmidt, C., Partenariat mondial pour l'éducation, février 2017

²³⁵ « Fiche d'information sur le pays : Niger », ONUSIDA, 2016

²³⁶ « Priorités en matière de survie, d'éducation et de protection de l'enfant », UNICEF

²³⁷ "Niger and Boko Haram: Beyond Counter-Insurgency", International Crisis Group, février 2017

pauvreté et le manque d'opportunités économiques.

Le conflit intercommunautaire constitue également un problème de sécurité majeur, qui a été exacerbé par l'insurrection de Boko Haram. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs au sujet des ressources naturelles sont une préoccupation constante en matière de sécurité, surtout en ce qui concerne l'accès à l'eau.

« Il y a tellement d'ignorance, de manque d'éducation, que ces discours peuvent devenir très séduisants, surtout dans les zones rurales. Ils utilisent tous les moyens qu'ils peuvent, le mysticisme, peu importe. Boko Haram incite les jeunes à rejoindre ses rangs, en leur promettant richesse et respect ».

- Représentant d'une organisation régionale au service de la consolidation de la paix, région de Diffa

Les personnes interrogées ont évoqué les Forces de défense et de sécurité (FDS) et leur rôle dans la prévention de la violence, faisant état de perceptions selon lesquelles il y aurait de nombreux cas où elles ont outrepassé leur mandat, en particulier dans le cadre de l'état d'urgence. Par exemple, un participant à un EIC a signalé des incidents d'arrestation arbitraire, affirmant que des centaines de personnes ont été détenues. Par exemple, en juillet 2017, les FDS ont mené une opération de sécurité et arrêté 300 personnes ne détenant pas de documents d'identification²³⁸. Les FDS craindraient que tout le monde soit lié à Boko Haram, ce qui les conduirait à agir en toute impunité. De plus, les effets des opérations des FDS sur les civils constituent également un risque. Un participant à la recherche sur le terrain a signalé que des civils innocents avaient été

²³⁸ « Point sur les opérations à Diffa, Niger : juillet 2017 », HCR, juillet 2017

accidentellement tués par les forces de sécurité lors d'actions de lutte contre l'insurrection. Par exemple, en juin 2017, 14 civils ont perdu accidentellement la vie à Diffa et en juillet, deux civils ont été tués accidentellement par des missiles²³⁹.

En raison de l'insécurité persistante, des groupes d'autodéfense et des groupes de surveillance des villages ont vu le jour dans la région. Certaines personnes interrogées ont indiqué que ces groupes ont été un facteur de résilience en assurant la sécurité des populations locales. D'autres personnes interrogées ont indiqué qu'il y avait trop de groupes armés dans la région. Certains sont associés à Boko Haram, tandis que d'autres le combattent. Un représentant d'une organisation régionale au service de la consolidation de la paix a indiqué que l'armée avait expulsé la plupart des groupes armés de la région du lac Tchad, mais qu'elle avait toléré la présence d'un groupe « d'autodéfense ». Cela a provoqué des tensions dans la région parce que les communautés et d'autres groupes veulent aussi profiter des ressources du lac Tchad et de ses environs.

Politique et gouvernance

Les participants à la recherche sur le terrain dans la région de Diffa ont signalé un manque de confiance dans les acteurs politiques en raison de la perception de la corruption et d'un manque de transparence pendant les élections. Selon un participant aux EIC, l'état d'urgence dans la région aurait permis des niveaux élevés de corruption parce que l'État consacre de l'argent à la sécurité sans justificatif ni obligation de rendre compte. Un participant à la recherche sur le terrain a indiqué que même la Haute autorité de lutte contre la corruption (HACIA) était perçue comme étant corrompue. Les personnes interrogées ont indiqué avoir l'impression que les élus ne travaillent que pour eux-mêmes et ne s'attaquent pas aux

²³⁹ Ibid.

problèmes auxquels sont confrontées les populations de Diffa, en particulier la situation sécuritaire. La corruption le long de la frontière a également été citée comme une préoccupation majeure. Au cours d'un entretien avec un représentant d'une organisation régionale de consolidation de la paix, un participant a déclaré que les autorités frontalières profiteraient de la corruption, en permettant aux sociétés de transport de surcharger les véhicules et d'enfreindre aux réglementations.

Bien que les prochaines élections nigériennes ne se tiendront pas avant 2021, les participants ont souligné qu'ils craignaient que la région ne soit pas prête. Il a été signalé que les élections locales prévues pour 2016 n'avaient pas eu lieu, ce qui aurait permis à certains maires d'exercer un mandat supplémentaire. Les personnes interrogées ont également insisté sur la nécessité de garantir la transparence autour des élections, affirmant que le clientélisme politique s'est accru.

Les femmes ont commencé à jouer un rôle plus important dans la politique et la prise de décisions dans la région. Le Niger dispose d'un système de quota par sexe, qui exige qu'au moins 10 % des deux sexes soient représentés sur les listes de candidature et aux postes électifs²⁴⁰. Les participants à la recherche sur le terrain ont déclaré que le quota a permis aux femmes de participer en tant que candidates, membres du parlement et conseillères locales, mais ont relevé qu'il n'y a pas de femmes maires à Diffa.

État de droit

Le manque d'accès à la justice et la perception de la corruption au sein de l'appareil judiciaire sont les principales vulnérabilités à Diffa. Les participants à la recherche sur le terrain ont signalé qu'il n'y a pas d'avocats dans la région et que les décisions administratives sont prises par les militaires en

raison de l'état d'urgence. La perception de la corruption porte également atteinte à l'État de droit. Par exemple, un participant aux EIC a déclaré que la population est convaincue que pour libérer un criminel condamné, tout ce qu'il faut, c'est de l'argent.

Les personnes interrogées ont également discuté des mécanismes traditionnels de résolution des conflits, indiquant que les chefs locaux jouent souvent un rôle dans la médiation et la réconciliation entre les parties lésées. En outre, les chefs locaux participent à l'atténuation des conflits entre les communautés.

Les libertés civiles seraient limitées dans la région. Par exemple, les rassemblements publics ont été interdits. Un participant aux EIC a rapporté que les gens s'autocensuraient de crainte d'être accusés d'association avec Boko Haram.

Enfin, les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que des changements positifs avaient été apportés concernant le traitement des femmes et des jeunes dans le système judiciaire. L'on a désormais recours aux tribunaux pour mineurs pour juger les mineurs. Les abus sur mineurs font l'objet de poursuites et les châtiments corporels sont interdits à l'école.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les participants à la recherche sur le terrain ont identifié les facteurs de résilience institutionnelle et sociale qui aident à atténuer les vulnérabilités et les risques décrits ci-dessus. Les personnes interrogées ont indiqué que les chefs religieux ont participé à des programmes de sensibilisation visant à prévenir la violence conjugale. Les ONG ont également fait l'objet de critiques positives tout au long du travail sur le terrain. Certains des effets négatifs de la crise économique ont été atténués grâce à l'aide des ONG qui ont fourni des fonds et

²⁴⁰ "The Effect of Gender Quota Laws on the Election of Women: Lessons from Niger", Kang, A. *Women's Studies International Forum* 41: 94-102, novembre 2013

du matériel aux communautés de la région. Les ONG apportent également un soutien à la population en faisant don de bétail, de cultures de contre-saison ainsi qu'en distribuant des semences et des vivres. Elles ont également contribué au financement d'initiatives de développement. Les OSC locales ont joué un rôle dans la gestion des terres et des ressources en supervisant la vente des terres et en veillant au respect des droits fonciers. Les OSC font ensuite

des recommandations au gouvernement sur les questions socioéconomiques dans la région. En ce qui concerne la sécurité, des groupes de surveillance de villages et des groupes d'autodéfense ont contribué à la préservation de la paix dans certaines communautés de Diffa. Les personnes interrogées ont également déclaré que les chefs traditionnels peuvent promouvoir la paix en dénonçant les jeunes qui se sont ralliés à Boko Haram.

Région de Niamey

La capitale Niamey est la plus petite région administrative du Niger, mais elle abrite environ 1 164 680 Nigériens²⁴¹ et représente 39 % de la population urbaine²⁴². Niamey est située dans la région de Tillabéri, dans le sud-ouest du pays. Le groupe ethnique le plus important représenté à Niamey est le groupe Haoussa, suivi des Djerma-Songhaï et des Peul²⁴³. Le pays est majoritairement musulman, 99 % de la population pratiquant cette religion²⁴⁴. L'économie de Niamey est largement tributaire de l'agriculture²⁴⁵, de la construction, de la manufacture et de la transformation de produits alimentaires²⁴⁶.



Vulnérabilités structurelles

- Perceptions de l'influence et du contrôle de l'exécutif sur les systèmes judiciaire et législatif
- Hausse des prix des produits de base
- Grand secteur informel
- Migration des zones rurales vers les zones urbaines, en particulier pendant la période de soudure
- Accès limité au crédit
- Perceptions de corruption
- Sous-représentation des femmes et des jeunes en politique et dans la prise de décisions
- Faible recours à la planification familiale
- Perceptions de corruption au sein du système judiciaire

Risques induits par les événements

- Élections
- Tensions liées à la Loi de finances de 2018
- Criminalité, y compris le trafic de drogue et la prostitution
- Litiges fonciers
- Afflux de migrants en provenance des zones rurales

²⁴¹ "Tableau de bord social", Institut national de la statistique, 2016

²⁴² "Enquête démographique et de santé dans les zones d'intervention du Programme de coopération de l'UNICEF au Niger, 2012", Institut national de la statistique et ICF International, 2012

²⁴³ "Tableau de bord social", Institut national de la statistique, 2013

²⁴⁴ "Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples du Niger 2012", Institut national de la statistique et ICF International, 2013

²⁴⁵ "Annuaire statistique régional de Niamey", Institut national de la statistique, 2015

²⁴⁶ « Niger 2017 », Perspectives économiques en Afrique, 2017

- ONG et groupes de femmes
- Politique progressiste en matière de genre
- Culture de tolérance religieuse

Économie et ressources

Une part considérable des discussions des participants à la recherche sur le terrain a porté sur la Loi de finances de 2018, qui a été approuvée par l'Assemblée nationale à la fin du mois de novembre 2017. Depuis son introduction en septembre 2017, cette Loi a été une source importante de conflit, donnant lieu à de multiples protestations majeures dans la capitale. Les participants aux groupes de discussion des hommes et des jeunes (GD), ainsi que plusieurs des entretiens avec les informateurs clés, ont repris les préoccupations exprimées lors de ces manifestations, affirmant que la loi augmenterait ou a déjà augmenté les prix des produits de base, notamment le riz, le millet, le sucre et le carburant.

« Le rôle joué par les jeunes dans l'économie est négligeable tandis que celui joué par les femmes est insuffisant ».

- Discussion de groupe avec des jeunes, Niamey

L'économie de Niamey est dominée par le secteur informel, qui représente 76 % de l'emploi total dans la ville²⁴⁷. Les participants aux groupes de discussion avec les jeunes et deux des personnes interrogées dans le cadre des EIC ont fait remarquer que cela était particulièrement vrai pour les femmes et les jeunes, les premières tenant principalement de petites entreprises à l'extérieur de la maison. Les participants aux groupes de discussion avec les hommes ont fait état d'une forte augmentation du nombre de jeunes entrepreneurs privés, tout en notant que ce

développement est freiné par une difficulté d'accès au crédit, préoccupation qui a été réitérée par les participants aux groupes de discussion avec les jeunes.

Un autre sujet de préoccupation fréquemment mentionné a été la perception que le trafic de drogues est répandu à Niamey, de nombreux participants déclarant qu'il a cours même dans les écoles. Les personnes interrogées ont également indiqué que la prostitution, notamment celle des filles mineures, est une préoccupation constante à Niamey.

Enfin, des participants aux groupes de discussion avec les hommes et les jeunes, ainsi qu'une personne interrogée dans l'un des EIC, ont indiqué qu'on enregistre des litiges fonciers à Niamey, principalement parce que le même terrain est vendu à plusieurs personnes.

Population et démographie

Les participants à la recherche sur le terrain ont noté que si le district de la capitale Niamey n'est pas une destination importante pour les migrations, il joue cependant un rôle important en tant que plaque tournante de transit pour les migrants d'Afrique centrale et occidentale, principalement en route vers la région d'Agadez, puis l'Afrique du Nord et l'Europe. Les participantes aux GD avec les femmes ont également relevé que la migration des zones rurales du pays vers Niamey exerce une pression sur la ville. Ce sentiment a été repris par une personne interrogée lors d'un EIC, qui a ajouté que le phénomène s'aggrave pendant la période de soudure (période entre les récoltes, qui va de mai à août).

²⁴⁷ "The Informal Economy in African Cities: Key to Inclusive and Sustainable Urban Development", Chen, M. A., OECD, avril 2017

Les participants à la recherche sur le terrain ont exprimé l'opinion commune que le mariage précoce n'est pas aussi répandu à Niamey que dans d'autres parties du pays. L'âge médian du premier mariage dans la capitale est de 19,5 ans pour les femmes et de 28,7 ans pour les hommes, ce qui est le taux le plus élevé du pays²⁴⁸. Les personnes interrogées ont exprimé des points de vue mitigés sur la prévalence de la violence faite aux femmes ; les participants aux groupes de discussion avec les hommes avaient le sentiment que c'était un phénomène très rare. Les participantes aux groupes de discussion avec les femmes, par contre, se sont dites convaincues que la violence à l'égard des femmes sous toutes ses formes était en hausse. Dans une enquête réalisée en 2012 par l'USAID, 55,3 % des femmes et 33,5 % des hommes de Niamey estimaient qu'il existe des raisons justifiant qu'un mari batte sa femme. Ce type de violence conjugale représente le quatrième taux de violence le plus élevé des huit régions du pays²⁴⁹.

Enfin, alors que des services de santé et de planification familiale seraient disponibles à Niamey, les participantes aux groupes de discussion avec les femmes estimaient que les services de santé étaient insuffisants par rapport à la population de la ville et que les cliniques étaient souvent coûteuses. Les personnes interrogées ont également noté que les normes culturelles et religieuses peuvent souvent dissuader les femmes de recourir aux services de planification familiale. En 2012, 33,9 % des femmes mariées âgées de

« Il existe des mesures politiques relatives à la croissance démographique, mais les gens ne les respectent pas - les maris et la religion ne laissent pas [les femmes] en profiter ».

- Groupe de discussion avec les femmes, Niamey

²⁴⁸ "Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples du Niger 2012", Institut national de la statistique et ICF International, 2013

15 à 49 ans utilisaient une forme ou une autre de contraception, soit le taux le plus élevé du pays, et le taux de fécondité total était de 5,3 enfants par femme, taux le plus faible du pays²⁵⁰.

Sécurité

Les problèmes de sécurité les plus fréquemment cités par les participants à la recherche sur le terrain étaient notamment les conflits entre partis politiques, le banditisme armé, le trafic de drogue et les litiges fonciers. Les personnes interrogées ont généralement reconnu que l'intolérance religieuse est rare à Niamey et plusieurs personnes interrogées ont affirmé que la radicalisation n'existe pas à Niamey. La plupart des participants ont également exprimé leur confiance dans les Forces de défense et de sécurité (FDS) et leur ont accordé le crédit pour le maintien de la paix dans la ville. Toutefois, les participantes aux groupes de discussion avec les femmes et les jeunes ont également relevé qu'il existe des cas d'abus commis par les forces de sécurité, y compris des passages à tabac lors de manifestations et des abus dans les centres de détention. Une autre préoccupation qui a été mentionnée est que les chefs traditionnels doivent déployer davantage d'efforts pour autonomiser la communauté.

Politique et gouvernance

Outre les préoccupations relatives à la Loi de finances de 2018, les participants à la recherche sur le terrain ont exprimé leur scepticisme à l'égard des politiciens et du système politique au sens large, ainsi que des inquiétudes concernant les prochaines élections. La perception selon laquelle la corruption est endémique a été relevée plusieurs fois lors des groupes de discussion et des EIC et souvent citée comme un problème affectant la prestation des services sociaux de base. Dans un rapport publié en 2016 par Transparency International, l'organisme mondial de surveillance

²⁴⁹ Ibid.

²⁵⁰ Ibid.

de la corruption, le Niger a été classé au 75^e rang des pays les plus corrompus au monde²⁵¹. Les participants ont exprimé une multitude de préoccupations concernant les prochaines élections générales, notamment la composition de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et du Conseil national du dialogue politique (CNDP). Les partis d'opposition ont boycotté la CENI et le CNDP, arguant que les membres de la CENI ont été indûment orientés vers le parti au pouvoir, écartant ainsi les partis d'opposition et les partis indépendants d'une manière incompatible avec le code électoral du Niger²⁵². Les personnes interrogées ont également indiqué que le changement politique fréquent intervenu au cours de la décennie écoulée a contribué à la baisse de la confiance vis-à-vis des politiciens et crée un fossé entre la classe politique et les citoyens nigériens ordinaires.

Les participants à la recherche sur le terrain ont exprimé des opinions divergentes sur le niveau de participation des femmes et des jeunes à la politique et à la gouvernance. L'opinion la plus répandue était que malgré la loi réservant 20 % des postes électifs et 25 % des postes nominatifs aux femmes, les quotas ne sont pas respectés et les femmes ainsi que les jeunes sont systématiquement écartés du processus décisionnel.

État de droit

Les personnes interrogées à Niamey ont exprimé plusieurs préoccupations majeures concernant le système judiciaire, soulignant les perceptions de corruption au sein du système judiciaire, la lenteur des procédures judiciaires due au manque de personnel qualifié et le manque d'accès à la justice en raison des coûts élevés. En outre, de nombreuses personnes interrogées se sont dites convaincues que le pouvoir judiciaire est sujet à

²⁵¹ « Indice de perception de la corruption 2017 », Transparency International, février 2018

²⁵² « L'opposition boycotte la CENI au Niger », Idrissa, A., VOA Afrique, novembre 2017

l'ingérence de l'exécutif, mais pas dans la même mesure que le pouvoir législatif, cet organe étant considéré comme presque entièrement soumis à l'exécutif. Les alternatives traditionnelles au système judiciaire, telles que la médiation par les chefs traditionnels, sont gratuites, mais les participantes aux GD avec les femmes n'ont pas trouvé qu'elles étaient toujours efficaces.

Une autre préoccupation soulevée par les participants à la recherche sur le terrain était que les droits politiques et les libertés civiles se sont détériorés récemment. Plus particulièrement, le droit de manifester a été restreint, à la fois par la limitation des autorisations d'organiser des marches et par les mesures de répression prises par les services de sécurité à l'encontre des manifestants. Cette préoccupation a également été soulevée au sujet de la liberté d'opinion et d'expression de façon plus générale et, selon *Freedom House*, le pays a enregistré un recul des droits politiques ces deux dernières années²⁵³. En outre, une personne interrogée dans l'un des EIC s'est dite préoccupée par le fait que les membres du parti au pouvoir ne soient pas légalement tenus responsables.

« Sur les huit marches pour lesquelles la société civile a demandé l'autorisation en 2017, deux seulement ont été acceptées et ont eu lieu ».

- Leader de la société civile, Niamey

Enfin, plusieurs conventions prévoyant la protection des femmes et des enfants ont été ratifiées. Il s'agit notamment de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et du Protocole facultatif se rapportant à la violence contre les femmes²⁵⁴. Bien que le gouvernement nigérien ait adopté plusieurs lois et créé un ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de

²⁵³ « Freedom in the World 2018 », Freedom House, 2018

²⁵⁴ « Indice sur les institutions sociales et le genre : Niger », OCDE

l'Enfant, les participants à la recherche sur le terrain ont déclaré que leur application n'est pas effective.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Outre les vulnérabilités et les risques identifiés, les participants à la recherche sur le terrain ont également relevé plusieurs sources de résilience sociale et institutionnelle. Les politiques du genre

« Les acteurs non étatiques sensibilisent et éduquent les communautés et mettent en place des mécanismes de prévention et de gestion des conflits ».

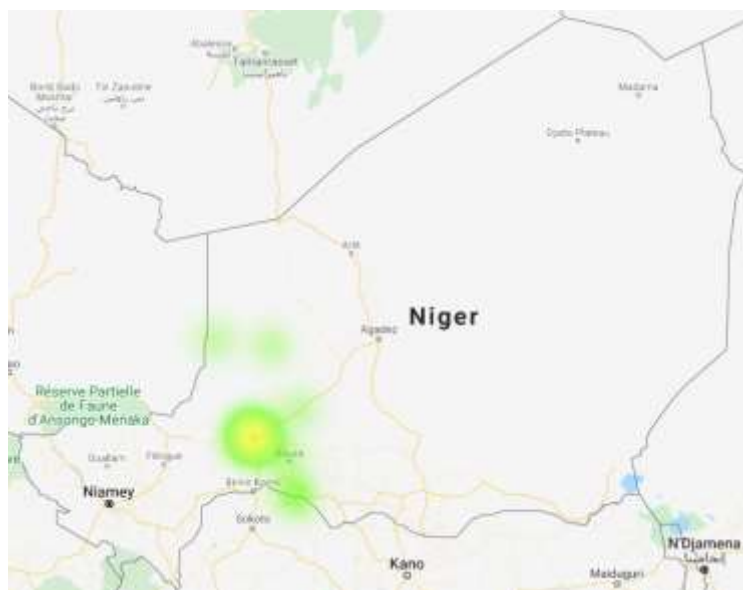
- Représentant d'une organisation régionale au service de la consolidation de la paix, Niamey

au niveau national – telles que la loi sur les quotas hommes/femmes exigeant qu'au moins 10 % des postes électifs soient occupés par des personnes de l'un ou l'autre sexe – ont commencé à améliorer la situation des femmes nigériennes. Les groupes non gouvernementaux, qu'il s'agisse d'ONG internationales ou de groupes de tontines de femmes (fonds d'épargne collective informels), jouent également un rôle crucial dans divers domaines, notamment la facilitation de l'accès aux services judiciaires, la fourniture d'accès au crédit et l'exercice de contrôle des abus et de la corruption dans l'administration publique. Enfin, l'on note peu de tensions interreligieuses à Niamey. À cet effet, une personne interrogée a mentionné explicitement que le projet REVE financé par l'Union européenne²⁵⁵ a eu un impact positif significatif dans ce domaine.

²⁵⁵ "Promoting Religious Harmony in Niger", Union européenne, octobre 2016

Région de Tahoua

La région de Tahoua est située dans la moitié ouest du pays, faisant frontière avec le Mali à l'ouest et le Nigéria au sud. Elle abrite environ 3 839 457 Nigériens²⁵⁶. Les groupes ethniques les plus importants représentés à Tahoua sont les Haoussas, les Touaregs, les Arabes et les Djerma-Songhaï²⁵⁷. Le pays est majoritairement musulman, 99 % de la population pratiquent cette religion²⁵⁸. L'économie de Tahoua est largement tributaire de l'agriculture de subsistance et de l'élevage²⁵⁹.



Vulnérabilités structurelles

- Insécurité alimentaire
- Insuffisance de la prestation des services sociaux
- Perception de corruption
- Développement de l'économie illicite
- Augmentation de la criminalité
- Trafic de stupéfiants
- Traite d'êtres humains
- Présence du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)
- Faible surveillance de la part de la Commission de gestion des terres
- Forte explosion de la population jeune
- Pressions démographiques sur les centres urbains
- Accès inadéquat aux systèmes éducatifs
- Accès inadéquat au système de santé
- Violence à l'égard des femmes et des filles
- Mariage précoce
- Initiatives de développement économique inadéquates pour les jeunes
- Ingérence dans le fonctionnement de l'appareil judiciaire

²⁵⁶ "Tableau de bord social", Institut national de la statistique, 2016

²⁵⁷ "Tableau de bord social", Institut national de la statistique, 2013

²⁵⁸ "Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples du Niger 2012", Institut national de la statistique et ICF International, 2013

²⁵⁹ "Annuaire statistique régional de Tahoua 2010-2014", Institut national de la statistique, novembre 2015

Risques induits par les événements

- Élections en 2021
- Loi de finances de 2018
- Pluies irrégulières
- Résurgence de l'épidémie de fièvre de la vallée du Rift
- Conflits entre agriculteurs et éleveurs
- Poursuite des grèves dans les centres de santé
- Composition politique de la CENI

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

- AREN (Association des éleveurs)
- Forces de sécurité fortes
- Partage d'informations entre les forces de sécurité, les communautés, et les groupes d'autodéfense et unités de patrouille intégrées.
- Groupe d'autodéfense DAN BANGA
- Systèmes traditionnels de règlement des différends
- ONG comblant les lacunes en matière de prestation de services et assurant la sensibilisation des gens à des questions spécifiques.

Économie et ressources

L'un des principaux défis à Tahoua réside dans la dépendance de la région à l'égard de l'agriculture de subsistance et de l'élevage dans un contexte d'insécurité alimentaire croissante, en partie en

« En dépit d'une bonne campagne agricole, il est surprenant de constater une augmentation des prix des produits de base par rapport à 2016. Par exemple, le prix du millet, qui est l'aliment de base, est passé de 10 000 francs à 22 000 CFA francs pendant la récolte. Cette augmentation affecte la population qui n'a pas de bons revenus en raison du manque d'activité économique autre que l'agriculture. Même si la culture de contre-saison se développe pour atténuer l'exode, cette situation est source d'insécurité alimentaire car les populations n'ont pas les moyens de survivre. Cela mène également à des conflits, en particulier en ce qui concerne la culture de contre-saison. Les terres utilisées pour ce type de culture sont très convoitées par les agriculteurs et les éleveurs de retour de transhumance ».

- Enseignant, région de Tahoua

raison de la Loi de finances de 2018. Entre autres questions, cette Loi augmente les taxes sur les produits alimentaires de base tels que le riz ou le millet, ce qui a un effet négatif sur les communautés les plus pauvres de Tahoua²⁶⁰. Les personnes interrogées ont exprimé leur indignation à l'égard de la nouvelle loi parce que les résidents s'attendaient à une baisse des coûts alimentaires cette année en raison de la forte récolte réalisée en 2017. Les personnes interrogées ont relevé la hausse des prix des produits de base allant de 2000 à 10000 francs CFA selon l'article et le lieu d'achat. L'augmentation du prix des produits de base a réduit le pouvoir d'achat des ménages de la région. L'épidémie de fièvre de la vallée du Rift survenue en 2016, qui a touché le cheptel de la région, a contraint les familles à liquider leur bétail avant qu'il ne perde une trop grande valeur et ne fasse baisser, au bout du compte, le retour sur investissement pour les familles de la région, accentuant ainsi les pressions économiques sur les ménages ; a constitué un facteur aggravant. En réponse, le gouvernement a mis en place des centres de distribution de vivres où les résidents peuvent acheter des vivres à des prix modérés en période de soudure.

²⁶⁰ "Niger: Anti-budget protest march planned in Niamey February 11 /update 2", GardaWorld, février 2018

La prestation de services à Tahoua a été décrite comme n'étant que « fonctionnelle » par les participants à la recherche sur le terrain parce que, bien que le gouvernement assure l'accès à la santé, à l'éducation et à l'électricité, ces services font souvent défaut, sont peu fréquents ou sont entravés par des problèmes d'infrastructure. Les ONG ont été plusieurs fois citées comme étant d'une importance cruciale pour aider le gouvernement et les communautés à combler les déficits en matière de prestation de services. Les personnes interrogées ont indiqué que les ONG consacrent une part importante de leur budget à faire en sorte que la prestation de services soit suffisante pour les résidents de Tahoua.

L'économie informelle de Tahoua est dominée par les femmes et les petites entreprises appartenant à des jeunes, ainsi que la florissante l'économie illicite. Cette économie illicite est en grande partie tributaire de la contrebande de carburant et de marchandises en provenance du Nigéria et de l'Algérie, du blanchiment d'argent et du trafic de drogue et d'êtres humains. Les marchandises de contrebande représentent 90 % des marchandises achetées à Tahoua, selon une personne interrogée lors d'un entretien avec les informateurs clés. Les drogues sont plus répandues dans la région, les médicaments prescrits sur ordonnance et d'autres substances illégales telles que Tramadol, Chica et Dissolution étant vendus dans les cafés fréquentés par la population jeune. La traite d'êtres humains s'est également intensifiée dans la région en raison de l'afflux de migrants à la recherche de voies pour se rendre en Europe.

Comme indiqué plus haut, les ONG ont joué un rôle essentiel dans le soutien de la capacité économique de Tahoua, selon les participants à la recherche sur le terrain. Les personnes interrogées ont cité les ONG comme étant actives dans le renforcement des capacités de la société civile, y compris le soutien aux initiatives en faveur de l'agriculture et de l'élevage, la distribution de vivres, les fournitures scolaires, la microfinance et

les plans d'action pour le développement, la restauration de l'environnement et le reboisement.

Enfin, Tahoua est confrontée à des conditions environnementales difficiles avec une désertification croissante, l'irrégularité des précipitations et les inondations qui sont autant de facteurs ayant un impact négatif sur le rendement agricole de la région. Ces conditions environnementales difficiles ont modifié les modes de production de cultures et limité la quantité de pâturages disponibles pour les éleveurs. Toutefois, le programme « *Nourriture contre travail* » mis en œuvre par l'ONG Collectif des organisations pour la défense du droit à l'énergie (CODDAE), qui fournit des vivres en échange de la récupération des terres par le reboisement afin de lutter contre la désertification croissante, a été spécifiquement cité par les participants à la recherche sur le terrain comme améliorant les conditions agricoles et environnementales de la région.

Population et démographie

La région de Tahoua jouit d'une forte cohésion ethnique entre les groupes ethniques Haoussa, Touareg, Peul et Arabe, mais a connu des pressions démographiques croissantes en raison de l'urbanisation galopante, en particulier sous l'effet de la migration des jeunes des zones rurales. Cette urbanisation croissante a commencé à mettre à rude épreuve la prestation des services d'éducation, de santé et de planification familiale, ainsi qu'à réduire la superficie des terres arables où les citoyens peuvent produire des vivriers.

Selon les participants à la recherche sur le terrain, l'éducation a été particulièrement affectée par le manque de financement par l'État. Les participants ont déclaré que les enseignants ne perçoivent pas régulièrement leur salaire. Les pressions démographiques ont aggravé le problème, l'effectif des classes s'accroissant excessivement pour atteindre 45 élèves dans certains cas.

Les femmes et les filles continuent d'être confrontées à des défis considérables dans la région de Tahoua. Plus de 74 % des femmes de la région de Tahoua sont mariées avant l'âge de 18 ans, tandis que 29 % d'entre eux sont mariées avant l'âge de 15 ans²⁶¹. Les personnes interrogées ont cité le faible niveau d'éducation et les raisons religieuses pour expliquer les taux élevés de mariages précoces à Tahoua. De plus, les personnes interrogées ont affirmé qu'il existe un « triangle de la honte » entre les départements de Konni, de Tchintabaraden et d'Abalak, dans

« La violence contre les femmes est réelle et fréquente. Les femmes refusent de se plaindre parce qu'elles ont des enfants avec leur mari et aussi parce que leur famille et leur religion les en dissuadent ».

- Personne interrogée, région de Tahoua

lequel il est courant que les chefs prennent une cinquième femme comme esclave pour leurs quatre autres femmes. La violence à l'égard des femmes continue également d'être un problème dans la région de Tahoua, les participants à la recherche sur le terrain ont cité le mariage forcé ou précoce, la pauvreté et l'ignorance comme les principaux facteurs contribuant au problème.

Les services de santé souffrent d'un grave manque de financement par l'État dans la région de Tahoua. Selon les personnes interrogées, les centres de santé communautaire de la région ne sont souvent dotés que d'infirmiers/d'infirmières, ce qui oblige les résidents à attendre plusieurs jours avant de voir le médecin, qui par un système de rotation arrive finalement dans leur centre de santé communautaire. Certains centres de santé ont récemment fait la grève en raison d'un retard de financement de cinq mois accusé par l'État. Les personnes interrogées ont indiqué que le recours à la planification familiale est faible dans la région, eu égard à des facteurs culturels et religieux. Les

OSC ont été citées par les participants à la recherche sur le terrain comme comblant une lacune cruciale dans la société en soutenant les groupes de femmes, l'éducation des filles, la planification familiale et d'autres services de santé.

Sécurité

Les Forces de défense et de sécurité (FDS) sont tenues en haute estime par les habitants de la région de Tahoua parce qu'elles sont perçues comme sensibles à la menace extrémiste croissante du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Toutefois, les personnes interrogées ont également reconnu que les FDS sont réputées pour utiliser des tactiques brutales telles que la détention et la torture de personnes soupçonnées d'extrémisme pendant des jours sans procédure légale. Les groupes communautaires et les groupes d'autodéfense jouent également un rôle de premier plan dans le dispositif sécuritaire de la région de Tahoua, coopérant avec les FDS pour partager des renseignements, effectuer des patrouilles et promouvoir des initiatives d'éducation, afin d'empêcher les jeunes de se radicaliser pour des raisons économiques. Des initiatives de développement économique ont été créées au niveau local pour cibler les populations de jeunes dans l'espoir de s'assurer que les pressions économiques ne les incitent pas à rejoindre des groupes extrémistes.

Les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que l'insécurité s'est progressivement accrue à Tahoua en raison de l'intensification des activités d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et du Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique occidentale (MUJAO) le long de la frontière du Mali et de la Libye. Les frontières ont été la vulnérabilité en matière de sécurité la plus souvent citée par les personnes interrogées en raison de la

²⁶¹ "Adolescents and Youth Dashboard – Niger", Fonds des Nations Unies pour la population

facilité avec laquelle AQMI et le MUJAO peuvent exploiter la faiblesse de la sécurité aux frontières pour des attaques ou pour établir de nouveaux territoires. De plus, les camps de réfugiés de l'autre côté de la frontière au Mali représentent une cible facile pour AQMI et le MUJAO, ainsi qu'un terrain de recrutement potentiel, ce qui a été une préoccupation exprimée par les personnes interrogées.

"La partie nord de la région est la plus touchée par l'insécurité avec des raids et des enlèvements sporadiques d'AQMI. Les FDS jouent un rôle important dans la lutte contre l'insécurité, notamment par des patrouilles mixtes composées de l'ensemble des services de sécurité. Ces patrouilles ont largement contribué à la réduction du banditisme dans la région."

- Enseignant, région de Tahoua

La florissante économie illicite et l'insécurité croissante à Tahoua ont également entraîné une augmentation de la criminalité dans toute la région. Les pressions démographiques dans les villes et l'incapacité des jeunes à trouver des possibilités d'emploi ont été citées comme les principaux facteurs contribuant à la croissance de la criminalité dans la région. Les personnes interrogées ont déclaré que le trafic d'armes et de drogue avait augmenté, de même que les enlèvements et les attentats les jours de marché. Des conflits ont également éclaté entre les gangs rivaux des trafiquants de drogue, selon les participants à la recherche sur le terrain.

Enfin, la région continue de connaître des conflits à petite échelle liés à l'exploitation des terres. Les personnes interrogées ont indiqué qu'il est courant que les commissions foncières vendent les mêmes terres plusieurs fois, ce qui entraîne des conflits à petite échelle dans toute la région. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont également

fréquents dans la région de Tahoua. Les participants à la recherche sur le terrain ont noté qu'une association d'éleveurs, à savoir : l'Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN), travaille à éduquer les éleveurs sur les couloirs mis en place qui peuvent être utilisés pour éviter les conflits avec les agriculteurs.

« La gestion des communes est déplorable en raison du non reversement des subventions de l'État aux communes. Les ressources municipales sont très faibles et les fournisseurs de services sont affectés par les retards de paiement. En outre, il existe des cas de détournement de fonds par les présidents des conseils avec la complicité des représentants de l'État tels que les préfets. Par exemple, en 2015, dans une commune de la région de Tahoua, après accusation de la société civile, il a été constaté que le maire de la commune avait détourné une importante somme d'argent. Après un bref séjour en prison, le même maire a été libéré et réintégré. »

- Enseignant, région de Tahoua

Politique et gouvernance

La participation politique dans la région de Tahoua souffrirait d'un manque de confiance du public dans les partis politiques et les politiciens pris individuellement en raison de décennies d'instabilité politique et de promesses non tenues. Les participants avaient l'impression que le pouvoir législatif était aux ordres de l'exécutif, au lieu d'être au service des électeurs. La corruption et le népotisme ont également été des problèmes régulièrement cités, les personnes interrogées ont déclaré que les fonctions de gestion des ressources naturelles et des finances étaient particulièrement touchées. Il a été relevé de façon spécifique que la corruption empêche les services sociaux au niveau communal de recevoir des fonds suffisants pour répondre aux besoins de la population. La Loi de finances de 2018 n'a fait

qu'aggraver le problème, selon les personnes interrogées, en érodant la confiance de la population suite à l'augmentation des salaires des membres gouvernement alors que le prix des produits de base continue d'augmenter à un niveau hors de portée des habitants de la région de Tahoua.

« Les femmes et les jeunes sont actifs en politique ; par contre, nous ne laissons pas les femmes prendre part aux prises de décisions. Les hommes prennent des décisions importantes tard le soir, lorsque les femmes ne sont plus là. Il n'y a pas beaucoup de jeunes en politique parce qu'ils sont considérés comme étant trop jeunes ».

- Personne interrogée, région de Tahoua

Les élections ont également été une source de préoccupation chez les participants à la recherche sur le terrain parce que la violence a tendance à atteindre des pics pendant les périodes électorales. Les personnes interrogées ont exprimé un malaise par rapport aux nouveaux systèmes biométriques qui seront déployés pour les élections de 2021 et au sujet de la composition politique de la Commission électorale (CENI), vu que les partis politiques de l'opposition n'y participent pas actuellement. Les participants craignent qu'en l'absence de changements à la CENI, les partis d'opposition boycottent les élections et plongent le pays dans un conflit.

Les femmes et les jeunes ont continué à jouer un rôle plus important dans la vie politique depuis la mise en œuvre des quotas hommes/femmes en 2001. Le système des quotas assure un certain niveau de représentation mais, en réalité, les personnes interrogées ont déclaré que les femmes et les jeunes n'ont toujours pas de pouvoir décisionnel en politique. Les jeunes sont régulièrement utilisés comme organisateurs

pendant les campagnes, mais la possibilité ne leur est jamais donnée de servir dans l'administration publique, ce qui constitue une source de frustration pour les personnes interrogées lors des EIC.

Les OSC et les médias ont des relations différentes avec le public dans la région de Tahoua. Elles sont considérées comme des forces positives au sein de la communauté et participent à l'éducation, à la mobilisation et à la sensibilisation sur des questions spécifiques touchant la communauté au sens large. À l'inverse, de nombreux participants à la recherche sur le terrain ont perçu les médias comme contribuant à la faiblesse de la gouvernance, dans le sens où ils pratiquent l'autocensure, afin de maintenir l'accès aux politiciens plutôt que de leur demander des comptes.

État de droit

Selon les personnes interrogées, la magistrature de la région de Tahoua manque d'indépendance judiciaire parce que la justice est souvent politisée au profit du pouvoir exécutif. Les systèmes judiciaires sont souvent lents malgré l'ouverture d'unités de tribunaux mobiles visant à accroître l'accès à la justice et à réduire le temps d'attente. La police judiciaire a été perçue par de nombreux participants à la recherche sur le terrain comme étant corrompue, ayant tendance à abuser de ses pouvoirs et fonctionnant selon des directives opaques inconnues du public.

« La justice est caractérisée par deux choses : la peur de la justice et son indépendance. Le Parlement n'est pas aussi indépendant, et cela est dû au vote de la Loi de finances de 2018 qui est défavorable aux citoyens pauvres ».

- Agent de développement, région de Tahoua

Les systèmes traditionnels de résolution des conflits sont largement utilisés dans la région de Tahoua comme première étape pour tenter de résoudre les conflits. Les personnes interrogées ont indiqué que les femmes, en particulier, ont recours aux systèmes traditionnels de résolution de conflits en raison de la neutralité perçue et de l'accès accordé par les chefs et les responsables religieux, que n'offre pas le système judiciaire.

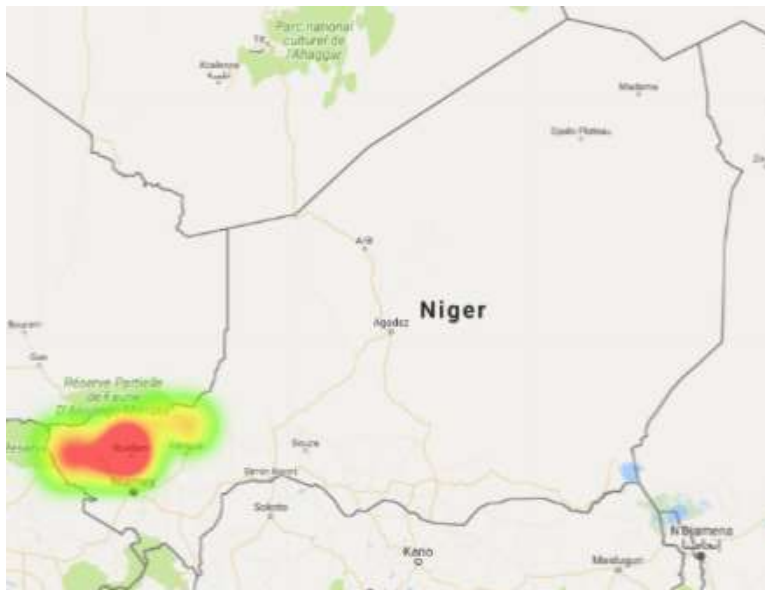
Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

L'AREN (l'Association des éleveurs) a été citée par les participants à la recherche sur le terrain comme une source de résilience pour travailler avec les éleveurs afin de s'assurer que les couloirs désignés pour la transhumance étaient utilisés pour éviter les conflits avec les agriculteurs. En outre, les participants ont noté que des fortes forces de sécurité contiennent AQMI et le MUJAO

principalement au Mali et en Libye, en dehors d'attaques occasionnelles perpétrées au Niger. Les forces de sécurité parviennent à maintenir les groupes extrémistes à l'extérieur de Tahoua et ont renforcé leur coopération avec les communautés et les groupes d'autodéfense. Le partage d'informations et les unités de patrouille intégrées accroissent l'efficacité de la sécurité aux frontières. Dan Banga a été reconnu comme un groupe d'autodéfense important et influent qui protège les communautés locales des menaces extrémistes potentielles dans le Nord de Tahoua. En matière d'État de droit, les systèmes traditionnels de résolution de conflits de Tahoua offrent aux résidents une forme de justice fiable, équitable et accessible. Enfin, les personnes interrogées ont noté que les ONG jouent un rôle vital en comblant les lacunes dans la prestation des services et en assurant la sensibilisation sur les questions spécifiques se posant au sein de la communauté.

Région de Tillabéri

La région de Tillabéri est située au sud-ouest du Niger, faisant frontière avec le Mali au nord, le Nigéria à l'ouest et le Bénin au sud. La région abrite environ 3 155 731 Nigériens²⁶². Les groupes ethniques les plus importants représentés à Tillabéri sont les Haoussas et les Djerma-Songhaï²⁶³. Le pays est majoritairement musulman, 99 % de la population pratiquant cette religion²⁶⁴. L'économie de Tillabéri est largement tributaire de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et du tourisme²⁶⁵.



Vulnérabilités structurelles

- Hausse des prix des produits de base
- Difficulté d'accès aux soins de santé
- Tensions de faible niveau autour du régime foncier
- Mauvaise gestion des ressources naturelles
- Mariage précoce
- Difficulté d'accès aux centres de santé, en particulier dans les zones rurales
- Croissance démographique
- Tendances de migration des jeunes vers les zones urbaines et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest
- Faible recours à la planification familiale
- Violence basée sur le genre (VBG)
- Perceptions de corruption au sein du système politique
- Retard dans l'organisation des élections locales
- Faible présence des partis politiques dans les communautés
- Manque de confiance dans le système judiciaire formel

Risques induits par les événements

- Insécurité alimentaire
- Activités économiques illicites, y compris le trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains
- Incidents de conflit entre agriculteurs et éleveurs
- Attentats terroristes

²⁶² "Tableau de bord social", Institut national de la statistique, 2016

²⁶³ "Tableau de bord social", Institut national de la statistique, 2013

²⁶⁴ "Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples du Niger 2012", Institut national de la statistique et ICF International, 2013

²⁶⁵ "Annuaire des statistiques régionales 2010-2014, Région de Tillabéri", Institut national de la statistique, 2015

- Organisations de la société civile (OSC) et ONG
- Commission nationale des droits de l'homme (CNDH)
- Programmes de microcrédit pour les femmes et les jeunes
- Stations de radios communautaires

Économie et ressources

Les principales activités économiques de Tillabéri sont l'agriculture (en particulier, la riziculture et le maraîchage), l'élevage et le commerce. Les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que la hausse des prix des produits de base, en particulier le millet et le maïs, ainsi que l'insécurité alimentaire constituent des vulnérabilités économiques majeures dans la région.

Selon les participants à la recherche sur le terrain, l'insécurité alimentaire est une préoccupation majeure dans la région et a entraîné la famine, la malnutrition et l'exode massif des jeunes. La hausse du prix du millet et du maïs est l'un des facteurs majeurs de l'insécurité alimentaire, car de nombreuses personnes vivent de ces deux produits. La faible pluviosité due au changement climatique a également entraîné une baisse de la production de produits agricoles. Les personnes interrogées ont indiqué que les gens sont réticents à adopter de nouvelles méthodes agricoles pour s'adapter à ces pressions environnementales. Par exemple, un participant à un entretien avec les informateurs clés (EIC) a signalé que plusieurs personnes hésitaient ou ne pouvaient pas se permettre d'acheter des variétés de millet et de maïs qui résistent mieux aux effets du changement climatique.

Les femmes et les jeunes jouent un rôle important dans le développement économique de la région selon les parties prenantes. Les femmes tiennent souvent de petites entreprises et travaillent dans la production agricole pour subvenir aux besoins de leur famille. Au cours d'un EIC avec un représentant d'une ONG, le participant a fait remarquer que le phénomène de la migration hors du Niger a obligé de nombreuses femmes à

subvenir aux besoins de leurs familles en l'absence de leurs maris. Les jeunes participent aussi activement à l'économie en conduisant des taxis, en fabriquant et en vendant des briques ainsi qu'en vendant des fruits et des légumes.

L'activité économique illicite serait répandue à Tillabéri, en particulier la contrebande de carburant en provenance du Nigéria et de l'Algérie. Les participants à la recherche sur le terrain ont également signalé des cas de trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains, ainsi que de contrebande d'autres biens tels que l'or. Un participant à un EIC a signalé que la proximité de Tillabéri avec le conflit au Mali a entraîné une prolifération d'activités économiques illicites, en particulier le trafic d'armes et de drogue.

Les participants à la recherche sur le terrain ont également signalé que les questions foncières sont un sujet de préoccupation dans la région et concernent principalement les conflits liés à l'héritage ou aux limites des champs ou des vergers. En outre, les conflits entre agriculteurs et éleveurs pour l'accès à l'eau sont un facteur de tension supplémentaire. Les personnes interrogées ont noté que les problèmes fonciers sont souvent aggravés par l'analphabétisme et la croissance démographique rapide. Ces conflits sont principalement résolus au niveau communautaire.

Enfin, les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que les ressources naturelles de la région sont mal gérées. Les personnes interrogées ont cité la déforestation et la disparition des sources d'eau et de la faune comme préoccupations majeures. En plus, la gestion des ressources naturelles manquerait de transparence suffisante.

Population et démographie

Les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que la migration et la croissance démographique sont les principales vulnérabilités démographiques à Tillabéri. Les jeunes émigraient de la région à la recherche de meilleures opportunités économiques dans des pays tels que la Libye, la Côte d'Ivoire et l'Algérie. L'exode rural est également courant, les populations quittant les zones rurales pour les grandes villes telles que Filingué et Niamey.

La croissance démographique et la surpopulation sont également des vulnérabilités démographiques clés, qui entraînent la surpopulation des écoles et des centres de santé et la surexploitation des infrastructures hydrauliques et électriques. Selon un représentant d'une ONG, les autres facteurs qui contribuent à l'incapacité d'accéder aux services sociaux sont la pauvreté, la distance, le manque de transport, le manque de personnel et le manque de confiance dans les services.

En ce qui concerne le système de santé, les personnes interrogées ont indiqué qu'il existe des centres de santé dans la région, mais que les prix élevés incitent souvent les gens à acheter des médicaments dans la rue plutôt que dans les centres de santé. De plus, certains villages ne disposent pas de centres de santé ou de cliniques facilement accessibles. Dans les plus grands villages, il existe des centres de santé intégrés (CSI) et dans les villes, il existe des hôpitaux régionaux. D'autres services publics, tels que l'éducation et l'eau, seraient disponibles et fonctionnels dans la région, mais les personnes interrogées ont signalé certaines lacunes. Par exemple, au cours d'un EIC, un participant a déclaré que les écoles manquent de ressources de base telles que les fournitures scolaires et les supports didactiques.

Les participants à la recherche sur le terrain ont également signalé que la planification familiale

n'est pas largement pratiquée dans les zones rurales de Tillabéri, eu égard au manque d'instruction, à l'analphabétisme et aux facteurs culturels. Lors d'un EIC avec un représentant d'une ONG, le participant a déclaré que dans le contexte des mariages polygames, les coépouses se livrent parfois concurrence pour avoir plus d'enfants. Les femmes des zones urbaines ont un meilleur accès aux centres de santé que les femmes des zones rurales et pratiquent généralement la planification familiale. Les taux de mortalité maternelle et infantile seraient élevés en raison du manque de soins de santé à coûts abordables et accessibles.

Les mariages précoces seraient fréquents dans la région et les personnes interrogées ont indiqué que de nombreuses filles abandonnent l'école prématurément pour se marier. Selon un participant aux EIC, les parents préfèrent marier leurs filles en raison de la dégradation du système éducatif, ainsi que d'autres facteurs tels que la pauvreté, l'ignorance et le chômage. La violence à l'égard des femmes serait également très répandue ; les personnes interrogées ont cité la violence conjugale, le travail forcé et la polygamie comme préoccupations majeures.

Sécurité

Les participants à la recherche sur le terrain ont cité la porosité des frontières avec le Mali et le Nigéria, la criminalité et le terrorisme comme étant des questions clés qui minent la sécurité à Tillabéri.

Le terrorisme a été cité comme l'un des principaux facteurs de risque dans la région, en particulier le long de la frontière avec le Mali. La violence liée au terrorisme a eu un impact négatif sur le développement économique de la région en raison de la fermeture des marchés locaux, en particulier ceux situés à proximité de la frontière malienne. Les participants à la recherche sur le terrain ont également cité les jeunes comme une population vulnérable, affirmant que de nombreux jeunes ont été recrutés par des groupes extrémistes. Selon un

participant aux EIC, la commune rurale d'Abala a été le centre d'attaques terroristes à Tillabéri en raison de sa proximité avec le Mali.

Outre les activités terroristes de l'autre côté de la frontière entre le Niger et le Mali, les personnes interrogées ont signalé des incidents de violence entre les communautés Touareg et Peul. Selon un avocat de Tillabéri, l'on dénombre des groupes armés organisés selon des critères ethniques dans la région.

Les personnes interrogées ont également indiqué que l'activité économique illicite, en particulier le trafic d'armes, est liée à la porosité de la frontière de la région avec le Mali. La circulation illégale d'armes a entraîné le banditisme armé des jeunes, selon un participant à la recherche sur le terrain.

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs ont été cités au nombre des problèmes de sécurité dans la région. Des conflits surviennent au sujet de l'accès aux ressources en partage, comme la terre et l'eau. Selon un participant à la recherche sur le terrain, Abala est une zone de transhumance, traversée par des éleveurs du Niger, du Mali, du Burkina Faso et du Bénin. Les personnes interrogées ont indiqué qu'une initiative gouvernementale avait été lancée en 1961 pour désigner des zones de pâturage, mais qu'elle n'a pas été relancée depuis lors. La loi ne serait pas respectée et les conflits entre propriétaires terriens, éleveurs et agriculteurs seraient fréquents.

Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les Forces de défense et de sécurité (FDS) jouent un rôle vital dans la protection de la région et le maintien de l'ordre. Toutefois, au cours d'un EIC, un représentant d'une organisation régionale au service de la consolidation de la paix a fait remarquer que les forces de police ne disposaient pas du matériel nécessaire pour être pleinement efficaces. Les communautés jouent également un rôle vital dans la sécurité, selon les participants à la recherche sur le terrain. Par

exemple, des forums intercommunautaires sur la sécurité ont été mis en place dans la région.

Politique et gouvernance

Les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que les perceptions de corruption et de népotisme ont détruit la légitimité politique dans la région et a créé progressivement un manque de confiance entre la population et les acteurs politiques.

Bien que l'on dénombre plus de 100 partis politiques dans le pays, les personnes interrogées ont indiqué que leur présence est faible dans les communautés locales. De nombreux participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les partis politiques ne collaborent pas avec les communautés et ne sont présents et visibles sur le terrain que pendant les périodes électorales.

« Il y a une faible présence de partis politiques dans la ville. C'est comme si les dirigeants n'étaient pas trop motivés. Les partis ne sont pas vraiment impliqués dans la vie de la communauté comme ils le devraient. »

- Avocat, région de Tillabéri

En outre, les participants à la recherche sur le terrain se sont dits préoccupés par l'organisation des futures élections, soulignant la nécessité d'une plus grande transparence. Au cours d'un EIC, un journaliste a déclaré que si les élections ne sont pas transparentes, les citoyens n'accepteront pas les résultats, ce qui pourrait entraîner des tensions politiques. Une autre préoccupation majeure à Tillabéri concerne le retard persistant dans l'organisation des élections locales, ce qui a permis aux dirigeants locaux de proroger leur mandat. Parmi les autres vulnérabilités liées aux futures élections, figurent le faible niveau de confiance dans la commission électorale et les préoccupations concernant la mise en place d'un fichier biométrique des électeurs.

Aux dires des participants à la recherche sur le terrain, les femmes participent activement au processus électoral et sont impliquées dans la prise de décisions au niveau local. Bien qu'elles ne soient toujours pas équitablement représentées au gouvernement, il y aurait trois conseillères communales sur 13 à Abala. Le Niger dispose d'une loi sur les quotas hommes/femmes qui exige qu'au moins 10 % des deux sexes soient représentés sur les listes électorales et aux postes électifs. Les personnes interrogées ont indiqué que cette loi a contribué à augmenter le nombre de femmes au gouvernement.

Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle important en politique selon les participants à la recherche sur le terrain, mais peuvent parfois être politisées. Les OSC sensibilisent le public sur les politiques et informent les populations sur leurs droits.

État de droit

Les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que la population de Tillabéri manque de confiance dans le système judiciaire en raison des perceptions de corruption, d'inefficacité et de lenteur des délais de traitement des cas. En outre, les personnes interrogées ont déclaré que le système judiciaire n'est pas considéré comme indépendant du pouvoir exécutif et que la population est largement d'avis que la justice n'est accessible qu'aux riches.

De plus, les personnes interrogées ont signalé que les citoyens n'ont pas été suffisamment informés de leurs droits légaux. Le personnel du système judiciaire n'a pas la formation ou la connaissance adéquate des textes juridiques du pays et n'est donc pas en mesure d'éduquer correctement la population.

Les participants à la recherche sur le terrain ont également indiqué qu'il est plus difficile d'obtenir justice dans le système formel. Un participant a

cité un exemple de désaccord entre deux éleveurs voisins au sujet d'un âne. Lorsque l'affaire a été portée devant le système judiciaire formel, le problème a pris de l'ampleur et les amendes ont également augmenté. Pour finir, l'affaire a été renvoyée à la cour d'appel de Niamey, même s'il s'agissait à l'origine d'un différend mineur. Au lieu du système de justice formel, les chefs traditionnels, les chefs de tribus, les chefs de cantons, les chefs de villages et les chefs de districts facilitent souvent les mécanismes alternatifs de règlement des litiges et des conflits. En outre, la Commission foncière, le Code rural et la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) contribueraient tous, semble-t-il, à rendre justice aux populations locales.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

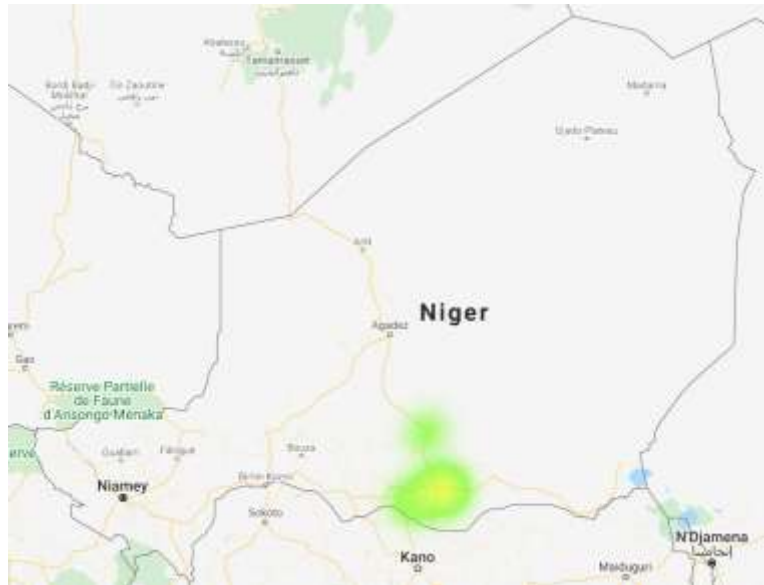
Malgré les vulnérabilités et les risques décrits ci-dessus, les participants à la recherche sur le terrain à Tillabéri ont identifié un certain nombre de sources de résilience sociale et institutionnelle. Les organisations de la société civile et les ONG jouent un rôle important dans le développement économique en investissant dans les services sociaux de base, à savoir la santé, l'éducation et l'eau. Les ONG ont également été citées comme une source importante de résilience économique grâce à la distribution de vivres et au don de bétail et de cultures de contre-saison aux agriculteurs. Les initiatives de l'État et les ONG jouent également un rôle dans la sensibilisation à la sécurité, qui a doté les citoyens d'outils pour intervenir et alerter les autorités sur les situations suspectes. Les participants à la recherche sur le terrain ont également cité les campagnes de sensibilisation et les formations visant à lutter contre la radicalisation comme facteurs de résilience. Ces initiatives comprennent également des cadres de dialogue entre les communautés de réfugiés dans la région et les communautés locales. En ce qui concerne les pressions démographiques, les ONG informent la population sur la planification familiale, la migration, le mariage précoce et la surpopulation. Par exemple,

les participants à la recherche sur le terrain ont cité une station de radio communautaire, « La Voix du peuple » de l'ONG Alternative espace citoyen, qui anime des émissions sur ces questions. De même, des ONG comme PLAN Niger, OXFAM et Eau vive internationale travaillent à l'amélioration des services sociaux dans la région. Selon les personnes interrogées, ces organisations ont amélioré l'accès à l'eau en construisant des puits. Elles fournissent également des microcrédits aux femmes et aux jeunes. Des sources de résilience politique ont été identifiées au cours du travail sur le terrain, tel que la création d'un conseil des jeunes, qui aurait rendu la prise de décisions plus

organisée et plus inclusive. À Abala, une fédération de femmes appelée Haske Karkara a également été créée, laquelle intègre toutes les femmes des différents partis politiques. Enfin, dans le domaine de l'État de droit, la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) a été citée comme facteur de résilience. La CNDH éduque les citoyens nigériens sur leurs droits et est représentée au niveau local. Les chefs traditionnels et d'autres chefs communautaires jouent également le rôle de médiateurs au sein de leurs communautés et les personnes interrogées ont indiqué que leurs décisions sont respectées.

Région de Zinder

La région de Zinder est située le long de la frontière sud dans la région orientale du pays, faisant frontière avec le Nigéria au sud et abrite environ 4 132 321 Nigériens²⁶⁶. Les groupes ethniques les plus importants représentés à Zinder sont les Haoussa et les Kanouri, suivis des Peuls²⁶⁷. Le pays est majoritairement musulman, 99 % de la population pratiquant cette religion²⁶⁸. L'économie de Zinder est largement tributaire de l'agriculture de subsistance, de l'élevage de bétail²⁶⁹, du forage pétrolier, du raffinage et de l'exploitation minière²⁷⁰.



Vulnérabilités structurelles

- Chômage des jeunes
- Augmentation du coût des marchandises
- Financement insuffisant des projets d'amélioration de la vie publique
- Migration vers la région
- Perceptions de corruption chez les dirigeants nationaux et locaux
- Faible respect des codes électoraux et des limites de mandat
- Mortalité infantile et maternelle élevée
- Faible représentation des femmes dans le leadership politique

Risques induits par les événements

- Pressions climatiques sur l'agriculture
- Violence électorale au niveau local
- Conflit entre agriculteurs et éleveurs
- Activité terroriste près de la frontière nigériane

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

- Organisations de la société civile (OSC)
- Éducation et activisme en matière de santé au niveau local à l'initiative de femmes

²⁶⁶ "Tableau de bord social", Institut national de la statistique, 2016

²⁶⁷ "Tableau de bord social", Institut national de la statistique, 2013

²⁶⁸ "Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples du Niger 2012", Institut national de la statistique et ICF International, 2013

²⁶⁹ "Annuaire des statistiques régionales 2010-2014, Région de Zinder", Institut national de la statistique, 2015

²⁷⁰ "Niger 2017", Perspectives économiques en Afrique, 2017

Économie et ressources

Selon les participants à la recherche sur le terrain, l'insécurité alimentaire est une préoccupation majeure à Zinder. La question de la malnutrition chez les enfants a également été soulignée par les personnes interrogées. Celles-ci ont attribué l'insécurité alimentaire à l'augmentation du prix des biens de consommation et du coût du transport. En outre, toutes les personnes interrogées ont indiqué que les sources d'alimentation locales, notamment l'agriculture, la pêche et l'élevage, ont récemment été mises à rude épreuve par la sécheresse. Les personnes interrogées ont également souligné que les pressions démographiques telles que les migrations en provenance des pays voisins, notamment l'Algérie et la Libye, exercent une pression sur les ressources alimentaires locales.

« Il y a une augmentation du prix des produits de base comme les haricots, les arachides, etc. En raison des sécheresses et de leurs effets, la population est en difficulté financière. Il y a aussi le problème du changement climatique, qui est un obstacle à l'agriculture, à la pêche et à l'élevage ».

- Représentant de la société civile, région de Zinder

Les ONG ont été citées par les participants à la recherche sur le terrain comme des contributeurs clés à l'atténuation de l'insécurité alimentaire et des tensions financières dans la région. Les personnes interrogées ont indiqué que le travail ne pouvait pas permettre à de nombreux membres de la communauté locale de couvrir leurs besoins financiers et que les acteurs non étatiques ont joué un rôle crucial pour combler cette lacune.

Les participants ont également signalé l'existence de ressources naturelles telles que le pétrole, l'or et l'uranium dans la région de Zinder, mais ils ont aussi déclaré que les collectivités locales n'ont pas les moyens d'accéder à ces ressources naturelles

ou d'en tirer convenablement profit. Les personnes interrogées ont souligné que les ressources communautaires, y compris, mais sans s'y limiter, ces ressources naturelles, étaient contrôlées par les autorités locales comme la municipalité et les chefs traditionnels.

Les personnes interrogées ont indiqué que la population locale s'est de plus en plus investie dans les petites entreprises informelles et à petite échelle en réponse aux pressions financières liées au changement climatique et aux pressions démographiques mentionnées ci-dessus. Les participants ont également décrit une économie illicite active à Zinder consistant au trafic de drogue, à la consommation de drogue et à la vente d'objets volés.

Les personnes interrogées avaient des perceptions différentes au sujet du rôle des femmes dans l'économie de Zinder. Un représentant de la société civile a cité les femmes comme étant des contributrices clés dans l'agriculture, l'élevage et le travail artisanal. Par contre, au cours d'un EIC avec un consultant universitaire, le participant a décrit le rôle économique des femmes dans l'économie régionale comme consistant principalement à tenir de petites entreprises, tout en soulignant leur manque de ressources économiques.

Les personnes interrogées ont également exprimé des opinions divergentes sur le rôle économique des jeunes. Un représentant de la société civile a décrit les jeunes de la région comme des membres productifs clés de l'économie de Zinder qui manquent de possibilités économiques. À l'inverse, un consultant universitaire a estimé que les jeunes de la région étaient en grande partie improductifs et manquaient de volonté de contribuer à l'économie de la région.

Population et démographie

Les participants à la recherche sur le terrain ont souligné que la pression de la croissance démographique sur les ressources locales était

une préoccupation majeure. Ils ont souligné que la migration et les taux de fécondité élevés à l'échelle régionale sont les principaux facteurs qui contribuent à la croissance démographique signalée et à la pression subséquente sur les Ressources locales.

"L'impact de la pression démographique crée un décalage entre les services sociaux de base et les besoins. La politique publique ne peut plus répondre aux besoins de cette population croissante."

- Consultant universitaire, région de Zinder

Les personnes interrogées sur le terrain ont fait état à la fois de l'exode rural interne et des flux migratoires traversant Zinder en direction d'autres pays de la région. Certaines personnes interrogées ont souligné le mouvement des migrants traversant Zinder pour se rendre en Libye et ont décrit la région comme un point de passage clé. D'autres participants ont discuté de la migration des zones rurales vers les centres urbains ainsi que de la migration vers les régions et pays voisins pendant la saison sèche. Les personnes interrogées ont fait état d'un fort mouvement de population dans le département de Matamaye et d'un mouvement important de femmes et d'enfants dans les départements de Gouré et de Tanout. Les personnes interrogées ont mentionné le chômage, l'insécurité alimentaire et la densité croissante de la population de Zinder comme étant les principales préoccupations liées à la migration.

Les personnes interrogées ont également fait état d'une hausse du taux de fécondité régional, qui est passé 7,5 enfants par femme. Elles ont également signalé un taux élevé de mortalité infantile et maternelle dans la région. Les femmes ont été créditées du renforcement de la prise de conscience et de l'acceptation sociale des méthodes de planification familiale à Zinder. Les participants ont noté qu'il existe des mariages précoces dans les communautés locales, mais le

gouvernement a pris des mesures pour résoudre ce problème en instaurant une limite d'âge minimum pour le mariage à 15 ans pour les femmes et à 18 ans pour les hommes.

Politique et gouvernance

Les participants à la recherche sur le terrain se sont dits préoccupés par les perceptions de corruption, tant chez les dirigeants locaux qu'au niveau national. Les personnes interrogées ont cité les multiples accusations de corruption portées contre des maires et les cas de vol de l'aide alimentaire par des distributeurs locaux comme exemples de corruption au sein de l'administration locale. Les personnes interrogées ont également souligné l'accent mis par les responsables locaux sur les priorités des partis politiques par rapport aux besoins des communautés locales. Les participants à un EIC se sont dits convaincus que la corruption avait empêché le président de se concentrer sur des questions locales telles que la santé et l'éducation.

« La corruption existe de telle manière que chacun doit se protéger. »

- Représentant de la société civile, région de Zinder

Les participants ont également donné l'impression que les administrateurs et les élus locaux ne tenaient pas compte, pour l'essentiel, des griefs des communautés locales et n'assuraient souvent pas les services de base tels que l'assainissement. Les personnes interrogées ont indiqué que les responsables locaux faisaient souvent des promesses aux électeurs qu'ils ne pouvaient pas tenir en raison d'un manque de capacités et de ressources financières. Les participants à un EIC ont signalé que ce manque de financement pour les projets locaux a souvent amené les fonctionnaires locaux à compter sur l'aide financière privée pour réaliser des projets d'amélioration de la vie publique. Il a également

été relevé que les dirigeants locaux hésitent parfois à poursuivre des projets d'amélioration de la vie publique en raison d'un climat politique local qui résisterait au changement.

Les participants à la recherche sur le terrain ont décrit les parlementaires comme étant fort impopulaires et insensibles aux désirs de leurs électeurs. Les personnes interrogées ont indiqué que de nombreux législateurs passent le clair de leur temps à Niamey plutôt qu'à Zinder, ce qui exacerbe davantage ce sentiment de décalage. Elles ont également indiqué que le Parlement n'est pas indépendant vis-à-vis du pouvoir exécutif.

« La plupart des parlementaires élus siègent à Niamey avec des visites occasionnelles dans leur base régionale. Cette situation crée donc un vide en matière de leadership au sein de leurs circonscriptions. En conséquence, les communautés locales ont du mal à exprimer leurs doléances ».

- Consultant universitaire, région de Zinder

Les participants à la recherche sur le terrain ont décrit le système électoral comme étant défaillant en raison des fortes alliances ethniques et du mépris des procédures électorales tant des autorités locales que de l'électorat. Les personnes interrogées ont indiqué que les élections locales n'avaient pas eu lieu depuis six ans et que, par conséquent, les responsables locaux ont prolongé leur mandat. Les participants ont également signalé que le public ne fait pas confiance à la Commission électorale et ont cité le non-respect des codes électoraux locaux comme une préoccupation actuelle.

Les femmes et les jeunes sont peu représentés dans le leadership politique, selon les personnes interrogées lors des EIC. Il existe un quota hommes/femmes aux postes de responsabilité politique, mais il ne serait pas respecté. Selon les participants, les jeunes sont principalement

utilisés comme moyen de mobilisation des électeurs et sont plus vulnérables à l'exploitation par les candidats, surtout s'ils sont sans emploi.

Sécurité

Les personnes interrogées ont indiqué que les forces de sécurité nigériennes jouent un rôle central dans la sécurisation des frontières et le maintien de la sécurité dans les villages locaux. Elles ont également fait état de l'activité des « brigades » dans la région dont l'objectif est d'assurer la protection générale des civils, la sécurité des travailleurs humanitaires et des partenaires au développement dans la région. Toutefois, les participants aux EIC ont également signalé que le manque de communication entre la population et ces forces de sécurité limite leur efficacité.

Les tensions entre agriculteurs et éleveurs ont été signalées comme étant la source de conflit la plus courante au sein des communautés locales. Ces conflits seraient centrés sur la disponibilité et la propriété des terres et les questions liées à la transhumance. Le changement climatique et la rareté des ressources naturelles ont également été identifiés par les participants aux EIC comme facteurs contribuant aux conflits entre agriculteurs et éleveurs.

La violence motivée par des considérations religieuses a également été identifiée comme un risque à la sécurité par les personnes interrogées. Celles-ci ont souligné le rôle clé de la religion dans la vie de nombreuses personnes dans la région de Zinder. Les participants ont également noté que des événements internationaux tels que l'attentat contre Charlie Hebdo en France pourraient être des déclencheurs potentiels de violence locale à base religieuse.

Les personnes interrogées ont également identifié les zones proches de la frontière nigérienne comme un point névralgique en matière de sécurité. Elles ont souligné que les activités terroristes et le risque

de radicalisation des jeunes chômeurs locaux constituent un risque pour la sécurité. Bien que les participants aux EIC aient indiqué que les forces de sécurité locales avaient été efficaces dans la sécurisation de la région, ils estimaient également que cette région frontalière de Zinder était toujours plus exposée aux attentats et aux actes de violence terroristes.

« La religion est très importante à Zinder. Le problème avec "Charlie Hebdo" a créé des tensions où les gens se sont déchaînés pour brûler des églises, des bâtiments publics, des banques, etc. Donc, vous comprenez comment la religion peut être utilisée pour créer le chaos dans la région ».

- Consultant académique, région de Zinder

Les participants ont également considéré la violence électorale comme un risque pour la sécurité à Zinder. Les personnes interrogées ont indiqué que plusieurs facteurs ont contribué à la violence électorale au niveau local. Parmi les facteurs qui ont contribué à cette violence, figuraient les niveaux élevés d'ethnocentrisme en politique, la méfiance du public à l'égard de la commission électorale et le non-respect des codes électoraux établis par les administrateurs locaux et les électeurs.

État de droit

Les personnes interrogées ont indiqué que l'efficacité du système judiciaire à Zinder était limitée par la disponibilité des services juridiques et par le manque de compréhension du public de ses droits et des procédures judiciaires. Les

personnes interrogées ont cité la crainte du système judiciaire, le coût élevé des services juridiques et le manque de compréhension comme raisons pour lesquelles le public ne perçoit pas le système judiciaire à Zinder comme étant accessible.

La criminalité à Zinder inclurait le trafic de drogue et le trafic d'armes, qui a été présentée comme étant en recrudescence chez les jeunes. Les personnes interrogées ont également fait état d'une augmentation de l'activité des gangs. Les participants étaient d'avis que la capacité du système judiciaire à réprimer ces crimes à Zinder était limitée parce que, à l'époque, le procureur général de Zinder était en prison pour motif de corruption.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les ONG et les travailleurs humanitaires ont été cités comme représentant une source principale de résilience et un partenaire clé dans l'atténuation de l'insécurité alimentaire. Les personnes interrogées ont indiqué que ces groupes jouent un rôle important pour ce qui est de combler le fossé entre un revenu insuffisant et la hausse du prix des produits de base. Il a également été relevé que les organisations de développement ont apporté une assistance aux jeunes chômeurs. Les personnes interrogées ont également identifié les femmes de Zinder comme un facteur clé de résilience à Zinder en raison de leur rôle en tant que militantes et dans l'éducation de leurs communautés locales sur des questions telles que la planification familiale. Les participants ont indiqué que ces groupes locaux de femmes ont été des partenaires clés des OSC en encourageant l'acceptation des mesures de planification familiale et en assurant l'éducation à la santé des femmes.

Conclusion et recommandations

En tant que l'un des pays les moins avancés du monde, le Niger est confronté à d'importants défis dans tous les domaines de sécurité humaine. Selon l'indice d'ERV et les constatations du travail sur le terrain, le pays est particulièrement vulnérable dans les domaines de l'économie, de la démographie et de la sécurité. En effet, les constatations du travail sur le terrain laissent penser que les principaux facteurs d'insécurité sont l'insurrection de Boko Haram dans la région de Diffa, la violence extrémiste dans les régions du Nord et du Nord-ouest, les conflits entre agriculteurs et éleveurs pour l'accès à la terre et à l'eau, la criminalité en hausse et la recrudescence des activités économiques illicites. La radicalisation des jeunes est devenue une préoccupation croissante et est motivée par la pauvreté et le manque d'opportunités économiques. L'insécurité dans certaines régions du Niger a été l'un des principaux moteurs de l'instabilité économique et a conduit à une augmentation de la population de PDI.

La sécurité et l'instabilité économique sont inextricablement liées au Niger. L'instauration par le gouvernement d'un état d'urgence à Diffa en 2015 ainsi qu'à Tillabéri et à Tahoua en 2017 a entraîné la suspension d'activités économiques essentielles à la subsistance. Par exemple, le manque d'accès au lac Tchad a été cité comme l'une des principales préoccupations des participants à la recherche sur le terrain dans la région de Diffa, où la pêche, la culture du piment et l'élevage du bétail ont soit été arrêtés, soit gravement entravés. Les voies d'approvisionnement et les voies commerciales dans certaines régions du pays ont également été perturbées par l'insécurité. En outre, le taux élevé de chômage des jeunes a suscité des inquiétudes quant au risque croissant de radicalisation, en particulier, des jeunes hommes dans des régions comme Agadez et Diffa.

Les pressions démographiques sont également particulièrement importantes au Niger, en particulier le chômage des jeunes et la croissance démographique rapide, ainsi que les migrations internes et externes. La forte explosion de la population de jeunes dans le pays pourrait, si elle n'est pas gérée avec soin, poser un risque à l'avenir. Le Niger est un pays de transit essentiel pour les migrants économiques qui se déplacent de l'Afrique de l'Ouest et du Centre vers l'Afrique du Nord et l'Europe. Le trafic illicite de migrants est une activité lucrative dans le pays, aux dires des participants à la recherche sur le terrain. Outre le trafic illicite de migrants, d'autres activités économiques illicites se sont développées, notamment les trafics de drogue, d'êtres humains et d'armes.

Les pressions environnementales et le changement climatique constituent également un risque important pour la stabilité du Niger, en particulier en ce qui concerne la sécurité alimentaire. La hausse des températures, l'imprévisibilité des précipitations, l'érosion et les inondations risquent d'avoir de graves répercussions négatives sur l'agriculture et de dégrader potentiellement les perspectives économiques du pays.

En ce qui concerne la politique, les principaux défis auxquels le Niger est confronté sont la perception répandue de la corruption, un manque général de confiance dans le système politique et le report des élections locales. Par ailleurs, la Loi de finances de 2018 a eu des répercussions à la fois politiques et économiques. Cette Loi aurait entraîné une hausse des prix des produits de base, affectant négativement les couches les plus pauvres de la population nigérienne tout en déclenchant des manifestations dans la capitale. Les participants à la recherche sur le terrain ont exprimé l'opinion selon laquelle cette Loi laisse transparaître à la fois

une ingérence de l'exécutif dans le pouvoir législatif et un manque de réactivité aux besoins fondamentaux de la population nigérienne.

Malgré ces préoccupations, le Niger a indubitablement de nombreuses résiliences sociales et institutionnelles qui atténuent les risques découlant des vulnérabilités décrites ci-dessus. Les OSC ont activement mis en œuvre des programmes axés sur la bonne gouvernance et l'éducation civique, ainsi que sur la promotion de la participation des femmes et des jeunes à la vie politique. Les ONG ont joué un rôle essentiel en comblant les lacunes économiques au Niger et en renforçant la résilience des communautés locales face à l'insécurité alimentaire par la distribution de semences, de vivres, de bétail et de cultures de contre-saison. Les initiatives gouvernementales, telles que la création du ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, ont commencé à aborder avec succès des questions telles que le mariage des enfants, l'éducation des femmes et la planification familiale. Enfin, les forces de sécurité nigériennes, les groupes d'autodéfense et les groupes de surveillance des villages ont comblé les lacunes en matière de sécurité et aidé à maintenir la paix et la sécurité dans les communautés à travers le pays. Les OSC et les ONG ont également été actives dans ce domaine à travers la mise en œuvre d'initiatives de consolidation de la paix et l'organisation de campagnes de sensibilisation.

En termes de perspectives, le Niger continue d'être confronté à des défis majeurs pour contrer la présence de Boko Haram à Diffa, la poussée de la violence extrémiste dans le Nord-est, la poursuite de la criminalité et des activités économiques illicites. Alors que le Niger s'efforce de faire face à ces préoccupations en matière de sécurité, il sera essentiel de trouver des solutions durables aux vulnérabilités économiques du pays, en particulier l'insécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, pour bâtir un pays plus stable et plus prospère.

Économie et ressources

- Aider les agriculteurs locaux à investir dans des approches de production agricole plus mécanisées et mieux adaptées au climat, comme le programme gouvernemental 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens). Promouvoir des initiatives au sein du gouvernement, de la société civile, des partenaires au développement et du secteur privé pour améliorer la préparation aux menaces climatiques.
- Améliorer et élargir l'accès au crédit et au financement pour les femmes et les jeunes entrepreneurs.
- Investir dans le développement des infrastructures dans les zones rurales et mal desservies.
- Créer et promouvoir des programmes alternatifs d'appui aux moyens de subsistance, en particulier dans les régions de Diffa et d'Agadez, pour lutter contre les activités économiques illicites.
- Investir dans des initiatives visant à développer l'éducation des filles.

Population et démographie

- Aider le gouvernement, les organisations de la société civile, les ONG et les ONG internationales à assurer la sensibilisation sur les questions de planification familiale et de mariage des enfants.
- Investir dans les services sociaux et les infrastructures dans les zones rurales et sous desservies. Soutenir les initiatives visant à renforcer les capacités humaines et techniques du système de santé.
- Soutenir les initiatives de formation professionnelle et de création d'emplois pour la population jeune du pays nombreuse et en pleine croissance.
- Soutenir et pérenniser le dialogue entre les groupes au-delà des clivages politiques,

ethniques et religieux afin de promouvoir la cohésion sociale.

- Investir dans des initiatives visant à développer l'éducation des filles.

Sécurité

- Renforcer la collaboration entre les partenaires nationaux, régionaux et internationaux pour faire face aux grandes tendances régionales de l'insécurité.
- Soutenir les programmes bilatéraux et multilatéraux d'aide à la formation, afin de renforcer la capacité institutionnelle et opérationnelle des forces de sécurité.
- Fournir une aide humanitaire aux réfugiés et aux PDI.
- Travailler avec les populations déplacées, les communautés locales et les forces de sécurité pour promouvoir la confiance et encourager le renforcement des relations.
- Promouvoir la police de proximité et la coopération transfrontalière entre les forces de sécurité et de défense et la population locale pour améliorer la sécurité.

Politique et gouvernance

- Mettre en place une campagne nationale d'éducation pour encourager les femmes et les jeunes à briguer des postes, campagne dirigée par les hauts responsables du gouvernement et les chefs des partis politiques.
-

- Adopter les meilleures pratiques d'autres pays africains sur l'augmentation de la représentation politique des femmes.
- Soutenir les programmes d'éducation civique, en particulier ceux qui ciblent les jeunes et les femmes, dirigés par les OSC et le gouvernement.
- Soutenir les initiatives locales et nationales en faveur de la transparence et de la lutte contre la corruption, en particulier en ce qui concerne la gestion des redevances minières, pétrolières et générées par d'autres ressources naturelles.
- Réformer et renforcer les organes de gestion des élections.

État de droit

- Soutenir les initiatives axées sur la sensibilisation et l'éducation aux droits civiques et juridiques, en particulier des femmes et des jeunes.
- Assurer la formation des chefs religieux, traditionnels et locaux impliqués dans les modes alternatifs de résolution des conflits sur la violence basée sur le genre et les droits des femmes.
- Promouvoir les initiatives en faveur de la transparence et de la lutte contre la corruption et les réformes au sein de l'appareil judiciaire.
- Soutenir les programmes améliorant l'accès des populations pauvres et vulnérables à la justice.

Annexe A : Échantillon de données

Phase	Dimension	Source	Métrique	Échantillon
Phase 1 : Étude documentaire	Résilience	Analyse des réseaux des parties prenantes (SNA)	Enquête	26 acteurs de la paix/sécurité
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ECOWARN	Rapports de situation	1049 rapports
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organisme/les organismes mandaté(s) pour organiser et assurer le suivi des élections nationales est/sont protégé(s) contre toute ingérence politique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organisme/les organismes mandaté(s) pour organiser et assurer le suivi des élections nationales élabore(nt) des rapports accessibles en temps opportun au public avant et après toute élection nationale.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Processus électoral et pluralisme	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Participation politique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Fonctionnement du gouvernement	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA)	Taux moyen de participation aux élections législatives	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Transparency International	Perception de la corruption	15 (toutes les données des États membres de la

				CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de transformation Bertelsmann (BTI)	Intégration politique et sociale	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Freedom House	Droits politiques	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Proportion de sièges occupés par des femmes au Parlement national	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice Mo Ibrahim	Sécurité des personnes	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ONU, CEDEAO, UA	Opérations de paix	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ACLED	Pertes en vies humaines dues conflits par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	UPPSALA	Présence/Conflit avec des groupes armés non-étatiques	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique – Amnesty	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique – État	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique – Human Rights Watch	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Réfugiés par pays d'origine par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Réfugiés par pays d'origine (différence entre 2015 et 2014) par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Personnes déplacées internes par pays d'asile par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Personnes déplacées internes par pays d'asile (différence entre 2015 et 2014) par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'indépendance du pouvoir judiciaire est garantie.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, les juges des juridictions nationales donnent les motifs sous-tendant leurs décisions/jugements.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, les allégations de corruption à l'encontre de hauts responsables politiques et/ou de fonctionnaires de quelque niveau que ce soit font l'objet d'enquête menée par un organe indépendant.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organe ou les organes qui enquête(nt) sur les allégations de corruption dans le secteur public est/sont efficace(s).	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, le mécanisme permettant aux citoyens de dénoncer les cas d'inconduite des agents de police ou d'usage abusif de la force est efficace.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Rapport de la Banque mondiale sur les droits de l'homme et le droit	Pourcentage de femmes siégeant à la Cour constitutionnelle	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	La loi exige-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	La loi impose-t-elle la non-discrimination liée au genre en matière de recrutement ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	Le licenciement des travailleuses enceintes est-il interdit ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Coefficient de Gini	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Gini WYD	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Part du revenu détenue par les 10 % les plus riches	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Nombre de personnes ayant une installation d'assainissement améliorée (différence entre les zones urbaines et les zones rurales)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Nombre de personnes ayant une source d'eau améliorée (différence entre les zones urbaines et les zones rurales)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale modérée ou grave	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Gravité du déficit nutritionnel (kilocalories par personne et par jour)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids en fonction de l'âge (pourcentage d'enfants de moins de 5 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	PIB par habitant, PPA (en dollars internationaux courants)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Taux d'alphabétisation des femmes âgées de 15 à 24 ans	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux (brut) de scolarisation dans le primaire et le secondaire, indice de parité entre les sexes (IPS)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux d'emploi par rapport à la population de femmes âgées de 15 à 24 ans (%) (estimation de l'OIT modélisée)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Âge médian	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Croissance démographique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids en fonction de l'âge des filles (pourcentage d'enfants de moins de 5 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Prévalence de la contraception, toutes méthodes confondues (pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Espérance de vie à la naissance des femmes (en années)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	Pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou qui vivaient en couple avant l'âge de 18 ans	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Risque	ECOWARN	Rapports d'incident	155 (après réduction des doublons et de la pertinence)
Phase 1 : Étude documentaire	Risque	ACLEDD	Incidents	288

Phase 2 : Recherche sur le terrain	Risque et vulnérabilité	Groupes de discussion	Répartis selon les hommes, les femmes et les jeunes	3
Phase 2 : Recherche sur le terrain	Risque et vulnérabilité	Entretiens avec les informateurs clés	Éminentes personnalités et experts locaux, y compris les responsables gouvernementaux	24

Annexe B : Indice de vulnérabilité

Sources des données de l'indice

Sur la base des cinq piliers de la sécurité humaine, une série d'indicateurs ont été définis en fonction de leur pertinence et de leur mesurabilité. Des sources de données ont ensuite été identifiées auprès d'institutions reconnues telles que la Banque mondiale, les Nations Unies, ainsi que d'universités, d'instituts de recherche et de groupes de réflexion. Une liste complète des sources de données est jointe en *Annexe A*. Au cours de la sélection et du test de l'indice, on a évalué la disponibilité des données, afin de garantir une distribution égale des notes.

Procédé : Calcul des notes

L'indice est noté suivant une échelle allant de 1 à 10, la note 1 représentant le niveau le plus élevé de vulnérabilité et la note 10 le niveau le plus faible de vulnérabilité. Chaque ensemble de données brutes est normalisé et mis à l'échelle, avant d'être intégré dans les notes des indicateurs et des piliers.

1. Normalisation

Par définition, un indice intègre et compare des ensembles de données avec des courbes et des distributions très différentes. Dans un premier temps, il est donc nécessaire de normaliser les données afin qu'elles puissent faire l'objet d'une comparaison idoine. Si l'on ne situe pas les données dans le contexte du groupe plus large de chiffres, leur signification peut être biaisée. Par conséquent, le processus de détermination de la moyenne et de calcul de l'écart-type (ET) de l'ensemble de données, puis l'utilisation de ces éléments pour estimer une distribution normale, peuvent être exploités pour produire cette interprétation. La formule gaussienne de normalisation est décrite ci-dessous.

Si μ est la moyenne

σ^2 est la variance

x est la variable indépendante

$$f(x, \mu, \sigma) = \frac{1}{\sqrt{2\pi}\sigma} e^{-\frac{(x-\mu)^2}{2\sigma^2}}$$

L'écart-type est la grandeur calculée pour indiquer l'amplitude de l'écart pour un groupe de chiffres dans son ensemble. La distribution normale est ensuite utilisée pour déterminer la manière dont les variables sont normalement distribuées de façon approximative. Dans le contexte de cet outil, il aidera à comprendre le niveau auquel se situent les pays les uns par rapport aux autres au sein de la distribution des groupes d'un ensemble particulier de données.

Pour les ensembles de données brutes qui présentent des lacunes (par exemple, les données sont indisponibles pour certains pays, mais pas pour d'autres), les points de données par pays sont laissés vides. Cela permet de faire en sorte qu'on n'attribue pas une note artificielle aux pays lorsqu'il n'existe pas de données.

2. Mise à l'échelle

Pour créer un indice où les pays sont notés dans un champ défini, les ensembles de données doivent être mis à l'échelle afin de pouvoir intégrer les notes. Ce processus de mise à l'échelle transforme les données normalisées en un nombre compris entre 1 et 10, la note 10 représentant le plus faible niveau de vulnérabilité. La formule ci-dessous a été appliquée pour normaliser les valeurs de distribution allant de [min, max] à [MIN, MAX], en fonction de la nouvelle échelle des valeurs pour les marges supérieures et inférieures de la distribution.

$$X = \text{MIN} + \frac{(\text{MAX} - \text{MIN})}{(\text{max} - \text{min})} \times (x - \text{min})$$

3. Agrégation

Chaque indicateur peut être composé d'une ou de plusieurs sources de données. Dans les cas où plusieurs ensembles de données ont été utilisés pour constituer le seul indicateur, les ensembles de données ont tous été mis à l'échelle en fonction des notes préliminaires de l'indice (allant de 1 à 10), tel qu'indiqué dans les étapes ci-dessus. La moyenne de ces notes a ensuite été calculée pour obtenir une note finale pour cet indicateur. Ce processus a été répété au niveau des piliers, d'abord en calculant la moyenne, puis en mettant à l'échelle les notes des indicateurs.

Annexe C : Références additionnelles

Barma, N.H., Huybens, E. & Viñuela, L. 'Institutions Taking Root: Building State Capacity in Challenging Contexts', Groupe de la Banque mondiale, septembre 2014

<http://elibrary.worldbank.org/doi/book/10.1596/978-1-4648-0269-0>

Carvalho, F. 'Mining Industry and Sustainable Development: Time for Change', Food and Energy Security 2017; 6(2): 61-67 <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/fes3.109/epdf>

Catholic Relief Services, 'Literature Review of Land Tenure in Niger, Burkina Faso, and Mali: Context and Opportunities', 2014 <https://www.crs.org/sites/default/files/tools-research/literature-review-of-land-tenure-in-niger-burkina-faso-mali.pdf>

International Crisis Group, 'Niger and Boko Haram: Beyond Counter-insurgency', 2017

<https://d2071andvip0wi.cloudfront.net/245-niger-and-boko-haram-beyond-counter-insurgency.pdf>

Institut international du développement durable, 'Mainstreaming Conflict Prevention in Development Co-operation: Tip Sheet on the Links between Pastoral Livelihoods & Conflict Prevention', 2005

http://www.iisd.org/pdf/2005/Sécurité_pastoral_tipsheet.pdf

Kang, A. 'The Effect of Gender Quota Laws on the Election of Women: Lessons from Niger', Women's Studies International Forum 41: 94-102, 2013

https://www.researchgate.net/publication/259123805_The_effect_of_gender_quota_laws_on_the_election_of_women_Lessons_from_Niger

Kodila-Tedika, O., Simplicie, A. 'State fragility, rent seeking and lobbying: evidence from African data', Revue internationale des sciences sociales et économiques, 2016, Vol. 43: n° 10

<http://www.emeraldinsight.com/doi/abs/10.1108/IJSE-11-2014-0234>

Migration Policy Institute, 'Tuareg Migration: A Critical Component of Crisis in the Sahel', 2013

<https://www.migrationpolicy.org/article/tuareg-migration-critical-component-crisis-sahel>

NZAID 'Conflict-Risk Assessment Guideline' 2008 <http://www.gaportal.org/resources/detail/nzaid-conflict-risk-assessment-guideline>

OCDE 'States of Fragility 2016: Understanding Violence', 2016 http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/development/states-of-fragility-2016_9789264267213-en#page1

USAID 'Interagency Conflict Assessment Framework (ICAF)', 2008

<https://www.state.gov/documents/organization/187786.pdf>

Woolcock, M. 'Engaging with Fragile and Conflict-Affected States', Harvard Kennedy School, August 2014

<https://www.wider.unu.edu/publication/engaging-fragile-and-conflict-affected-states>

Annexe D : Matrice des vulnérabilités, des risques, des facteurs de résilience et des recommandations par pilier de la sécurité humaine

NIGER	Vulnérabilités	Risques	Facteurs de résilience	Recommandations
Économies et ressources	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Hausses des prix des produits de base ➤ Dépendance excessive à l'égard de l'agriculture de subsistance et de l'élevage de bétail ➤ Dépendance à l'égard des matières extractives à forte valeur, telles que l'uranium et le pétrole ➤ Suspension des activités économiques dans certaines régions pour des raisons de sécurité, notamment dans le bassin du lac Tchad ➤ Mauvaise gouvernance et mauvaise gestion des ressources naturelles ➤ Chômage des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Hausse des prix due à la Loi de finances de 2018 ➤ Perturbation des voies commerciales et d'approvisionnement due à l'insécurité ➤ Conflits entre agriculteurs et éleveurs pour l'accès à l'eau et à la terre ➤ Sécheresse et inondations ➤ Activités économiques illicites ➤ Epizooties et pathologies végétales/infestation parasitaire (cultures et animaux) 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Disponibilité de programmes de microcrédit pour les femmes et les jeunes ➤ Réformes économiques en cours ➤ Soutien d'ONG internationales 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Aider les agriculteurs locaux à investir dans des approches de production agricole plus mécanisées et mieux adaptées au climat, comme le programme gouvernemental 3N (<i>les Nigériens Nourrissent les Nigériens</i>). ➤ Promouvoir des initiatives au sein du gouvernement, de la société civile, des partenaires de développement et du secteur privé pour renforcer la préparation aux menaces climatiques ➤ Améliorer et étendre l'accès au crédit et au financement pour les femmes et les jeunes entrepreneurs ➤ Investir dans le développement des infrastructures dans les zones rurales et sous-desservies ➤ Créer et promouvoir des programmes de moyens de subsistance alternatifs, en particulier dans les régions de Diffa et d'Agadez pour lutter contre les activités économiques illicites ➤ Investir dans des initiatives visant à développer l'éducation des filles

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Insécurité alimentaire ➤ Changement climatique 			
Population et démographie	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Croissance démographique et faible recours à la planification familiale ➤ Explosion de la population de jeunes ➤ Urbanisation anarchique et pressions sur les services et les infrastructures ➤ Insuffisance des services sociaux, en particulier des soins de santé et de l'assainissement ➤ Taux élevés de mariages d'enfants ➤ Taux d'analphabétisme élevé ➤ Obstacles culturels à la planification familiale 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Epidémies ➤ Tensions entre groupes ethniques ➤ Fistule vésico-vaginale (FVV) ➤ Réfugiés et PDI 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Culture de tolérance religieuse ➤ Politiques fortes contre les MGF ➤ Communauté d'ONG dynamique 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir le gouvernement, les organisations de la société civile, les ONG et les ONG internationales dans la sensibilisation sur les questions de planification familiale et de mariage des enfants. ➤ Investir dans les services sociaux et les infrastructures dans les zones rurales et sous-desservies. Soutenir les initiatives visant à renforcer les capacités humaines et techniques du système de santé ➤ Accompagner les initiatives de formation professionnelle et de création d'emplois pour la population jeune, nombreuse et croissante du pays. ➤ Soutenir et pérenniser le dialogue entre groupes au-delà des clivages politiques, ethniques et religieux afin de promouvoir la cohésion sociale. ➤ Promouvoir l'éducation des filles
Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Tensions entre agriculteurs et éleveurs par rapport à l'accès aux ressources naturelles (eau et terre) ➤ Menace croissante du terrorisme ➤ Porosité des frontières ➤ Croissance de l'activité économique illicite, en particulier le trafic de drogue 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Attentats perpétrés par des groupes armés, en particulier Boko Haram et d'autres groupes extrémistes ➤ Radicalisation ➤ Conflits entre éleveurs et agriculteurs ➤ Augmentation des 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Groupes de surveillance de quartier ➤ Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) ➤ Mesures anti-insurrectionnelles ➤ Programmes de lutte contre l'extrémisme violent ➤ État d'urgence 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer la collaboration entre les partenaires nationaux, régionaux et internationaux pour faire face aux grandes tendances régionales en matière d'insécurité ➤ Soutenir les programmes bilatéraux et multilatéraux d'aide à la formation, afin de renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des forces de sécurité. ➤ Fournir une aide humanitaire aux réfugiés et aux PDI. ➤ Travailler avec les populations déplacées, les communautés locales et les forces de sécurité

	<p>et d'êtres humains</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Menaces transnationales ➤ Prolifération des armes 	<p>niveaux de la criminalité</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Violations des droits de l'homme résultant de l'Etat d'urgence ➤ Présence de forces de sécurité étrangères 	<p>comme mesure de stabilisation de la région de Diffa</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Actions des forces de sécurité ➤ Présence de la Force multinationale mixte ➤ Collaboration en matière de sécurité entre le Niger et les partenaires bilatéraux et multilatéraux 	<p>pour promouvoir la confiance et encourager le renforcement des relations</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Promouvoir la police de proximité et la coopération transfrontalière entre les forces de sécurité et de défense et la population locale pour améliorer la sécurité
Politique et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Perceptions de la corruption ➤ Faible niveau de confiance de la population dans le système politique ➤ Perception d'un manque d'indépendance des appareils législatif et judiciaire par rapport au pouvoir exécutif ➤ Sous-représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décision politique ➤ Héritage de coups d'État militaire ➤ Perception de mauvaise gouvernance ➤ Perception d'un espace limité pour l'opposition 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Protestations, notamment autour de la Loi de finances de 2018 ➤ Violence électorale ➤ Arrestations de personnalités politiques de premier plan ➤ Suppression des libertés civiles ➤ Suppression de la liberté d'expression 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Présence d'ONG et d'organisations de la société civile (OSC) ➤ Rôle de l'éducation civique et de la sensibilisation aux questions de gouvernance ➤ Rôle des institutions traditionnelles et religieuses ➤ Dialogue inter-religieux ➤ Rôle de la Haute autorité pour la lutte contre la corruption ➤ Égalité de rémunération entre les hommes et les femmes ➤ Services médicaux 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mettre en place une campagne nationale d'éducation pour encourager les femmes et les jeunes à briguer des postes, campagne dirigée par les hauts responsables du gouvernement et les dirigeants des partis politiques. ➤ Adopter les meilleures pratiques d'autres pays africains pour accroître la représentation des femmes en politique ➤ Appuyer les programmes d'éducation civique, en particulier ceux ciblant les jeunes et les femmes, pilotés par les OSC et le gouvernement ➤ Soutenir les initiatives locales et nationales de transparence et de lutte contre la corruption, en particulier en ce qui concerne la gestion des redevances minières, pétrolières et générées par d'autres ressources naturelles ➤ Réformer et renforcer les organes de gestion des élections

	<p>en matière de gouvernance</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ institutions de gestion électorale controversées 		<p>gratuits pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Plateforme du Parlement des jeunes ➤ Médiateur 	
État de droit	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faibles niveaux d'indépendance des appareils judiciaire et législatif ➤ Perceptions de corruption et de partialité au sein du système judiciaire ➤ Lenteur des délais de traitement de dossiers judiciaires 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Incidents de corruption ➤ Violation des droits civils 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Chefs traditionnels, chefs religieux et chefs communautaires impliqués dans le règlement des différends ➤ Existence du droit coutumier ➤ Médiateur 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir les initiatives de sensibilisation et d'éducation aux droits civiques et légaux, en particulier pour les femmes et les jeunes ➤ Assurer la formation des chefs religieux, traditionnels et locaux impliqués dans le règlement alternatif des différends sur la violence basée sur le genre et les droits des femmes ➤ Promouvoir les initiatives en faveur de la transparence et de la lutte contre la corruption et les réformes du système judiciaire ➤ Soutenir les programmes améliorant l'accès des populations pauvres et vulnérables à la justice